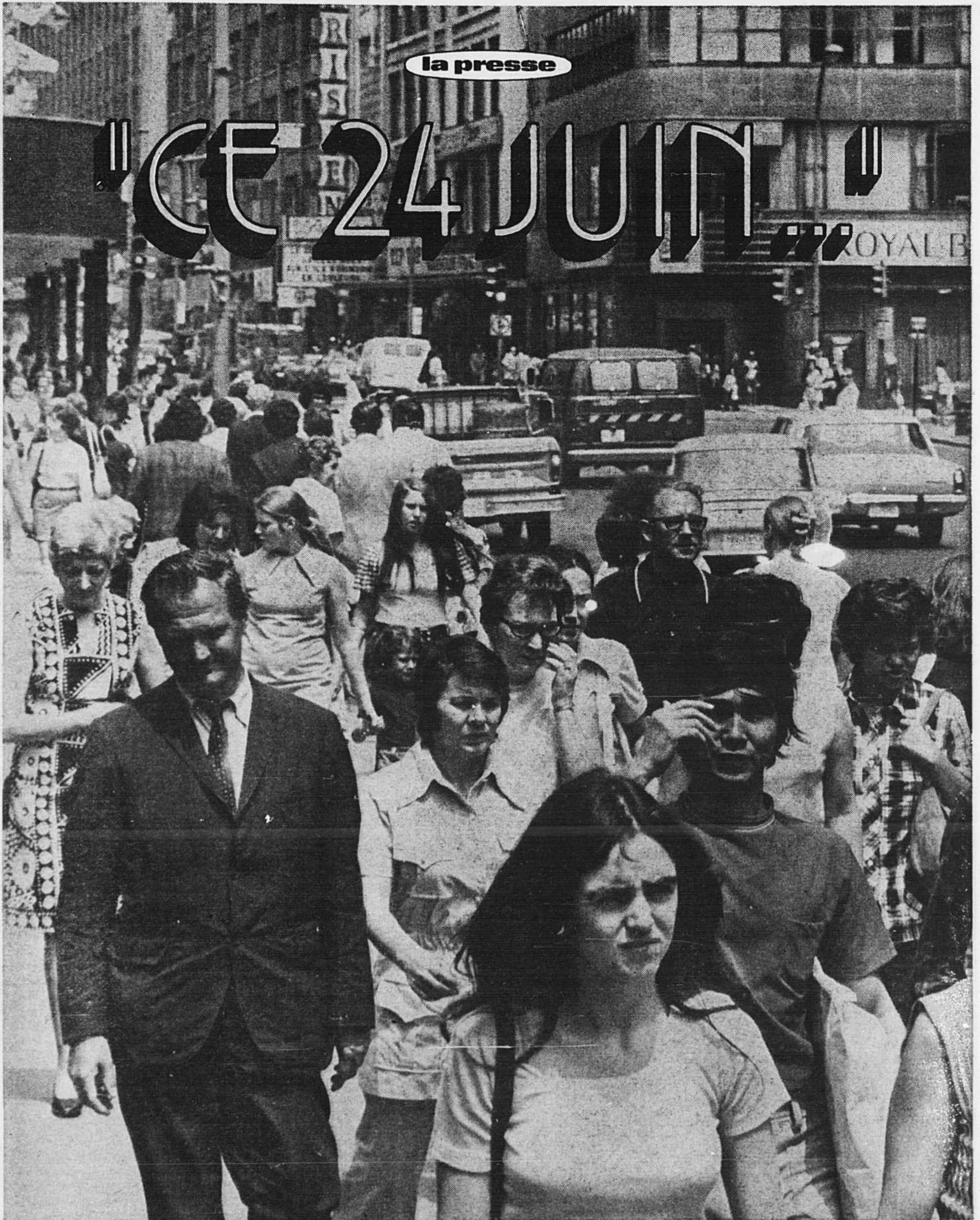


la presse

# « CE 24 JUIN »



## N.D.L.R

A l'occasion de la Saint-Jean, la tradition veut que l'on publie un cahier spécial plus ou moins publicitaire où chacun se félicite et se congratule en ce jour de fête nationale. Avant d'aller voir la "parade".

Mais il n'y a plus de défilé, plus de saint Jean bouclé ou barbu, plus de mouton, plus de cahier de circonstance. A sa place, LA PRESSE publie cette année ce document de 28 pages rédigé par une cinquantaine de personnalités québécoises à qui l'on a demandé: "Quel est à votre avis l'état d'âme de la nation canadienne-française?"

Et de nous l'écrire... en trois pages. Nous voulions des opinions tranchées, des perceptions personnelles, du dynamisme ou de la faiblesse de la nation canadienne-française, et non pas des thèses explicatives ou des fresques sociologiques.

Trois pages, c'est court pour un sujet si vaste, mais cela force parfois l'auteur à plonger. Comme le soulignait l'un de nos correspondants qui se plaignait gentiment de cette limite: en trois pages, il faut dire quelque chose alors qu'en cinquante...

Comment a-t-on choisi nos collaborateurs? D'une façon purement arbitraire, en tâchant toutefois de réunir à côté des grands ténors politiques des personnalités oeuvrant dans le plus grand nombre possible de sphères d'activités: l'université, les affaires, l'industrie, les syndicats, les arts, la chanson, etc.

Cette invitation a été adressée à une soixantaine de personnes; une cinquantaine d'entre elles ont accepté de nous faire parvenir un texte. Certains de ces textes débordent largement le cadre prescrit, d'autres s'en tenant bien en deçà: il était difficile cependant d'être plus sévère et impossible de refuser un texte trop long. Nous publions tous les textes reçus.

Certaines des personnes pressenties ont jugé qu'il était impossible de répondre à une aussi vaste question dans un texte si court. C'est le cas notamment de MM. Jean Drapeau et Jacques Parizeau; d'autres avaient un horaire trop chargé; d'autres encore ont refusé tout simplement.

Inutile de préciser que nous n'avons pas touché aux textes. Ni même aux fautes d'orthographe (volontaires, a-t-il pris soin de souligner) du professeur Léandre Bergeron.

Jean Sisto

Directeur de l'information

# Masochisme

Hormis les messages des hommes politiques, forcément plus engagés, l'ensemble des témoignages que nous publions aujourd'hui à l'occasion de notre Fête nationale, nous laisse, après une lecture ininterrompue, dans un état de malaise presque morbide. C'est un curieux et sombre florilège qu'éclaircit à peine quelques notes d'espérance osées par des plumes timides.

Puisque nous sommes des résistants chroniques, essayons de résister à ce pessimisme contagieux, corrosif, à cette autopsie à sens unique, par un peu de recul et de lucidité. D'abord le cynisme, l'humour noir nous permettraient de stigmatiser nos malheureux par vocation, de leur souhaiter mauvaise chance et un peu plus de fini dans leurs lamentations, de les vouer aux gémonies, afin qu'en paix, leur tournant le dos, nous choisissons avec courage la vie, un difficile avenir, mais l'avenir quand même. Cette pirouette serait trop facile: elle est même impossible, car contre nature, puisque, étant leurs frères, nous avons tous la sensation que ces témoignages nous montent des entrailles.

Dégageons d'abord les phénomènes malheureux qui sont propres à tout l'Occident. La trahison des élites n'est pas une plaie proprement québécoise. La prolifération tentaculaire de la technocratie qui asphyxie la personne humaine, la noie, la piétine et la laisse pour compte est une plaie des démocraties vieillissantes qui nous fait nous rendre compte que l'exercice de la justice est trop lourd pour les faillibles institutions. La liberté donnée aux individus leur est enlevée de façon insidieuse par les mille-pattes des institutions et des pouvoirs, et cela toujours au nom du bien commun. Pour combattre ces élégants barbares, l'armée des contestataires doit se structurer de la même façon, adopter les mêmes tactiques, de sorte que l'on devient ce que l'on combat, et que l'individu se trouve doublement trahi. Elle nous revient, cette parole de Maurice Barrès: "On ne met en commun que ce que l'on a de plus commun." La réforme du système d'enseignement qui a sacrifié toute une génération est propre à d'autres pays latins qui ont rejeté la formule élitiste et humaniste, pour adopter l'option anglo-saxonne à laquelle le tempérament latin s'adapte mal.

Le rapide et épouvantable pourrissement de l'environnement, la pollution qui en découle altèrent non seulement la santé physique, contaminent les coeurs et les esprits. De plus, le cancer généralisé des médias empoigne et pulvérise les consciences, le jugement et l'émotivité de la personne humaine charriée par cet ouragan qui ne s'arrête que pour s'amplifier. Les valeurs spirituelles? Comment peuvent-elles survivre, si les plus grandes, la dignité de l'homme, son autonomie, sa toute-puissance, sont détruites? Mais ceux qui sourient sont plus silencieux que ceux qui braillent. L'homme est ainsi fait qu'il règle ses problèmes pour immédiatement s'en créer d'autres. Les Américains mettent fin à la guerre du Vietnam pour sauter dans Watergate. Les médias réclament de plus en plus de sombre jus. Mais faisons confiance aux hommes; leur instinct de préservation, leurs moyens d'auto-défense, leur persévérance et leur courage les feront surmonter ces dangers qui, après tout, sont moins terribles que les épouvantables tueries de 1914 et 1939. En général, l'humanité n'a jamais été moins matériellement démunie. Hélas! il ne semble pas à la mode de supporter le bonheur.

Les Québécois ont aussi à endurer ces calamités mondiales. Elles trouvent leur prolongement absolu dans notre milieu déjà bouleversé par un vent de libération qui s'est levé un peu avant la mort de Duplessis, où un peuple adolescent s'est lancé, affamé, à la curée d'une liberté à peu près sans limites. Et quelle indigestion! A droite, à gauche, sans discernement, les idéologies les plus diverses, les plus farfelues, les

# collectif?

passions politiques les plus violentes sont tombées en terrain vierge, ovationnées, accueillies avec la ferveur naïve de nos Zappatas amateurs, en dépit d'un climat d'abondance matérielle permis par le continent nord-américain. Gavés comme des oies, nous continuons à pousser des hurlements de miséreux lacérés par un million d'injustices. C'est cocasse.

Des délinquants ont joué au terrorisme, l'Etat et un grand nombre d'intellectuels s'y sont laissé prendre, et un honnête homme a été assassiné, étranglé comme si les tueurs avaient eu peur du sang. L'église abandonnée a aussitôt été remplacée par une profusion de chapelles où les méthodes jésuitiques ont triomphé, plusieurs chefs syndicaux ont épousé un marxisme qui doit faire se retourner dans sa tombe Marx lui-même, nous avons rejeté l'enseignement humaniste, pour produire encore davantage de professions libérales, et surtout des anthropologues, des sociologues, des politicologues en assez grande quantité pour régler les problèmes de l'univers. Et nous avons continué de mépriser le chercheur scientifique, l'entrepreneur, l'industriel, l'homme d'affaires. Puis nous avons assisté, au plan de la langue, à un ridicule spectacle. Plusieurs champions d'un parler français précieux sont devenus les apôtres du "joual", en oubliant qu'un français correct peut exister honorablement. On a confondu liberté avec laisser-aller, jetant par-dessus bord les notions de rigueur, de courage, de discipline et d'excellence.

Nous avons inventé notre propre classe de technocrates, qui est aussi une génération sacrifiée. Et nous avons perdu le sens de l'humour. Et coetera, et coetera. Jamais les classes qui croient gouverner l'opinion n'ont été aussi coupées du peuple, d'un peuple gal, plein de bon sens et de saines qualités. A quoi bon se gargariser de nos larmes? Le mal est fait. Mais il y a eu aussi du bien, en fin de compte. Les tabous qui ont paralysé notre jeunesse sont disparus; il ne faut pas les remplacer par d'autres, le fascisme étant toujours aux aguets. Jamais le Québec n'a été si riche de possibilités économiques et culturelles. Notre jeunesse est belle en ce sens qu'elle regorge de talents créateurs (je pense en particulier à Michel Tremblay, ce grand dramaturge). Une énergie formidable bouillonne à la recherche d'idéaux et de projets. Il est temps que les communicateurs, les chefs politiques canalisent cette force magnifique et la fassent porter ses fruits.

Ah! si tous nos chantres de la lamentation institutionnalisée savaient à quel point la population est écoeurée de leurs gémissements, de les voir nous chercher des poux, ils seraient terrifiés et feraient un salutaire examen de conscience. S'ils veulent ensuite se suicider quand même, qu'ils le fassent. Nous ne nous retournerons même pas. Reprenons le beau poème de Charlebois, ici publié :

*"Faut s'appuyer pour s'entraider  
"Bâtir une grande armée d'idées  
"Et faire de la nouvelle France  
"La terre promise de l'espérance"*

Nous refusons la vocation de vaincus. Nous vivons et nous continuerons de faire mentir les rapports Durham et Gendron. Nous savons que nous sommes là pour longtemps, de plus en plus forts, et disponibles au bonheur.

Bonne fête!

**Roger LEMELIN**  
Editeur et président



# L'option

par Pierre Elliott Trudeau  
Premier ministre du Canada

C'est un honneur redoutable que m'a fait La Presse en m'invitant à communiquer à ses lecteurs quelques réflexions sur l'état d'âme des Canadiens français. Car réfléchir à la façon de l'intellectuel ou du philosophe dans le dense loisir de son cabinet, cela ne m'est guère possible.

La réflexion de l'homme d'Etat ne connaît pas ce luxe austère parce qu'il est toujours mêlé à l'événement, parce qu'il est toujours astreint à l'action et sollicité par la décision. Sa réflexion prend l'allure d'une permanente remise en ordre de préoccupations qui attendent impatiemment des conclusions qu'il faut à leur tour, et indéfiniment, modifier. Or ses préoccupations lui viennent de l'immense et complexe réalité quotidienne qu'est la nation; ses conclusions sont invariablement des gestes posés en pleine humanité, c'est-à-dire des gestes qui concernent chaque groupe et qui touchent chaque citoyen. Mais le dessein politique de l'homme d'Etat, dessein qui n'est pas arbitraire puisqu'il est généralement issu d'une expérience collective, puisqu'il est normalement l'expression d'une tradition et puisqu'il est sujet à confirmation par le corps électoral, le dessein de l'homme d'Etat, dis-je, lui devient, à travers la bousculade effarante des faits, un principe de discernement pour sa réflexion si impérieusement pragmatique. Si alors elles interdisent à la pensée politique toute gratuité et, partant, la privent de charme, la nécessité et la proximité de l'action lui confèrent une singulière saveur existentielle, car la pensée politique est par excellence une pensée d'incarnation.

M'interroger sur l'état d'âme de mes compatriotes de langue française, c'est me demander de quelle façon ils veulent l'incarner, leur âme; selon les perspectives d'un certain dessein politique, que j'ai adopté très tôt et que l'exercice du pouvoir ne cesse de raffermir et d'élargir en moi, c'est interpréter des aspirations que j'épouse comme la vie même.

Ce qui, à mon sens, prédomine actuellement chez les Canadiens français, c'est la volonté d'être. Certes ils ont toujours voulu être et ils ont manifesté cette volonté d'éclatante façon au cours de leur histoire, notamment depuis la conquête. Seulement, jusqu'à ces derniers temps, ils n'auront eu guère de doutes sur les fondements de leur personnalité collective. Dès l'Ancien régime, ils se reconnaissaient implicitement et spontanément pour ce qu'ils étaient, des Français transplantés en terre d'Amérique. Ils se sont peu à peu rendu compte qu'ils différaient des Français de France et que la différence qui faisait d'eux des Canadiens allait s'accroître. Cependant, si rudement travaillés qu'ils fussent par leur milieu nord-américain, les Français canadiens étaient encore indubitablement les frères des Français de France.

La conquête qui les sépara et les éloigna les uns des autres, allait faire d'eux des cousins, selon l'expression, si plaisante et si juste, encore courante après la dernière Grande Guerre. Le milieu nord-américain augmentait sur ces Français du Canada sa pression à mesure que leur présence se multipliait, tandis qu'un réflexe de vie leur imposait un repli sur eux-mêmes. Avec un trésor tout français, ils abritaient des ferments extrêmement actifs qui produisirent chez eux une irréversible mutation. Ils devinrent des Canadiens français.

Cette fois encore les fondements de notre personnalité collective ne nous causaient pas d'angoisse. Des soucis, des inquiétudes parfois turbulentes, certes, mais pas d'angoisse. C'est que le cordon qui nous liait à l'ancienne mère-patrie étant rompu, la conscience d'une parenté culturelle le remplaça. Nous ne sommes plus alors des Français, nous sommes autres; mais nos formes seront françaises. La différenciation nord-américaine, si prononcée soit-elle, n'empêche toujours pas une identification authentique, bien que très sentimentale et très mitigée à un ensemble de réalités françaises, mais non pas tellement à la France elle-même.

Ce que les Canadiens français avaient désormais à prendre à la France devenait en quelque sorte de plus en plus général et de moins en moins spécifique. Le projet canadien n'a presque plus rien de commun avec le projet européen. Une culture jadis en solide dépendance d'une autre va sa découvrir autonome.

Alors quoi? Les Canadiens français ne sont plus français au même titre que jadis et naguère. Le principe de différenciation qui les distingue des autres Canadiens ils le trouvent maintenant en eux, et surtout en eux, très secondairement ailleurs. Ils sont en somme livrés à eux-mêmes, c'est-à-dire à la différence acquise en quelque trois siècles et qui fait d'eux une espèce nord-américaine, elle-même différenciée en son genre par l'appartenance canadienne

# canadienne

et une expression française. Ils se voient seuls, en minorité dans leur pays et environnés par la masse anglophone du continent.

Pour arriver à cette autonomie, nous n'avons pas bénéficié des lents apprentissages que l'histoire a réservés aux peuples d'Europe. Se découvrir ainsi, si soudainement, en pleine et stricte possession de son être et de ses moyens ne peut aller sans angoisse. Et parmi nous, ce sont certainement les jeunes qui, dès les années soixante, ont éprouvé de la façon la plus aiguë cette angoisse; ce sont eux qui se posent et qui nous posent le plus lucidement une question vitale: en quoi, dans quel contexte, dans quel projet incarner le principe de différence qui, plus dynamique que jamais, achève de transformer le Canadien français en un homme nouveau: le Canadien francophone? Un des signes les plus frappants de l'émergence d'un homme nouveau dans la société canadienne-française, c'est que les jeunes sont de moins en moins sensibles au conflit intérieur de l'appartenance nord-américaine et des sources européennes si caractéristique de leurs aînés qui en ont tant souffert, et parfois si bienheureusement, il faut le dire. L'Europe pour eux, pour les jeunes, c'est de plus en plus simplement ailleurs. Leur différence n'a plus grand-chose d'une référence. La hâte qui a présidé à notre histoire ne nous lâche pas et l'angoisse de la jeunesse reflète chez nous une indiscutable urgence.

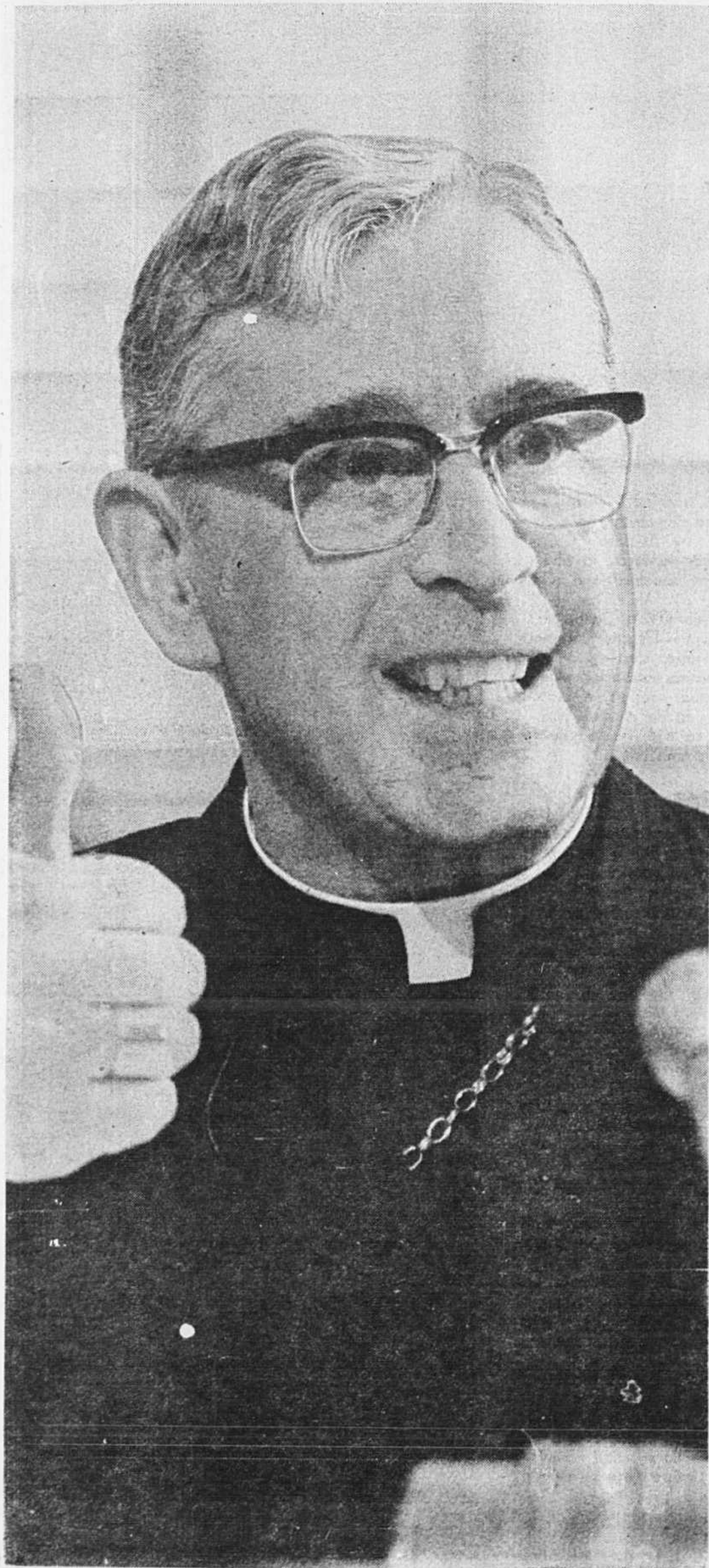
Cette question, cette angoisse, cette urgence, voilà ce qui détermine au plus profond l'état d'âme du Canada français. La fuite est impossible. L'engagement est inéluctable. Une fois de plus nous sommes seuls, mais combien plus complètement qu'au début de la Nouvelle-France, qu'après la conquête! Mais notre solitude est celle de l'adulte, de l'homme fait à qui il reste tout à faire. En pareilles circonstances, la francophonie canadienne, particulièrement au Québec, se trouve exposée à la tentation d'un second retrait, tentation d'autant plus grave que le premier retrait a été la réussite même de la survivance. Mais il ne s'agissait pas d'un repli total, ce que ne permettait pas le processus de différenciation canadienne. Si fascinante qu'elle puisse être pour certains, la tentation touche bien peu la majorité, car elle est contrecarrée par une intuition de plus en plus manifeste, intuition surgie des profondeurs de notre situation nord-américaine, à savoir que l'avenir de notre collectivité francophone est canadien. Cette intuition a sa source au niveau de nos premiers enracinements, dans le sens continental d'hommes tels que d'Iberville qui, malgré la faiblesse de la colonie, estimaient nécessaire d'aller loin; dans la diffusion de la présence francophone à travers le pays, laquelle s'est accomplie, justement, pendant notre grand retrait. L'intuition du risque canadien, si solidement ancrée dans l'histoire, se justifie par la participation francophone à la vie politique du pays: déjà considérable sous l'Union, elle est devenue ce qu'elle doit être, intense. L'intuition du risque canadien se justifie encore par la contribution francophone à l'établissement de nos réseaux de communication électroniques, par l'apport francophone au génie et à la technique, à l'industrie et aux affaires, par le rayonnement intellectuel et artistique de l'élément francophone. Elle reçoit du gouvernement central une confirmation additionnelle par une politique de bilinguisme qui ouvre à la francophonie de nouvelles avenues, sans frustrer qui que ce soit, loin de là.

Tout cela est vaste et grand et noble. Tout cela est inscrit dans le cadre confédératif du Canada. Tout cela constitue le lieu d'incarnation, à la fois normal et privilégié, de l'espèce francophone au Canada. Plus nous serons présents comme francophones au reste du pays, plus nous nous confirmerons, plus nous serons féconds, mieux nous serons fécondés et plus sûrement nous évoluerons selon la loi imposée à toute vie qui détient une promesse d'avenir. Et meilleurs donneurs nous serons, plus nous serons voulus. De part et d'autre il s'en faut de si peu pour que soit confirmée l'exaltante réussite canadienne. Pussions-nous tous consentir à l'effort qui s'impose et qui est un effort de liberté.

La différence que nous avons, nous francophones, cultivée et poussée si loin ne peut, chose pour moi certaine, connaître son épanouissement, sa plénitude d'être, que dans la confrontation virile et fraternelle à laquelle notre histoire nous a conviés et préparés. Et c'est finalement cet état de confrontation permanente qui, en nous unissant, nous distinguera les uns et les autres, francophones et anglophones. Car l'extrême intérêt d'une telle situation humaine, si originale, si prégnante d'innovations, nous empêchera tous de vouloir être autres, d'aspirer à nous incarner autrement.



# Recherche d'un consensus sur l'essentiel



**J**E soulignerai certains traits de notre physionomie morale que j'ai pu discerner, depuis une décennie, à l'occasion de contacts multiples entretenus avec les différents milieux et dans les diverses couches de la population canadienne-française. Je dégagerai également quelques lignes positives, déjà observables à mon avis, et qui paraissent dessiner les traits d'une âme nouvelle, à la fois fidèle à notre héritage et accordée aux défis de notre époque.

Il y a longtemps déjà que l'on a marqué la **division profonde de notre société**. Les grands courants idéologiques qui ont accompagné les transformations profondes de la société, en traversant la maison, ont rompu sa traditionnelle unité. Sur aucun plan n'existe de réelle identité de vues. Nous sommes divisés sur l'orientation politique de notre groupe, partagés quant à nos préoccupations sociales, à nos vues sur l'éducation, à notre engagement religieux. Les mentalités s'affrontent, souvent franchées; le dialogue devient difficile entre les générations, entre les groupes idéologiques. Nous avons une âme fragmentée, morcelée, divisée.

Une âme que cette fragmentation rend **inquiète, chercheuse, lasse** parfois, à en croire du moins ce qui s'exprime souvent sur la place publique. Une âme en rupture avec le passé, insatisfaite du présent, perplexe devant l'avenir. Est-il une nation qui se soit, en un si court espace de temps, départi aussi allégrement de ses cadres traditionnels, de ses soutiens sociologiques? L'insatisfaction est largement répandue et s'exprime de façon souvent agressive: on réclame un meilleur sort humain, une sécurité plus grande. On vogue à tous vents, dans une attente nerveuse ou passive, sans trop savoir où l'on jettera l'ancre.

Une âme, il faut le dire, qui a **perdu une large part du jaillissement spirituel** que lui procurait sa foi chrétienne. Le visage de Dieu lui semble voilé. L'évocation de valeurs transcendantes produit en elle moins d'échos. La recherche d'un présent temporel, d'un paradis politique immédiatement accessible, la quête de nourritures terrestres, de richesses à consommer lui tiennent lieu d'absolu. Elle baigne dans un climat matérialiste qui refuse l'effort de dépassement et centre tout sur la satisfaction des désirs individuels et des égoïsmes collectifs. Désaffection pour les valeurs spirituelles et relâchement moral atteignent même au plan humain les forces vives de la nation. Le phénomène, par exemple, de l'actuelle dénatalité est effarant. Face à la dimension religieuse de l'existence, face à l'Eglise, l'indifférence actuelle, faisant suite à l'agressivité d'hier, traduit une âme partiellement vidée de ses énergies spirituelles. Sollicitée elle-même par les modes intellectuelles du jour, l'élite chrétienne est devenue trop timide; elle n'ose faire entendre dans les débats publics la voix exigeante de l'Évangile.

Des hésitations présentes émergent toutefois certaines lignes prometteuses.

La division actuelle de la pensée fait naître en contrepartie, non pas un désir d'unité, mais la **recherche d'un consensus** sur l'essentiel de nos objectifs, au plan

politique, au plan social, au plan de l'éducation, au plan religieux. Le bouillonnement des idées peut être salutaire dans une période de changement comme celle que nous vivons. Mais on se rend compte qu'au-delà des prises de positions divergentes il doit y avoir place pour le respect de l'autre, pour le désir de composer sincèrement avec lui. Nous apprenons à vivre avec le pluralisme de nos options. Nous ne songeons sans doute pas à retrouver l'unanimité d'hier, mais nous cherchons à conjuguer nos forces pour construire une société meilleure où primeront les valeurs de justice, d'égalité, de développement, de promotion des personnes. Sur ce point, un accord se dessine qui pourrait nous conduire à une unité renouvelée.

Notre inquiétude correspond de même à une **recherche d'identité nationale**, recherche qui n'a peut-être jamais été aussi collectivement assumée qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'affirmation de soi est chose normale pour un être qui atteint sa maturité. Une telle affirmation n'est cependant tournée contre personne: elle est simple respect de soi-même, et fidélité aux siens. Ce n'est pas en termes d'opposition aux autres groupes ou dans une perspective de conflits, envisagés comme source inévitable de progrès, que notre identité nationale doit se définir; c'est en termes de responsabilité assumée et d'ouverture au monde. La qualité de vie d'un peuple se mesure à la façon dont ses membres s'aiment entre eux et dont ils aiment les autres.

Enfin, si l'on ne saurait fermer les yeux sur l'affaiblissement des valeurs dans notre milieu, il faut dire aussi les **ressources dont le christianisme**, vécu dans notre milieu depuis des siècles, est capable pour apporter, demain comme hier, sa contribution au façonnement nouveau de l'âme collective du Canada français.

La foi de nos pères les a aidés à relever les défis de leur temps. La foi des chrétiens engagés d'aujourd'hui représente la même force pour l'édification de cette cité heureuse que nous voulons construire. Elle parle de dépassement, de don de soi, de souci du plus faible, d'amour des autres; elle est accueil et fraternité. Elle projette sur nos entreprises humaines une lumière d'espérance: nos travaux ne sont pas limités par un horizon terrestre: ils débouchent sur un plus-être de l'homme.

De cette vigueur de la foi et de son aptitude à soutenir les projets d'une collectivité sont témoins les groupes de chrétiens qui oeuvrent avec succès dans les champs d'action les plus divers, dans l'Eglise comme dans la société. Leurs réalisations et leur vitalité ne font pas toujours les manchettes. Pour avoir été en contact fréquent avec eux, je puis dire qu'ils constituent aussi le pays réel et qu'ils sont partie prenante à l'oeuvre commune de la nation.

L'âme de la nation canadienne-française présente aujourd'hui ses points d'ombre et de lumière. Mon espoir de chrétien ne cherche pas à esquiver les ombres; mais elle mise résolument sur les lumières.

**Paul GREGOIRE,**  
archevêque de Montréal.

# Réflexions sur la Fête nationale

par Robert Bourassa

Premier ministre du Québec

Le Québec et le Canada français s'apprêtent à célébrer leur fête nationale. Au delà des oppositions partisans, Québécois et Canadiens français se retrouvent dans une même ferveur, une même espérance, un même objectif : maintenir et développer les forces d'une culture vivante qui confère au Québec l'essentiel de sa personnalité, et au Canada le trait le plus important de son originalité.

La tâche n'est pas facile et elle ne le sera jamais. Davantage assurée chez nous par la concentration du nombre et la solidité des institutions, la culture francophone est plus menacée à l'extérieur de ses frontières. Certes, hors du Québec, des appuis intéressants peuvent à l'occasion servir les fins de sa croissance, mais elle doit en tout premier lieu puiser son dynamisme dans un foyer national cohérent et culturellement homogène. C'est le rôle naturel du Québec d'apporter au Canada français les renforts culturels nécessaires à son développement.

D'où l'obligation pour l'Etat québécois de créer chez lui les conditions indispensables à l'affirmation et au rayonnement de son modèle culturel. Mais un tel objectif ne peut être atteint sans une profonde connaissance des forces et des tensions qui animent la société québécoise.

Les modèles politiques, économiques, sociaux et religieux auxquels se sont conformées des générations de Québécois sont soumis depuis plus d'une décennie à de puissantes vagues de renouvellement et de transformation.

Dans ce contexte d'évolution rapide, l'Etat doit, sans rien sacrifier à la fidélité historique, chercher à maîtriser les forces du changement et à les encadrer dans un projet bien défini de développement social, culturel et économique. Autrement, les valeurs positives du changement risqueraient de se dissoudre dans une belle, mais inutile exaltation.

La stimulation des dynamismes créateurs a été et demeure la préoccupation de ceux qui dirigent l'Etat québécois depuis 1970. Nous avons voulu aménager le réel au lieu d'administrer l'utopie. D'où les efforts répétés du gouvernement pour mieux asseoir la croissance économique sans laquelle toute politique culturelle tourne à vide et n'a aucune prise sur le réel. Le fait encourageant qu'il y ait 171,000 emplois de plus au Québec en mai 1973 qu'en mai 1972 révèle plus qu'une simple augmentation, si spectaculaire soit-elle, du nombre des emplois. Il témoigne de la vitalité de notre peuple, de son adaptation au monde moderne et de son désir de rattraper le temps perdu dans un domaine longtemps boudé par nos élites ou méprisé par nos intellectuels. Rattrapage nécessaire, prioritaire, si l'on veut entrer de plain-pied dans le concert des nations et y jouer un rôle à la mesure de nos talents et de nos compétences.

Déjà, le Québec est mieux connu dans le monde. Sur le continent américain, en Europe, en Afrique, les Québécois participent à des programmes majeurs de développement collectif. Ils agissent soit au titre de leur gouvernement, soit en prêtant leurs services au gouvernement fédéral, à des institutions privées ou aux agences mondiales de développement International. L'un des principaux critères du progrès d'une société est dans son degré d'ouverture au monde. A cet égard, le Québec est de plus en plus présent au rendez-vous du donner et du recevoir. En multipliant ses rapports avec l'extérieur, en participant aux grands courants d'échanges dans les domaines culturels, économiques et sociaux, il affirme ainsi ses propres valeurs de civilisation, enrichies par le dialogue des peuples et des cultures. D'une société de repli, nous sommes devenus une société d'ouverture.

Est-ce à dire que le Québec peut désormais se reposer, fier de ses acquis et de ses progrès culturels? Notre avenir sera toujours fait d'éveil et de résistance. L'histoire et la géographie nous ont placés dans des conditions difficiles d'existence. C'est grâce aux efforts et au travail de chacun d'entre nous que tous prennent conscience de la vigueur actuelle du Québec dans l'ensemble canadien.



# Notre peuple sortira de la confusion après avoir fait la part des choses

**L'**ÉTAT d'âme de la nation canadienne-française ?

J'y vois actuellement beaucoup de confusion, de nostalgie et de pessimisme.

Jamais peut-être notre peuple, jadis renommé pour sa robuste joie de vivre, n'a compté dans ses rangs un aussi grand nombre de prophètes moroses et de broyeurs de noir. Lisez les lettres aux journaux. Prêtez l'oreille aux consultations radiophoniques. Que de récriminations! Que de gémissements!

Cette crise psychologique était peut-être inévitable après les années d'exaltation que nous avons vécues. Tellement de choses ont changé, en nous et autour de nous, depuis les cent jours de Paul Sauvé! Nous n'avons pas toujours pris le temps de ménager les étapes, de négocier les virages.

Des valeurs ont été écartées dont nous mesurons mieux, aujourd'hui, l'importance. Par contre bien des nouveautés qui nous avaient été décrites comme des intuitions géniales s'avèrent, à l'expérience, de minables utopies.

Mais je suis convaincu que notre peuple en sortira, comme toujours, après avoir fait la part des choses. Car il y a chez lui un fonds extrêmement riche de bon sens et de sagesse politique.

Souvent, les ambiguïtés ou les



illogismes dont on l'accuse ne sont en réalité que les manifestations d'une astuce normande ou d'un instinct supérieur de conservation.

Ainsi, c'est bien mal le connaître que de lui demander de choisir carrément entre Québec et Ottawa. Notre peuple a toujours choisi les deux. Il s'est toujours arrangé pour concilier les avanta-

ges de l'autonomie avec ceux de la participation.

Des 48 députés canadiens-français qui siégeaient au Parlement du Canada-Uni en mars 1865, quand furent mises aux voix les Résolutions de Québec, 27 se prononcèrent pour la Confédération et 21 contre. Depuis, nous avons toujours pratiqué ce jeu d'équilibre qui consiste à soutenir

l'un ou l'autre gouvernement suivant les circonstances, de façon à pouvoir profiter au maximum des deux.

What does Quebec want? Ça dépend. Devant un gouvernement central faible et conciliant les Québécois poussent leurs revendications constitutionnelles mais en face d'une raideur juridique dont il n'y a rien à tirer, ils parleront

plus volontiers d'économie. Ils ne renoncent à rien du tout; ils ne font que changer les priorités, en suivant les lignes de moindre résistance.

Ne leur demandez pas non plus de choisir entre leur culture française et le niveau de vie nord-américain. Là encore, ils veulent les deux. Volontiers, ils ont acclamé de Gaulle sur le Chemin du Roi; mais ceux qui voudraient les inscrire pour une croisade anti-américaine perdent leur temps.

N'ayant pas la force du nombre, les Canadiens français essaient de se protéger autrement, en jouant sur tous les tableaux à la fois. Certains appellent cela de l'incohérence; je prétends que c'est plutôt une forme supérieure de réalisme.

La seule chose qui m'inquiète, c'est la difficulté que nous éprouvons présentement à refaire l'unité entre nous. Que de divisions! Que de cloisonnements! Que de querelles inutiles!

Nous retrouverons très facilement notre équilibre quand nous aurons réappris à concerter nos efforts et à poursuivre ensemble des objectifs communs dans les divers domaines où se joue notre destin collectif.

**Gabriel LOUBIER**

## Vitalité et dynamisme du peuple québécois

**L'**E peuple canadien-français, essentiellement concentré au Québec, ne serait-ce que pour avoir survécu, comme peuple, aux soubresauts de l'histoire qui est sienne, a démontré combien il peut être capable de dynamisme, de vitalité. Le drame du peuple québécois, face à son destin, c'est de ne pas toujours savoir où et comment faire porter ses énergies.

### JADIS REPLIE SUR LUI-MEME

Pendant des décennies, fenêtres fermées sur le monde, sur le continent nord-américain même, les Canadiens français ne se sentaient eux-mêmes qu'au Québec. Travailleur, honnête, heureux tel qu'il était, parce qu'inconscient peut-être des autres avenues qui s'ouvraient à lui, le peuple québécois — sauf la minorité... silencieuse — se repliait sur lui-même.

Un homme meurt. La T.V. et avec elle, peu à peu, le monde entier, entrent dans les foyers des Québécois; il n'en fallait pas beaucoup plus pour que tous — tant que nous sommes — nous découvriions... autre chose que nous-mêmes, en attendant le jour où nous nous découvririons nous-mêmes. Des hommes nouveaux sont venus, l'équipe dite du tonnerre notamment

— redonner à un peuple qui lentement s'endormait, le goût de vivre à nouveau. L'Opération-éducation, si brutale s'est-elle avérée être après coup, a rallié l'ensemble des Québécois. Nos fils allaient être mieux équipés que nous ne l'avions été. "Manic" allait bientôt suppléer, comme symbole populaire, au St-Jean-Baptiste de chez nous. Mais quand tout à coup, pour la première fois, on découvre... du nouveau, on risque — c'était le prix de la nécessaire révolution tranquille — de découvrir beaucoup de choses, trop de choses. Majoritairement — on appellera ça la majorité silencieuse — on n'était pas prêt à tout assimiler, à tout digérer, et surtout... c'était dispendieux. Il ne faut donc pas se surprendre de la période d'essoufflement que semble vivre le Québec... depuis quelque deux ou trois ans. A l'analyse, dans le climat relativement calme — tout au moins apparent — de l'heure, les Québécois digèrent, assimilent progressivement. Pour un, je suis convaincu que l'ensemble des Québécois, identifient de mieux en mieux la problématique de leur destin: leur appartenance au continent nord-américain et leur besoin, simultanément, d'une identité



propre à eux. Pour eux, à ce moment-ci, c'est un dilemme.

### DES CHOIX A FAIRE

Les Québécois sont de plus en plus conscients, à l'instar des autres Canadiens, de leur dépendance vis-à-vis la puissance voisine des Américains. Les investissements industriels (mines comprises) sont à 80% étrangers, américains pour l'essentiel.

Un premier choix s'impose donc aux Québécois tout comme à l'ensemble des Canadiens d'ailleurs, à savoir: obtenir que l'avantage de centres de décisions du secteur privé soient au Québec même, tout en ne venant pas leur appartenance de facto au continent nord-américain.

Sur un autre plan, un grand nombre de Québécois ne se sentent toujours pas chez eux au sein de la fonction publique fédérale. En 1972, contrairement aux recommandations "Dion" de 1962, seulement 12% de hauts fonctionnaires étaient de langue française et seulement la moitié de ceux-ci venaient du Québec. Parallèlement, le gouvernement du Québec, tout comme celui de l'ensemble des provinces au pays, manque de pouvoirs, en certaines matières, et est souvent paralysé par l'esprit

centralisateur qui prévaut à Ottawa.

Un deuxième choix s'impose donc d'une façon particulière aux Québécois: appeler de toutes leurs forces une égalité du français et de l'anglais au sein de l'administration fédérale et se donner simultanément un gouvernement québécois fort, agressif même et un gouvernement fédéral répondant d'un fédéralisme décentralisé. De la manière et de la rapidité avec lesquelles viendront ces réponses, dépend l'identité "nationale" des Québécois.

### DESORMAIS

Face à ces choix, sous la poussée d'une jeunesse de plus en plus nombreuse et instruite, il faut prévoir désormais que les Québécois, avec raison, exigeront que les hommes publics fassent preuve plus et mieux que jamais de lucidité, de courage, de justice et témoignent, sans faille aucune, de crédibilité!

**Claude WAGNER,**  
député de Saint-Hyacinthe  
et leader québécois des  
progressistes-conservateurs.

# Lévesque: "Ce goût du Québec devrait bientôt l'emporter"

On demande une opinion "personnelle". C'est malaisé quand on occupe un poste politique et que les élections s'approchent... Vient un moment, si l'on croit vraiment à son option, où l'observateur est presque incapable de se distinguer de l'homme engagé.

Aussi ces quelques remarques ne pourraient pas, même si je le voulais, adopter le point de vue de Sirius. C'est de la place où j'ai à fonctionner de mon mieux, ici, dans ce Québec d'aujourd'hui, que je me demande où nous en sommes, où nous allons, et d'abord si nous allons vraiment quelque part...

Il me semble que oui. C'est long, et dur, et incertain jusqu'au bout pour tous ceux qui y sont plongés, que l'avènement à la maturité d'une collectivité nationale aussi maganée que la nôtre. Est-il un peuple au monde que l'histoire ait si longuement refoulé dans la demi-vie velléitaire d'une dépendance juste assez bien nourrie pour qu'on s'y habitue? un autre peuple que ses élites traditionnelles, presque sans exception, aient si joyeusement trahi, si c'est trahison de prêcher constamment patience, résignation et peur de tout changement afin de garder le troupeau bien en laisse? Je ne le pense pas. Le Québec est indiscutablement un "cas", le cas d'une nation née comme les autres, autant sinon mieux que la plupart des autres, pour s'épanouir et prendre ses affaires en mains, mais qu'on a failli étouffer à jamais dans la ouate dépri-

mante d'un climat politique et social paternaliste, complexé, tout rempli d'une "sainte" méfiance de l'homme et littéralement fait pour l'émasculer.

Et pourtant, le Québec bouge. Ce Québec français dont c'est encore une fois la fête "nationale"... en attendant, jamais il n'a vu en même temps ou si grand nombre de ses citoyens se soucier de son avenir. S'en soucier non plus en belles phrases ronflantes de la survivance où il y eut toujours tant de passé et d'avenir mais si peu de présent... C'est dans l'action, et puisque la question de vie ou de mort est politique, dans l'action politique que ça se passe. C'est "here an now" qu'on s'y attelle et qu'on a désormais l'espoir, chaque jour plus étoffé, de parvenir à ce but si normal et nécessaire à la fois: la souveraineté politique. Sur tous les plans, c'est là que se trouve le point de départ d'un avenir valable pour ce petit peuple, sinon il n'y en a pas.

Notre langue minée et "pas payante", que trop des nôtres méprisent sans l'avouer et s'approprient à affaiblir encore chez leurs enfants, seul un pays à nous peut la revivifier en lui conférant une rentabilité nationale.

Notre économie faiblarde et quémandeuse, de même. Notre structure sociale en pleine mutation, allant de sursauts fous en retombées dans la routine, avec la tentation périodique du retour en arrière, seule l'indépendance politique peut lui fournir au

moins l'encadrement susceptible d'éviter l'anarchie comme l'affaïssement.

Notre mentalité surtout, cette "diminution" psychologique qu'on nous a (et que nous sommes) infligée, rien d'autre ne saura jamais nous la corriger. Avec la création d'Israël, a-t-on dit, tous les Juifs du monde ont subitement gagné deux pouces de taille en se redressant. Un foyer national, c'était cela pour eux. Ce sera cela aussi pour nous.

Bref, on voit comme jamais s'affronter les deux instincts classiques de tout organisme. D'abord plus que notre part, traditionnellement, de l'instinct noir et suicidaire qui a purement peur de la vie et que nourrissent comme jamais toutes les forces organisées ou inconscientes de la réaction: de "la grosse argent" des autres à nos petits complexes bien à nous, et de l'ignorance du potentiel québécois qu'entretient si bien notre pouvoir roi-nègre jusqu'à l'assurance-éteignoir que tâche de fournir M. Yvon Dupuis. Mais, à mon humble avis, l'instinct de vie et de soleil, "ce goût du Québec" si tard mais si fort éveillé qui monte comme une sève dans le corps national, devrait bientôt l'emporter. On n'a encore jamais vu de peuple, une fois ressentie et bien enracinée cette rage de vivre, qui soit retombé dans le refus de soi-même. Je ne crois pas que le Québec soit destiné à être la première exception.

René LEVESQUE



# Dupuis: "Le peuple du Québec désire revenir à l'équilibre"

CE peuple québécois qui était homogène avant 1960 (ultra-catholique, traditionnaliste, conformiste, prude et parfois réactionnaire), n'était certes pas prêt à passer aussi rapidement d'un extrême à l'autre; à un certain refoulement moral et physique, a succédé une explosion dévastatrice (qu'on aurait voulu tranquille et bénéfique) qui a fait éclater d'un seul coup et sans crier gare, la base même de notre structure communautaire et de notre mentalité. Si, au lieu de tout chambarder à la hâte, on avait procédé par étapes, c'aurait été plus sage et moins pénible. Bien sûr, nous admettons tous qu'il fallait changer bien des choses chez nous pour suivre l'évolution du monde moderne. Il fallait sortir le Québécois de son isolement tranquille qui l'empêchait de devenir maître de ses destinées économique et nationale. Il fallait de toute urgence mettre l'Éducation à la portée de tous et intéresser les nôtres à autres choses que le Droit, le Sacerdoce, la Médecine ou l'Enseignement. Bien sûr, il fallait que l'État provincial manifeste sa présence réformatrice et sa vigilance tutélaire là où c'était nécessaire, surtout dans les domaines aussi importants que l'Éducation, la Culture, l'Industrie, les Ressources Naturelles, etc... Nous sommes tous d'accord sur les fins mais, qu'il nous soit permis de dire que nos résultats auraient été meilleurs si nous n'avions pas brûlé les étapes à la hâte. Cette hâte fiévreuse et fé-

brile a permis à un groupe d'intellectuels de gauche de s'infiltrer et de réclamer (à l'ombre de la révolution dite tranquille) des postes de commandement dans la Fonction civile, dans l'Enseignement, dans l'Industrie, dans les principaux media d'information du Québec. Et, parce que ça faisait bien dans le cadre du "maître chez nous" par la francophonie, on s'est extasié devant des nouveaux venus qu'on a préférés à la plupart de nos spécialistes équilibrés et bien sincères. Ça faisait chic d'annoncer la nomination d'un Lagadec, d'un De Virieux, d'un de Casguay, d'un Lambeille, d'un Loezer, d'un de Mauriac ou d'un Mermillot (Toute ressemblance avec des intellectuels existants serait pure coïncidence).

C'est alors que le Québec s'est fait avaler tout entier par un petit groupe de révolutionnaires, de beaux causeurs, de réformateurs à la manqué, de speakers fanatisés ou endoctrinés, de sociologues, de politologues, de sexologues, d'ethnologues, d'anthropologues, de criminologues (référer au catalogue). Ces rusés infiltrés nous venaient d'un peu partout. Si quelques-uns étaient honnêtes et consciencieux, plusieurs (peut-être la plupart) étaient pourris et endoctrinés. On les a retrouvés partout: dans nos polyvalentes, dans nos CEGEP, dans nos universités, dans la vaste boîte de Radio-Canada (radio et télévision), dans nos salles de rédaction, dans nos salles de dépêches des stations

radiophoniques. Du jour au lendemain notre communauté canadienne-française se trouvait tellement noyauté, tellement infiltrée, qu'elle ne retrouvait plus son image réelle. Les infiltrés étaient souvent d'anciens révolutionnaires de l'OAS ou d'ailleurs. S'ils avaient voulu conquérir la faveur populaire, ils se seraient heurtés à un mur; ils le savaient bien, ils étaient bien organisés et surtout très habiles. Plutôt que de proposer sur la place publique leurs théories révolutionnaires, ils se sont mis à faire des petits. Les leaders péquistes et syndicalistes se sont fait prendre au jeu. C'est ainsi que furent rapidement endoctrinés (au cours de mondains coquetels dans des salons d'intellects) des professeurs en quête de gloire, des journalistes péquistes en quête de renommée, des jeunes rêveurs en quête d'émotions fortes. La gangrène s'est alors mise à faire des victimes: des jeunes professeurs, des jeunes journalistes et des jeunes étudiants de chez nous se sont laissés courtiser et... ont succombé sous le charme de ces futés envahisseurs. De là, la crise d'octobre, le FLQ, les bombes, les manifestations sanglantes.

Après de longues années de folles aventures extrémistes, le peuple du Québec désire ardemment revenir à l'équilibre. Il y parviendra bientôt et, dans les prochaines années, nous serons arrivés à l'heure du Québec.

Yvon DUPUIS



# Le paradoxe de la liberté et de l'attrait du ghetto

**B** IEN téméraire qui tente de saisir le pouls de toute une collectivité éparpillée sur un immense territoire et dont la diversité reflète les origines, les particularités régionales, la fortune, l'âge, l'occupation... Celui qui en fait l'essai risque d'y mettre beaucoup plus de lui-même que d'objectivité, de voir le problème à travers le verre déformant de ses propres préjugés, de ses aspirations, de ses plans "à lui" pour l'épanouissement collectif. C'est un exercice qui devrait engendrer l'humilité, mais qui se fait probablement dans la suffisance!

Il me semble au départ que les changements rapides de la "révolution tranquille", auxquels a succédé une période de consolidation et même dans certains cas, de réaction, ont quand même servi à éveiller au Québec de profondes aspirations qui sont loin d'avoir trouvé leur satisfaction. Au centre de la situation actuelle se trouve le paradoxe d'une collectivité libérée de certaines contraintes religieuses, sociales et politiques qui, sous diverses formes, a contribué largement à conserver son identité culturelle; cette collectivité tente, simultanément, de s'adapter à une ambiance économique-sociale nord-américaine, dont elle veut la prospérité mais face à laquelle ses valeurs traditionnelles — son héritage culturel — la rendent craintive et incertaine. Sa réaction est souvent celle de vouloir se refermer dans un autre ghetto, différent de celui qu'elle vient de quitter, mais offrant les que ses aspirations matérielles mêmes traits autarciques, alors dictent une toute autre conduite.

Cette ambiguïté se traduit par différents comportements: la recherche de solutions collectives

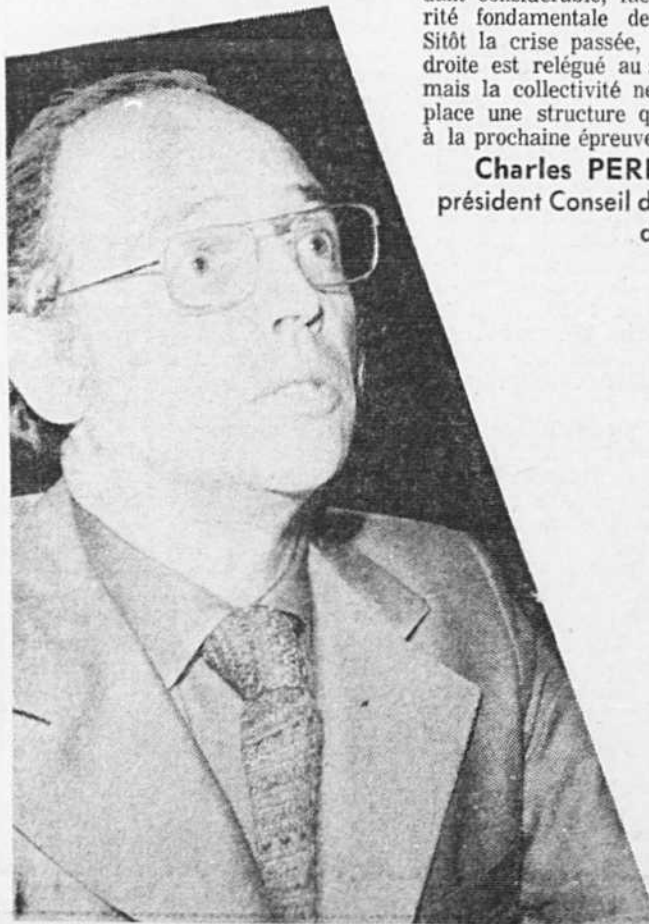
(l'Etat, les coopératives, les syndicats), un certain mépris pour la culture nord-américaine (et notamment sa langue), une désaffection vis-à-vis le monde des affaires (il est anglophone et étranger, pour ne pas dire hostile), si peu de considération pour ceux de la collectivité qui réussissent en affaires que ces derniers sont parfois l'objet de haine à peine voilée, etc...

La nation n'est pas très loin de ses sources terriennes; l'urbanisation dont les curés faisaient l'équation avec la perte est encore un phénomène relativement récent. Ceci explique peut-être ce conservatisme fondamental, qui se manifeste régulièrement et dont on semble surpris, chaque fois, de l'ampleur.

Sa recherche de solutions collectives se bute à son individualisme héréditaire. L'insuccès général des formules dites "démocratiques" d'administration (à date l'Université du Québec, la plupart des cégeps — demain probablement les services de santé) témoigne de cet individualisme, de ce refus de compromis et de solutions pragmatiques qui s'écartent des chers principes... C'est le même individualisme qui explique probablement la prolifération de petites entreprises autochtones, et la quasi-impossibilité de les regrouper en unités plus importantes.

Sa longue domination par une élite cléricale a contribué à son appui à des chefs politiques forts et charismatiques, aux schèmes de référence simples et réconfortants, parfois bien après que ceux-ci eurent cessé de le servir. Cette tendance semble particulièrement forte en période de crise, alors qu'un symbole de "law and order" prend soudain un ascendant considérable, face à l'insécurité fondamentale de la nation. Sitôt la crise passée, l'homme de droite est relégué au second plan, mais la collectivité ne met pas en place une structure qui répondra à la prochaine épreuve.

**Charles PERREAULT,**  
président Conseil du Patronat  
du Québec



## Le Québec vit au ralenti, occupé à sauver le présent

**L** E Québec vit présentement au ralenti. Il s'est laissé gagner par une profonde léthargie, faite d'inquiétude, d'incertitude sur le présent et l'avenir, de doute, mais aussi d'indifférence, de détachement, de tiédeur. Il n'est au bord de faire aucune révolution, ni violente ni tranquille, ni sociale ni culturelle, ni de parti ni de classe, ni ouvrière ni bourgeoise, ni politique ni économique, ni de droite ni de gauche, ni pour la femme ni pour l'homme. Il s'est replié sur le quotidien, la vie assurée, l'heure acquise, le temps donné.

Rien ne change que pour ressembler de plus près à ce qui existait déjà. Les grandes intentions se perdent dans d'infimes réalisations, les vents qu'on espérait puissants ne soulèvent que grains de sable, les grandes marées meurent doucement sur les plages.

Faites l'expérience de vous couper du Québec pendant quelques mois, sans lire ni *La Presse*, ni *Le Devoir*, ni le *Montreal Star*, ni *Relations*, ni *Maintenant*. Au retour, vous retrouverez les choses bien en place, là où vous les aviez laissées à votre départ. Il suffit de bien peu de temps et d'effort pour se mettre au fait des derniers "développements", si l'on peut dire.

Dans tous les secteurs, nous avons des autorités à la hauteur de la situation et qui sont à l'heure du temps: ternes, conservatrices, bureaucratiques, effacées, pusillanimes, faussement rassurantes, occupées à sauver le présent et préoccupées de déranger le moins de choses possible. Tels m'apparaissent l'Etat du Québec, les autorités ecclésiastiques, les administrateurs de l'enseignement, la Société St-Jean-Baptiste, le syndicalisme, les mouvements de jeunes (ceux qui ont survécu).

Comment expliquer cette désespérante fadeur du Québec actuel?

Plusieurs hypothèses sont possibles.

On peut dire d'abord que la révolution tranquille a provoqué des vagues d'anxiété, de panique, qui expliqueraient la poussée de conservatisme et l'excès de prudence dont nous souffrons tous. Les changements amorcés ou seulement annoncés nous ont dérangés, inquiétés, fait peur, donné le vertige. Réaction simple et efficace: nous appliquons les freins et revenons en arrière.

Autre hypothèse, un peu plus positive: il faut digérer la révolution tranquille. Le Québec est comme un serpent qui s'assoupit pour mieux absorber sa nourriture. Il ne faut pas provoquer un réveil prématuré, ni désespérer du réveil anticipé.

Enfin, hypothèse la plus optimiste: de nouveaux mouvements se préparent dans le silence, dans l'"underground", dans le calme que procurent les jours présents. Il faut compter sur une partie de la jeunesse qui rompt avec le système, refuse de s'intégrer, cherche autre chose sans l'avoir encore trouvé mais qui trouvera bien quelque chose.

Selon les jours, j'opte pour l'une ou l'autre hypothèse. Mais il m'est finalement toujours difficile de croire totalement soit à l'arrêt définitif du changement commencé il y a quelques années, soit aux promesses (un peu trop gratuites) d'une jeunesse qui me paraît s'être installée trop allègrement dans les agréments du confort que lui offre la société qu'elle condamne.

Sans doute faut-il pourtant cultiver la foi en la capacité qu'a toujours le Québec de se reprendre en main et de vouloir se réaliser dans la liberté, sur tous les plans, et d'une manière totale. Mais il arrive que l'espérance soit plus difficile à sauver, quand le présent ne semble pas vouloir se tourner vers l'avenir.

**Guy ROCHER**





Paul-Émile Dalpé:  
 "La nation québécoise  
 ne sait plus ce qu'elle  
 est ni où elle va"

**T**IRAILLÉE de toutes parts, la nation québécoise ne sait plus ce qu'elle est ni où elle va.

Au cours de son histoire, des tentatives de lui faire révéler son âme ont connu des succès très relatifs. Les efforts de la rébellion de 1837, d'Henri Bourassa, du chanoine Lionel Groulx, d'André Laurendeau et autres ne peuvent être oubliés mais n'ont pas suffisamment été entretenus par la masse qu'on n'a pas su impliquer.

Celles des dernières années promises à un plus grand succès semblent aussi avoir échoué sur l'écueil de l'apathie de plus en plus générale.

Il m'apparaît qu'en voulant réanimer l'esprit patriotique on ait voulu, cette fois, y apporter des éléments dialectiques qui touchent de très peu la masse de la population, non pas parce qu'elle n'est pas concernée, mais beaucoup plus parce qu'on semble vouloir exploiter au maximum sa crédulité par des arguments qui souvent tiennent plus de la démagogie que de la pédagogie.

En fait, le réveil nationaliste québécois qu'on a voulu susciter au cours des dernières années s'apparente de façon flagrante à la nécessité qu'on a utilisée ailleurs de passer par le nationalisme avant d'arriver à autre chose avec cette différence cependant qu'on a voulu au Québec, en même temps réaliser les deux étapes.

Les générations antérieures qui avaient été privées, et pour le plus grand nombre, des possibilités offertes aux générations présentes, n'ont pas accepté et ne semblent pas accepter encore de

surcombler les autres après avoir vécu elles-mêmes sans minimum. Il me semble que la vitesse avec laquelle les problèmes sont soulevés et les solutions imaginées (même si elles sont imparfaites) dépasse la capacité d'absorption de la multitude.

Il ne faut pas quand même oublier que les préoccupations d'ordre matériel, emploi, moyens de subsistance, insécurité, etc..., apparaissent beaucoup plus pressantes pour la masse que les autres, même si on veut donner à ces dernières un statut plus élevé et c'est là, peut-être, du moins à mes yeux, l'explication d'une grande part de l'apathie plus ou moins générale de la population à l'endroit du nationalisme pur. Tout en insistant par toutes sortes de moyens, slogans, manifestations, contestations, sur la nécessité de trouver ou de valoriser les motifs de notre identification, on finit par faire valoir que si tout était changé les conditions matérielles seraient de beaucoup meilleures.

Donc toute la dialectique employée, du moins par certains, est prise à revers, la masse n'en retenant que la dernière partie: le mieux être le plus tôt possible, en laissant de côté le culte de l'âme de la nation.

Malgré tout, il ne faut surtout pas désespérer des forces vives demeurant aux aguets et tentant d'outiller de façon lente mais efficace les institutions nécessaires au développement économique et social propres à notre entité.

**Paul-Émile DALPÉ**  
 Président de la CSD

## Jean Gérin-Lajoie évoque la "découverte de nous-mêmes par la démangeaison"

**L'**ÉTAT d'âme de la nation canadienne-française? La découverte de nous-mêmes par la démangeaison.

Habitants francophones du Québec, nous sommes en train de nous apercevoir que nous formons une nation. Et la naissance de cette découverte se fait comme toute naissance: dans la volonté de vivre, dans l'angoisse et dans le chiâlage. Je me dis que ce serait épouvantable de naître si on en avait conscience à ce moment-là. On aurait peur d'être propulsé vers la naissance. Tout comme nous avons peur de quitter la domination et son confort, c'est-à-dire la dépendance, en marchant vers la découverte et l'affirmation du Québec.

L'action syndicale, que je vis, reflète à mon sens et cette volonté de vivre et cette peur de nous affirmer. De bien des façons et à bien des niveaux. Par exemple, les travailleurs, les militants syndicaux et les organisations syndicales nous démontrons une aptitude remarquable à nous diviser et à nous dénoncer mutuellement.

Et pourtant le syndicalisme parmi les travailleurs québécois a joué et continue de jouer un rôle dans l'apprentissage d'une prise de conscience collective. Notre prise de conscience collective comme travailleurs a été puissamment secondée par la prise de conscience nationale, mais en retour nous avons aussi contribué à la conscience nationale. Une des tâches importantes du syndicalisme, et elle presse de plus en plus, c'est de contribuer à la solidarité des travailleurs.

Recevant d'autrui leur emploi et leur salaire, les travailleurs se retrouvent isolés, concurrents et divisés entre eux; la prise de conscience de cette concurrence mutuelle les a menés à prendre conscience du besoin de s'unir, de se solidariser. La solidarité collective des travailleurs, pas plus que celle d'un peuple, n'est ni gratuite ni spontanée: c'est un besoin, c'est une réalité à créer. C'est aussi difficile.

Le syndicalisme a donc non seulement le devoir mais le be-

soin le plus vital, pour sa propre existence, de calmer notre tendance à nous abimer de bêtises mutuellement à la suite de nos désaccords ou de nos rivalités. Quand on s'abime de bêtises, l'expression le dit très bien, on s'abime collectivement.

Evidemment nous sommes divisés. Il ne saurait en être autrement, travaillant et vivant comme nous le faisons à l'ombre d'une domination étrangère, capitaliste ou organisationnelle. Le premier effet de cette domination, c'est la division entre nous. Comment nous en sortir? Par des coups de pied au cul entre nous, semblables à ceux que le dominant donne à l'opprimé? Selon moi, le geste est non seulement méprisant mais de ce fait même il est suicidaire.

Je me permettrai de prendre un exemple qui me touche personnellement et profondément. De nouveaux syndicats et de nouveaux militants syndicaux sont apparus, particulièrement dans les secteurs publics et parapublics. Leurs besoins, leurs problèmes et leurs combats sont en partie nouveaux ou du moins différents. Ces nouveautés et ces différences méritent l'attention, le respect et l'appui de tous les syndiqués du secteur privé. En retour, les travailleurs manuels du secteur privé ont eux aussi droit, il me semble, au respect des travailleurs du secteur public.

J'enrage quand je lis des textes distribués par le mouvement syndical, et discernant à quelque 450.000 syndiqués québécois le coup de pied au cul méprisant du "syndicalisme d'affaires". J'enrage quand je lis des journalistes reprendre cette insulte méprisante qui les dispense de l'effort d'une analyse compétente. Le syndicalisme dans une usine isolée est humble, concret et isolé. Trente ou trois cents travailleurs qui négocient isolément et humblement la répartition du pouvoir à l'intérieur d'une usine, ça ne fait pas une grosse manchette ou un article facile. Mais ça peut faire et ça fait une grosse différence pour la dignité individuelle, les horaires familiaux, les droits collectifs, et la richesse humaine de cent ou

mille personnes humaines. Je n'admets pas que soixante travailleurs luttant isolément pour un salaire de \$80 par semaine soient taxés de faire du syndicalisme d'affaires, alors que le slogan du Front Commun pour \$100 par semaine serait l'indice sûr d'une nouvelle idéologie.

A titre bien personnel, j'en suis venu à la conclusion que trop souvent, on dit syndicalisme d'affaires pour désigner en fait le syndicalisme du voisin, parce que le voisin on s'en fout.

Je me permettrai un second exemple. La brutalité des exigences de la solidarité humaine et ouvrière — qui joue évidemment à la baisse comme à la hausse — me semble porter les syndiqués à se tasser frileusement entre eux et à oublier les autres. On s'enlise parfois très facilement dans une conception élitiste et minoritaire du syndicalisme; on néglige l'importance du recrutement syndical; on oublie ou on décrie l'importance d'obtenir l'adoption de meilleurs lois qui permettraient à la masse des travailleurs de se syndiquer. Pire. Cette conception élitiste et minoritaire du syndicalisme se maquille autant sous un vocabulaire de gauche que sous un vocabulaire de droite. Mais le vocabulaire — coupé de ses racines de solidarité — se dessèche en mépris et en prédication moraliste.

On cherche et on trouve les mots les plus ronflants pour décrire la solidarité ouvrière, la solidarité populaire, et la solidarité nationale.

Ces démangeaisons sont celle d'un peuple colonisé. Elles nous prennent tous. Dans ma propre vie, dans mon travail de syndicaliste, mes impatiences, mes rages et mes méfiances font souvent trop de place à la démangeaison et pas assez de place à la volonté libératrice de bâtir une société nouvelle; trop de place au chiâlage et pas assez de place à la solidarité indispensable à la naissance du Québec.

**Jean GERIN-LAJOIE,**  
 directeur Syndicat des  
 Métallos (FTQ)



e, mais ce qui m'inquiète le plus c'est de savoir U.S. qu'on s'en va, on veut autre chose, maintenant qu'il y a encore un grand nombre de démunis, mais on aime pas le savoir. Pis de toute façon "m'a dire comme on dit, sur autre et pas savoir de rien, y sont."

responsable de U.S. qu'on s'en va?  
l'oppo. s'est  
étaient toutes  
y a des pau  
jours les pau  
fait nous au  
a pour cons  
on était une  
se sent de  
dernières ann  
seul qui se sa  
angais, les itals  
ur nous des  
mblay ou bagno  
sait on se bat p  
chats des patrons  
les syndicales en  
est autre sa the  
l' monde a sa  
bleu. Si par has  
ot'faute". L'est d  
n'importe qui ou a  
se on est p'tit, on

Tout est à l'envers. On dirait que le Québec tout entier est en chicane avec lui-même. On est parti de loin ça c'est vrai. Il y a à peine 15 ans, c'était la grande noirceur. Y a des fois où j'ai l'impression qu'on y est encore, mais ce qui m'inquiète le plus c'est de savoir U.S. qu'on s'en va. On avait rien, on voulait tout. Maintenant qu'on l'a, on veut autre chose. Certainement qu'il y a encore un grand nombre de démunis, mais on aime mieux pas le savoir. Pis de toute façon "m'a dire comme on dit, eux-autres y ont pas besoin de rien, y sont ben d'même". On peut rien y faire, on est pas responsable de ça, en fait on est responsable de rien. Les pays sous-développés c'est toujours ben pas d'not'faute si y l'sont; si les Américains achètent toutes nos richesses naturelles, c'est toujours ben pas d'not'faute. Si y a des pauvres, du chômage, des gros trusts qui possèdent tout, c'est toujours ben pas de notre faute, nous autres on a jamais rien fait pour ça, en fait nous autres on a jamais rien fait. C'est pas vrai, depuis 15 ans, on a pris conscience de bien des affaires. Beaucoup sont devenus conscients qu'on était une entité particulière. Mais malgré la montée nationaliste on se sent de moins en moins chez nous. On a tellement progressé dans les dernières années qu'on est revenu aux chicanes de clochers. La plupart de ceux qui se veulent québécois veulent l'être pour eux-mêmes. Les Français, les Italiens, et les autres établis au Québec depuis 15 ou 20 ans restent pour nous des étrangers. Pour être un vrai Québécois tant qu'tu t'appelles Tremblay ou Gagnon pis qu'tu sois ici depuis 5 générations. Dans le monde du travail on se bat pour les travailleurs, mais y semble par moment que les grands combats patrons-ouvriers perdent de l'intérêt face aux combats des grandes centrales syndicales entre elles. Chaque centrale revendique pour ses travailleurs, c'est à eux-autres ces travailleurs-là. Aujourd'hui tout va tellement mieux. Presque tout l'monde a sa T.V., son "char", pis son "skidoo". Qu'est-ce que tu veux d'plus. Si par hasard le voisin en a pas, ben là, ça nous r'garde pas. "C'est pas de not'faute". C'est d'la faute du gouvernement, des Américains, des Anglais, des unions, de n'importe qui ou de n'importe quoi, mais c'est pas de not'faute à nous autres. Nous autres on est p'tit, on peut pas penser grand. Si on décide de faire quelque chose pis de s'batre pour quelque chose, ça va être pour not'"steak". Fa que on s'bat travailleurs contre travailleurs, professionnels contre professionnels, etc.... C'est rendu tellement grave que même les créditistes se chamaillent entre eux. Mesdames et messieurs, je dis que quand les créditistes, détenteurs absolus de l'authentique vérité, sont mélangés, le pays est en danger. Heureusement, il y a la jeunesse. Elle sait où nous autres on s'en va, mais voudrait ben savoir U.S. qu'a s'en va elle-même. C'est pas étonnant on leur laisse une société tout croche en leur disant prenez-la pis dites-vous ben que si est de même c'est pas de notre faute. Il faut tout de même garder espoir. Remarquez que c'est pas facile, mais il le faut. Il faut qu'un jour après les chicanes, les batailles, les envies, les jalousies, naisse un nouvel espoir, le désir d'être responsable de tout, ensemble. Que chacun travaille et combattre enfin dans la perspective d'un mieux-être commun réel et non d'un mieux-être individuel relatif.

y faire, on est  
ce pays sous-  
si les américains  
pas d'not'faute.  
ident tout, c'est  
rien fait pour  
si, depuis 15 an  
devenus conscie  
ntée nationalis  
t progressi de  
La plupart  
mêmes. Les  
ou 20 ans rest  
qu'tu t'appes  
le monde a  
que les gran  
des grandes s  
travailleurs, s  
nieuf. Presque  
que tu neuf  
pas. "L'est p  
glais, des m  
nous-autres.

Yvon Deschamps

jeune. ou on décide de faire quelque chose y  
s'batre pour quelque chose, ça va être pour not'"steak". Fa que on s'bat travailleurs  
travailleurs, professionnels contre professionnels, etc... L'est rendu tellement grave  
ne les créditistes se chamaillent entre eux. Mesdames et messieurs je dis que  
créditistes, détenteurs absolus de l'authentique vérité, sont mélangés, le pays est  
ger. Heureusement, il y a la jeunesse. Elle sait où nous autres on s'en va,  
sait ben savoir U.S. qu'a s'en va elle-même. L'est pas étonnant; on leur  
société tout croche on leur disant prenez-la pis dites-vous ben que si est



## Pepin: une profonde méfiance populaire envers les élites

L'ÉTAT d'âme des Québécois en est un d'écoeurement vis-à-vis ceux qui se casent sous le titre d'élites. Les Québécois ordinaires, d'une manière générale, sont à la recherche de nouveaux moyens de pression et d'expression, moyens qu'ils veulent de plus en plus contrôler eux-mêmes.

Toutes les élites québécoises actuellement, qu'elles soient du domaine politique, du domaine religieux, du domaine économique, sont sujettes à une méfiance

populaire de plus en plus profonde.

Le sentiment que l'on rencontre plus souvent qu'autrement chez nous est celui de s'être fait rouler par des gens qui occupent des places importantes dans la société et qui transigent continuellement soit avec les puissances économiques ou les puissances politiques, au niveau international et national.

L'agressivité des gens contre leurs élites n'est pas limitée au

monde politique, religieux et financier. Elle s'étend sur toute une gamme d'activités.

Tout le domaine de l'information et des mass media est remis en question.

La vocabulaire utilisé par ceux qui, depuis quelques années, s'attaquent au mouvement syndical est en particulier dirigé contre ce qu'on a appelé les élites syndicales.

A mon avis, le peuple ne participe plus vraiment. Son cœur

n'est plus complètement dans les luttes que se livrent les élites canadiennes-françaises. Le peuple n'a pas encore vraiment dit oui à la notion que Pierre Elliott Trudeau se fait des Canadiens français. Il n'a pas dit oui vraiment au rôle que le régime Bourassa veut faire jouer aux Canadiens français dans le contexte nord-américain. Il n'a pas dit oui vraiment non plus à l'indépendance politique et économique telle que représentée par le parti de René

Lévesque. Le peuple n'a pas dit oui non plus à la démagogie d'Yvon Dupuis.

Les espoirs de la révolution tranquille sont brûlés. C'étaient, on s'en rend compte, des espoirs que ceux qui les avaient fait naître ne pouvaient concrétiser sans risquer leurs intérêts particuliers et ceux des gens en place.

Les mouvements de l'âme québécoise semblent brusques et spontanés. Cette impression découle du peu d'attention que por-

tent les élites aux aspirations et aux désirs de la population et à l'écrasement auxquels ils sont réservés.

Aussi, il y a toujours grande surprise lorsqu'un gouvernement est renversé, lorsqu'un groupe que l'on disait insignifiant prend un impressionnant pourcentage du vote ou lorsqu'un groupe que l'on dit marginal élit plusieurs députés à Ottawa. Un mouvement syndical qui devrait éclater n'éclate

pas. Un groupe dissident qui, disait-on, allait chercher 90.000 adhérents, se retrouve avec 25.000 membres.

Non, les mouvements de l'âme québécoise ne sont pas brusques. Ils couvent comme le feu sous la cendre des déceptions trop nombreuses.

4 juin 1973.  
Marcel PEPIN,  
président général, CSN



## Charbonneau: le sang des Fils de la Liberté circule à nouveau

QUATRE mois de prison à temps plein, ce n'est pas assez pour traumatiser, mais ça peut inspirer des comparaisons. Après tout, l'expérience ça doit servir à quelque chose!

Décrire "l'état d'âme du Québec", c'est à peu près aussi difficile que de saisir le pouls d'une prison quand tu es confiné à ta cellule. Toutes les nouvelles finissent par t'arriver: les fausses en premier, les censurées ensuite, et les autres quand elles sont vieilles. Le défi c'est le tri.

D'un côté...

D'un côté, j'ai bien envie de dire que quatre mois de prison au Québec c'est en raccourci la vie

du Québécois d'aujourd'hui, du travailleur québécois francophone 1973.

Du côté de l'ombre, tout est arrangé pour te donner l'impression d'une mini-vie, d'une mini-société. De quoi se plaindre? On ne travaille pas, on a de quoi manger pareil, on passe l'hiver au chaud comme les boss en Floride. Des professionnels: psychologues, criminologues, travailleurs sociaux, théologiens, médecins, veillent en principe à ton bien-être, à ta réadaptation-réhabilitation-réinsertion sociale.

Tu peux jaser en masse. Pas trop fort avec les gardiens; politiquement avec les professionnels. Jase tant que tu veux, mais ar-

range-toi pour ne rien dire, c'est mieux.

Tous les soins de l'âme et du corps: la chapelle pour assouplir genoux et échine, le gymnase pour les élan verticaux, l'hôpital pour te préparer à la grande fin horizontale.

De quoi se plaindre? C'est toujours mieux que du temps des anciennes prisons.

Ainsi vont beaucoup de Québécois en 1973: anesthésiés, ankylosés, conditionnés, écoeurés de travailler, de manger, de penser, sans identité, numérotés, "watchés", en mini-liberté.

Le char payable en 36 mois, la maison en 25 ans, les vacances, le skidoo, la stéréo, le télé-cou-

leur sur la finance. De quoi se plaindre? Si tu es débrouillard, Québécois, tu as tout, même si tu n'as rien du tout.

Le Québec, terre de paradoxe, terre à vendre, terre vendue.

La plus grosse presse "française" d'Amérique, les Expos, les Habs, les Alouettes, les Remparts, la Lutte Grand Prix, un beau métré, bientôt les J.O. De quoi se plaindre? On est dans un pays libre. On peut placoter contre les politiciens tant qu'on veut: de toute façon, ces professionnels de la parole ne décident de rien, tout économistes aient-ils failli être. Vénère les juges, reliques de la clique; sois impressionné par la police; paie les impôts même

si c'est pour les gros, pour la guerre Gueule, mais ferme ta gueule. Et tu verras comme c'est beau le Canada!

De quoi se plaindre? Il y en a qui sont là pour te dire quoi faire, quoi penser, quoi manger, quoi acheter. T'es un chanceux: t'as quasiment pas de décisions à prendre!

A l'ombre ou au soleil, tout est arrangé pour te faire croire à la liberté, à condition expresse que tu restes à ta place dans ton fauteuil, dans ton wagon, à condition expresse que tu ne touches pas aux commandes. Ça, c'est fait pour les autres, pas pour les parasites et les "gars de paricitte". Toi, le Québécois travailleur francophone, on va t'engraisser moins

qu'en Ontario; mais tu mourras pas. Pis, de toute façon, Castonguay aura toujours l'allocation qu'il faut pour te faire avaler l'allocation qu'il faut.

Tel prisonnier en cellule: libre jusqu'à la fenêtre, jusqu'au mur, il en arrive parfois à ne plus désirer aller au bout de sa chaîne. Assoupi, il "oublie" l'autre vie...

D'un autre côté...

Malgré toute cette poudre soporifique, malgré la torpeur, le creux de vague, le ressac si ardemment amplifiés par les penseurs officiels, je crois réellement que l'échine des Québécois a commencé à se déplier et que le sang des Fils de la liberté s'est remis à circuler. Jamais je n'ai vu, à

l'occasion de mes évasions légales, autant de Québécois déterminés à se battre, à se libérer. Je ne dis pas qu'ils sont légion et majorités; je dis qu'ils sont debout et lucides. Cela me suffit pour le moment de retrouver au premier rang ceux qui ont lutté le plus durement il y a un an.

C'est donc qu'il y a un bon bout de chemin de fait pour tout le monde ordinaire. On dit que tout prisonnier, même assoupi, même vidé, peuple au moins ses rêves de grands espaces, de liberté.

Le vieux rêve de liberté et d'égalité habite toujours le vrai Québécois: son défi est d'en faire son projet.

Yvon CHARBONNEAU



## Laberge: les Québécois sont craintifs mais pas désabusés

QUI peut le dire avec assurance? Personnellement, je crois qu'il varie d'un groupe à l'autre, mais je pense que, de façon générale, les Québécois sont actuellement perplexes et un peu craintifs.

Ils sont perplexes parce que depuis quelques années ils ont connu bien des hauts et des bas, en partant de la révolution tranquille qui leur avait donné tellement d'espoirs après les années de noirceur du régime Duplessis, et qui les a tellement déçus lorsque de tranquille cette révolution est devenue stagnante. En passant par le régime Johnson, coupé malheureusement trop court par sa mort soudaine, et par le régime Bertrand avec son fameux Bill 63, qui souleva une opposition comme on en avait probablement jamais vue au Québec.

Il y avait fort longtemps en effet qu'autant de Québécois n'a-

vaient participé à la chose politique comme ils l'ont fait alors, et nombreux sont ceux qui sont demeurés dégoûtés et par la brutalité de la répression policière et par l'inaction des gouvernements Bertrand et Bourassa depuis pour corriger cette erreur monumentale. Puis vinrent les tragiques événements d'octobre 1970, la Loi des mesures de guerre, la "réélection" du führer Jean Drapeau, les nombreux actes de vandalisme des policiers et les si nombreux cas d'injustice, etc. La terreur régnait en maîtresse et je crois bien qu'à cette époque-là, les Québécois, pris de panique, favorisaient la Loi des mesures de guerre et sans accepter la répression brutale de cette époque si récente, nombreux sont ceux qui croyaient sincèrement que c'était le moindre de deux maux.

Je sais que chez nous, à la FTQ, alors qu'avec la CSN, la CEQ, le PQ, le MNQF, et d'au-

tres groupes, nous nous étions élevés contre la Loi des mesures de guerre et avions dénoncé l'arbitraire et l'injustice, nous avons dû tenir d'innombrables rencontres avec nos membres pour expliquer notre position qui fut à l'époque fortement contestée et, sans avoir obtenu l'assentiment de tous nos membres, nous avons au moins réussi à obtenir leur compréhension et nous nous en sommes sortis sans aucune division.

Puis vint octobre 1971 et la brutalité excessive des troupes de choc de Drapeau, la fameuse négociation dans les secteurs public et parapublic, suivie par des sentences pour outrage au tribunal, d'une sévérité qui ne s'était jamais vue au Québec, l'emprisonnement de quelque 42 syndiqués, y compris les présidents des trois centrales, et puis les troubles de mai 1972.

Il n'est pas surprenant que suite à cette série extraordinaire

d'événements aussi marquants les Québécois soient un peu craintifs, surtout avec la campagne bien orchestrée de publicité tapageuse qui a monté en épingle tous les incidents qui se sont produits, par exemple lors de la dernière grève dans le secteur public alors que des photos montrant des patients négligés étaient publiées en première page des journaux pour amener la population, alors qu'on la laisse actuellement dans l'ignorance totale ou presque, sur des situations bien pires qui existent en permanence dans certains hôpitaux, etc. Un autre exemple: une publicité tapageuse est faite depuis quelque temps sur la violence qu'il y a dans l'industrie de la construction, alors qu'en réalité nous avons connu trois accrochages, sérieux il est vrai, mais trois seulement; soit à St-Scholastique, Sept-Îles et Port-Cartier, mais personne ne prend soin de dire que depuis trois ans, 75.000

hommes ont pu travailler en paix sur les chantiers de construction et que la situation au Québec est de loin la meilleure qui existe dans cette industrie, sur tout le continent.

Le gouvernement laisse volontairement pourrir les conflits: Pavillon St-Dominique (27 mois - Québec), Foyer des Hauteurs (2½ ans - St-Jérôme), Pollack (10 mois - Québec), Seven Up (11 mois - Québec), dans le secteur public les négociations ont duré presque 2 ans et ne sont pas encore terminées pour tous les groupes, Poste CKRS (6 mois - Chicoutimi), et quand les travailleurs s'exaspèrent et donnent des coups, tous les médias d'information dénoncent cette violence, mais ils ne dénoncent pas l'incertitude et la mauvaise foi du gouvernement, la violence du système qui permet à des patrons, quand ce n'est pas au gouvernement lui-même de laisser pourrir de

telles situations en se servant par surcroît des tribunaux et de la police pour mater les travailleurs. Depuis des années les Québécois subissent à cœur de jour un véritable lavage de cerveau par les éditorialistes de la plupart des journaux, et des démagogues comme Yvon Dupuis et Marc Trahan, qui vomissent leur démagogie durant des heures chaque jour, il n'est pas surprenant de voir que les Québécois sont perplexes et un peu craintifs.

L'on se rappelle qu'aux dernières élections au Québec le Parti libéral avait réussi à faire perdre des milliers de votes au PQ avec son fameux coup de la Brinks, et je crois qu'il prépare un autre coup semblable. En effet, depuis quelque temps on multiplie les annonces de projets plus fantastiques les uns que les autres, et bien que je sois convaincu que plusieurs ne sont que le fruit d'une imagination fertile je crois

que le gouvernement va tenter le même coup; tous ces projets sont réalisables si vous votez libéral, mais si vous ne votez pas libéral plusieurs seront certainement abandonnés.

Est-ce que les Québécois seront dupes encore une fois? Personnellement je ne le crois pas car si l'on regarde ce qui s'est passé le 1er mai, alors que de 30 à 40 milliers d'entre eux ont participé aux différentes manifestations qui ont eu lieu au Québec, il faut se rendre à l'évidence, si plusieurs sont perplexes et un peu craintifs, ils ne sont pas désabusés et ils sont très nombreux les Québécois qui sont prêts à participer pleinement à toute action efficace qui puisse leur permettre d'espérer un changement en profondeur. C'est, je l'espère, ce qui va se produire très bientôt!

Louis LABERGE,  
président FTQ.

# Concertation et révolution

UN sentiment de malaise imprègne la vie collective des Québécois. Ce sentiment est fait de nostalgie, de désabusement et d'appréhension. C'est toutefois la sensation d'asphyxie qui définit le mieux ce malaise: "On étouffe ici", telle est certes une exclamation que l'on entendrait fréquemment si on s'attendait moins à colporter les messages officiels et si on prêtait davantage l'oreille aux propos des individus et des collectivités particulières.

A quoi tient cette sensation d'oppression? A beaucoup de causes, reliées aux aspirations personnelles tout autant qu'aux conditions objectives. Mais c'est au niveau de l'organisation de la vie collective dans tous les secteurs d'activité: économique, social, culturel et politique que l'essentiel du problème se situe. Depuis 1940, l'organisation de la vie collective s'est amplifiée tant et si bien que les tentacules des divers appareils envahissent maintenant les recoins les plus protégés de l'existence. Mais si ces organisations gigantesques ont su s'imposer au point de passer pour nécessaires tant elles sont devenues un support essentiel de la vie collective et tant elles ont réussi à répandre d'elles-mêmes une image bienveillante et réconfortante, il n'en reste pas moins qu'elles se révèlent fréquemment sourdes et aveugles aux aspirations profondes de ceux qu'elles encadrent. Et ce manque de sensibilité aux besoins de ceux qu'elles sont censées servir ne vient pas de la méchanceté des dirigeants. Au contraire, les intentions de ces derniers sont souvent irréprochables. Il résulte plutôt de ce que les organisations elles-mêmes sont devenues trop lourdes pour le travail à la fois complexe et délicat qu'elles sont appelées à effectuer: produire les valeurs, biens et services communautaires et en effectuer la répartition parmi les individus et les collectivités.

Le véritable procès de notre société ne peut être que celui de ce que John Kenneth Galbraith appelle la "technostructure", de ce que d'autres qualifient d'"establishment", c'est-à-dire la concentration des contrôles essentiels qui résultent du monopole de l'argent, de l'information et des connaissances spécialisées ("know how") aux mains de ceux qui gèrent les grands appareils sociaux-politiques (bureaucraties publiques, entreprises industrielles, unions de travailleurs, établissements d'enseignement, centres de recherches scientifiques, etc.). Mais ce procès lui-même ne sera bien instruit que si on tient compte d'un développement concomitant au sein de la technostructure elle-même, soit la mise en subordination graduelle de tous les appareils socio-économiques par rapport aux grandes bureaucraties publiques.

Cet état de dépendance objective de plus en plus poussé à propos des ressources du pouvoir (l'argent, l'information, les connaissances spécialisées et toutes les formes possibles de combinaison de ces ressources) dans lequel se trouvent les organisations secondaires de la société à l'égard des bureaucraties publiques entraîne une forte dépendance existentielle chez les premières. Manquant de ressources propres, chefs d'entreprises, journalistes, administrateurs d'écoles et enseignants, professionnels, syndicalis-

tes s'en vont bon gré mal gré s'alimenter là où ces ressources se trouvent concentrées, c'est-à-dire à la "mangeoire" des bureaucraties publiques.

Quand on en est rendu au point où même les mouvements de contestation du système en place financent une grande partie du coût de leurs opérations à même des subventions accordées par ce dernier et quand on voit les autres composantes de la technostructure se comporter de façon analogue à l'endroit de leurs membres récalcitrants, on doit conclure que la situation atteint les bornes du ridicule, à moins bien entendu qu'elle ne soit devenue désespérée pour ceux qui revendiquent le droit à une certaine indépendance pour l'homme et les collectivités de base.

Si on ne parvient pas à démystifier la fausse coïncidence proclamée entre le bien commun et les appétits insatiables des super-bureaucraties omniscientes et inintelligentes et si individus et collectivités ne surmontent pas leur penchant pour le moindre effort, il ne restera bientôt plus parmi les organisations secondaires suffisamment d'argent, d'information et de connaissances spécialisées pour servir de support à leur existence comme groupements autonomes.

C'est au départ l'irresponsabilité ou l'incapacité, réelle ou présumée, des organisations privées face aux nouvelles obligations que leur crée la complexité grandissante de la société qui entraîne l'avènement des super-bureaucraties publiques. Les super-bureaucraties, à leur tour, accentuent, par leur action même, l'irresponsabilité parmi les individus et les collectivités et justifient de la sorte le resserrement constant de leur emprise. Il n'est guère plus possible de faire quoi que ce soit sans avoir à se tourner vers les bureaucraties publiques, soit pour requérir la permission d'agir, obtenir les fonds nécessaires ou encore pour connaître les normes d'action. Un autre phénomène, à première vue insolite, s'explique également: plus l'importance des grands bureaux s'accroît et plus individus et surtout collectivités deviennent réticents à s'engager eux-mêmes, à prendre position face au système et aux dirigeants en place. Ce n'est pas que les libertés soient directement brimées. C'est qu'on n'a plus les moyens ni le goût de formuler une pensée indépendante. Le coût d'une opinion personnelle articulée devient trop élevé pour le profit anticipé.

Les Québécois, comme les autres peuples, accèdent rapidement à un nouveau paradis créé par les super bureaucraties. L'humanité s'engage dans le règne d'une technodémagogie soporifique, qui rompt avec facilité les armes les mieux frappées de la critique. La critique d'ailleurs n'a plus guère d'objet quand tout, y compris la dépendance absolue, est accepté sans discussion, sans même apparemment qu'il reste la possibilité d'en prendre conscience.

La boucle technodémagogique serait d'ores et déjà refermée si la technostructure ne comportait pas une faille interne apparemment irréparable. C'est que la technostructure ne fonctionne bien que dans la routine. Tout changement de régime qu'elle n'a pas elle-même voulu ou prévu provoque aussitôt des pannes graves

qui, par les crises qu'elles suscitent, révèlent jusqu'à quel point la technostructure est après tout vulnérable.

Quand on considère les crises qui, ces dernières années, ont secoué les gouvernements, les entreprises, les unions de travailleurs et les établissements d'enseignement, on se demande après coup comment des causes apparemment insignifiantes ont pu produire des remous si considérables. Les crises se présentent toujours comme une rupture entre les directions et les simples membres à propos d'une réclamation de ces derniers à la suite d'une situation mauvaise le plus souvent créée par inadvertance par la direction.

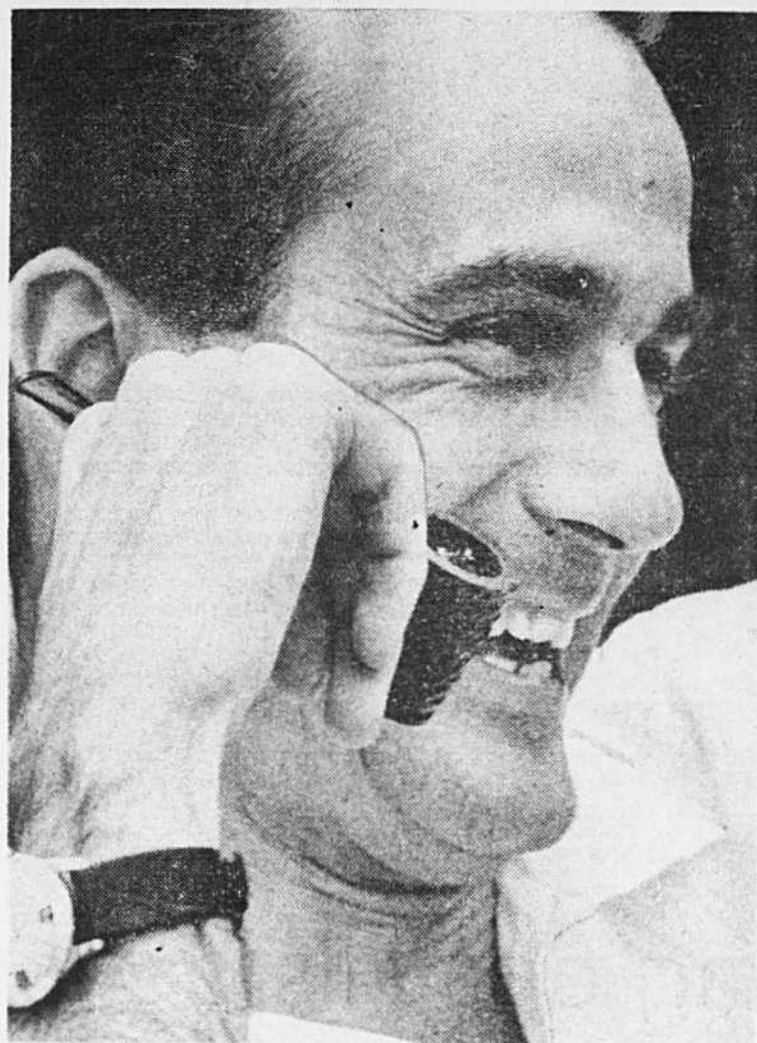
La façon dont les crises ainsi engendrées se résorbent finalement est aussi instructive que les conditions du déclenchement de la crise elle-même: la direction reconnaît le bien-fondé des revendications des membres et corrige la situation de façon à apaiser le mécontentement. En apparence, la "base" a eu gain de cause. Mais le prix de cette victoire, d'ailleurs très parcellaire, est élevé: parce qu'elle est remportée à très bon compte, individu et collectivités, comblés d'aise et privés de motifs de lutte, se replongent dans la léthargie, cette autre caractéristique de leur état de dépendance.

Le leitmotiv "prendre en main la maîtrise de sa propre destinée", si souvent proclamé depuis dix ans, risque fort de devenir, sur le plan collectif, une des grandes fumisteries de l'histoire. C'est qu'on tient beaucoup à ce qu'individus et collectivités contribuent activement eux-mêmes à resserrer leurs liens de dépendance à l'égard des bureaucraties. C'est précisément cette fin décevante que la grande idée de participation risque de servir si elle est entièrement récupérée par les seuls dirigeants.

Ces victoires très faciles qu'individus et collectivités remportent sur les directions sur des points particuliers précis peuvent également les amener à croire qu'en intensifiant et en généralisant leur opposition ils finiraient par avoir raison des appareils eux-mêmes, c'est-à-dire par "briser le système". C'est là une généralisation risquée en ce qu'elle paraît faire fi du haut degré de dépendance à l'égard de la technostructure qui est le lot des "majorités silencieuses" et qui paralyse les éléments contestateurs eux-mêmes. Mais c'est une généralisation qui, dans les circonstances, ne peut manquer d'être faite par ceux qui n'acceptent pas de bon gré les finalités officielles ni les règles du jeu en vigueur.

N'y a-t-il donc comme formule alternative à la technodémagogie que l'anarchie? Dans la reconnaissance obligée de nouveaux modes d'organisation socio-politiques propres à harmoniser les exigences de la vie collective propres aux conditions de la société post-industrielle et les aspirations des individus et des collectivités, comment concevoir une concertation véritable de toutes les forces sociales, celles de la base aussi bien que celles du sommet? Il n'est pas exclu que ce soit là finalement la voie de la "prochaine révolution".

Léon DION



## Jean-Paul Desbiens: moins de souffrance

JE ne parlerai pas de "l'état d'âme de la nation canadienne-française." Je parlerai du mien. Il y a plus d'humilité, donc plus de vérité, dans le "je" que dans le "nous", à moins d'être une encyclopédie ou la reine d'Angleterre.

1—Le 15 septembre 1965, j'écrivais ce qui suit à M. Gérard Pelletier, quelques jours après la confirmation de leur intention commune, à lui, à M. Trudeau et à M. Marchand, de se présenter comme députés à Ottawa: "Vous trois à Ottawa, voilà de quoi clarifier notre option. Nous ferons le test définitif pour savoir si le Canada est viable. A supposer que vous échouiez, nous pourrions, sans remords et sans mauvaise conscience, verser carrément dans l'entreprise indépendantiste. Est-ce trop grandiloquent que de dire que le Canada comme tel joue sa dernière carte? Si vous n'aviez pas accepté de vous engager, je me demande comment nous aurions pu dire que nous avions essayé d'utiliser toutes les ressources de la contestation démocratique normale."

Jamais nous n'avons été aussi puissants et aussi intelligents à Ottawa; et jamais nous n'avons été aussi nettement accusés à l'impasse. Jamais non plus nous n'avons été aussi nettement éconduits par les Anglais qu'aux dernières élections fédérales. Ils ne veulent pas de nous.

2—Si maintenant je me tourne vers Québec, je vois que le gouvernement Bourassa n'est pas dépourvu de pouvoir (avec 72 députés sur 108); je dis qu'il est dépourvu d'autorité, car il n'y a pas d'autorité sans prestige; il n'y a pas d'auto-

rité sans racines; bref, il n'y a pas d'autorité artificielle, c'est-à-dire fabriquée, comme on le voit dans le cas de Nixon.

Les dirigeants actuels ont perdu confiance dans le peuple, car ils ne font appel qu'à sa peur et à son insécurité séculaires, au lieu de faire appel à sa générosité non moins séculaire. Et à sa fierté. Fierté de pauvre, mais fierté d'autant plus fidèle et plus émouvante. Et quand les dirigeants perdent ainsi confiance dans leur peuple, ils ne peuvent tout de même pas dissoudre ce peuple, comme on dissout l'Assemblée nationale, et élire un autre peuple. Il est pas mal plus simple d'élire d'autres dirigeants.

3—Du temps que j'écrivais à M. Pelletier, j'étais, avec beaucoup d'autres, dans l'aventure de la réforme scolaire. On voit aujourd'hui qu'il y avait quelque illusion à penser que la réforme scolaire était la solution au problème que nous commençons de pressentir et qui est celui de notre expression politique complète. Je ne fais pas ici le bilan de la réforme scolaire; je dis seulement que nous avons, à l'occasion de cette entreprise, réalisé une avance considérable de réflexion touchant l'éducation, qui demeure le problème politique prioritaire de toute façon.

4—L'assassinat de Pierre Laporte a failli me faire perdre la foi politique (au sens où l'on dit: perdre la foi religieuse). Nous autres, les émotifs, nous mettons longtemps à récupérer.

# Le pays réel se cherche une âme

QUE se passe-t-il chez les Québécois de l'heure? La diversité chaotique des réponses manifeste notre perplexité à tous. Dans cet entre-deux pénible plusieurs cherchent le problème ou la solution-clé. Nous-même, nous avons la tentation de proposer ici des diagnostics qu'il faudra dépasser.

— Québec 60', une école qui grandit démesurément comme un adolescent. Québec 70', une super-agence sociale sans base économique solide.

— Un pays réel, quotidien qu'on ne retrouve pas dans le pays imposé des pouvoirs en selle et dans le pays idéologique des oppositions militantes.

— Des débats publics artificiels, des législations à la pièce, des projets émiétés, sans stratégie de développement, sans cohérence et leadership politiques véritables.

— Nouvelles structures urbaines, régionales et étatiques mises en échec par de vieux réflexes de fabrique, de collège... de braconnage.

— Société tronquée, sous la tutelle d'Ottawa et de Washington. Toujours la même ornière. D'où le retour à la résignation d'hier et la démobilisation générale.

— Divisions politiques des Québécois francophones et bientôt balance du pouvoir aux mains des anglo-québécois.

Après le décompte de nos pas-

sifs par des comptables, nous recourons à la thérapie des cliniciens pour fouiller notre inconscient collectif. L'analyse n'en finit plus. Même nos technocrates se mettent en congrès d'orientation, après avoir cru aux vertus infaillibles de l'action planifiée. Tout se passe comme si notre sous-sol ne pouvait pas supporter les nouvelles armatures. Il faut donc rejoindre le vrai terreau du Québec. Qui sait s'il n'y a pas là des dynamismes latents, ignorés? En coupant tant de nos racines, aurions-nous perdu le pouvoir de capter nos propres sucres? Notre terre est-elle plus pauvre que celle du voisin? C'est pourtant elle seule que nous pouvons féconder.

On a médité beaucoup de la première colonisation. Mais n'a-t-elle pas permis de constituer un peuple enraciné, des communautés vivantes, un "quotidien" à nous. Nous avons sans doute manqué le tournant de second chantier urbain et industriel. Pour le rattraper rapidement, plusieurs ont voulu faire table rase. Aujourd'hui la crise se radicalise et nous ramène à nos fondations. Les exemples ne manquent pas.

— Derrière l'échec (provisoire) des structures régionales, scolaires, sociales, économiques, administratives, il y a peut-être le défi mal assumé de milieux de vie dé-

faits, de communautés locales inconsistantes, de styles de vie sans axe de cohérence. Notre expérience historique avait noué des types de solidarités qu'il nous faut redécouvrir et transmuter dans de nouvelles perspectives.

— Comment politiser des hommes qui ne maîtrisent même pas leur environnement immédiat, particulièrement leur milieu de travail? Quand on est un exécutant dans l'activité la plus déterminante de sa vie, on devient un consommateur passif, un auditeur crédule, un spectateur non-critique, un citoyen dépendant. Après quinze ans d'expériences sociales, je me rends compte que la plupart des gens vivent selon leur mode de travail. Les syndicalistes, les technocrates, les leaders populaires, bref, la plupart d'entre nous, nous avons escamoté cette première étape de toute praxis sociale. On devient créateur, responsable, libre, solidaire d'abord en gagnant la maîtrise de son activité quotidienne principale. La conscience sociale et politique part de là. Que de fausses politisations ces derniers temps. Pour un qu'on surchauffe, dix décrochent. Conservatisme? Il n'y a que des bourgeoisies de droite et de gauche. Le peuple est ailleurs.

— Plusieurs ont balancé la religion d'hier. Ce faisant, certains ont jeté le petit avec l'eau du

bain, c'est-à-dire la culture première, l'éthos de fond du peuple, l'âme collective. Nos oeuvres d'art cultivent le mépris de nous-mêmes. Ces complaisances masochistes n'ont rien de tellement dynamique. Pas surprenant qu'on brûle les bateaux avant de les avoir vraiment expérimentés. On exalte l'Etat québécois et on fait tout pour l'affaiblir. Et que dire du "joual" de Troie, panacée de toutes nos luttes. Aucun peuple n'a grandi et vaincu ses crises, sans **couenne morale**, façonnée par l'effort quotidien soutenu. Toute foi qui se veut solide et profonde, a besoin de fibre et de souffle, pour aller au bout de ce qu'elle entreprend. La force première et dernière d'une vraie révolution est d'abord spirituelle.

Jean-Baptiste, celui de l'Évangile comme celui de notre histoire, n'était-il qu'un mouton de parade? Ah! cette lecture biaisée de notre passé! Nos pères têtus nous ont laissé comme héritage le courage. Qu'en faisons-nous? Ce courage joignait le réalisme du pain et le projet fou de devenir un peuple autonome sur ce vaste continent. Il nous faut retrouver cette alliance première pour inventer un nouveau destin collectif à même le pays réel.

Je crois que beaucoup de Québécois vont se rencontrer à un tel

carrefour. Nos longs hivers suivis de violents printemps nous ont appris que le sol humain renferme lui aussi des forces invisibles. Nous avons besoin de nos racines pour capter cette sève montante de la source commune, et déboucher sur des luttes plus décisives, sur des projets aussi réalistes qu'audacieux.

Mais avant tout, nous rappelons que l'âme et le pain d'un peuple sont inséparables. Pour l'avoir oublié, les élites anciennes et nouvelles, de gauche ou de droite, se retrouvent aujourd'hui sans prise sur les sentiments réels des hommes d'ici. Démagogie? Je nous soupçonne de ne pas nous écouter les uns les autres, de sacrifier la collectivité à nos partis-pris. Trop de politiciens, de technocrates et de révolutionnaires veulent bâtir un Québec sans les Québécois. Le peuple les renvoie dos-à-dos. Voilà la leçon cuisante des derniers temps. Qui sait si les citoyens ordinaires ne pointeront pas des cibles bien différentes de celles qu'on leur offre de part et d'autre. Ça commence déjà dans les secteurs les plus disparates. Tout à l'heure, les citoyens chercheront une cohérence politique, mais ce sera peut-être ailleurs que dans les scénarios officiels d'aujourd'hui.

Jacques GrandMaison,

## "Nous n'allons pas vers mais vers plus de dignité"

par réflexion, ce que nous avons vu ou cru voir en un moment d'éblouissement. Et ce que j'ai cru voir à ce moment-là, c'est que nous étions engagés dans le cercle infernal du terrorisme. Ce n'est pas le lieu de développer davantage.

Il reste que j'ai rencontré durant cette période, et à sa demande, M. Trudeau. C'était le 27 ou le 28 octobre 70. Chaque jour, cet automne-là, comptait beaucoup. J'avais déjà écrit dans LA PRESSE tout ce que j'avais à dire sur l'actualité de ces semaines-là.

L'essentiel de ce que j'ai dit à M. Trudeau, lors de cette rencontre, c'est que s'il voulait reprendre l'initiative politique, il devait enregistrer le fait de la volonté profonde du peuple québécois et entreprendre les négociations en vue de l'indépendance.

C'était assez gros et assez naïf de ma part. On ne m'a plus repris à conseiller les princes.

5— On peut voir que je suis aux prises avec le problème de l'indépendance du Québec depuis longtemps, et dans l'exercice de diverses responsabilités, toutes publiques.

Il faut bien que j'en sorte. Enfermé entre la lâcheté et l'évidence, je choisis l'évidence. La clarté est toujours libératrice. Pour ce que cela peut importer, on saura donc que je suis pour l'indépendance du Québec. Et comme le seul véhicule articulé de l'indépendance, c'est le PQ, on saura clairement que je suis péquiste. Ce que je viens de dire ne voudrait rien dire, dans

notre système politique, si cela ne voulait pas dire qu'aux prochaines élections, je voterai péquiste, ce qui ne fait pas de moi un homme de parti.

On voudra bien croire qu'aucun intérêt personnel ne m'a retenu de me déclarer jusqu'à maintenant. Ce qui m'a retenu, c'est la peur des conséquences de l'indépendance; des conséquences économiques et politiques pour les plus pauvres.

C'était peut-être manquer de confiance dans ce peuple dont je me réclame. Mais encore une fois, on ne peut pas dissoudre un peuple.

6— Il y a bien trois péchés: humilier le pauvre; scandaliser l'enfant et enlever l'espoir aux hommes.

Le péché mortel que l'on pourrait commettre présentement, ce serait d'enlever l'espoir à notre peuple. Nous nous mourons, faute d'un projet commun. L'école forme des révoltés parce que la société ne sait pas ce qu'elle veut. Être ou ne pas être, nous en sommes-là. Non pas individuellement, mais comme peuple. Et un peuple, comme peuple, vit d'une culture. Et une culture doit être assumée par un pouvoir politique complet. Et dans la transparence. Dans l'ère des mass média, la stratégie suprême, c'est la transparence.

7— Notre peuple est bafoué et déboussolé parce que son argent lui est extorqué par le gouvernement fédéral et remis aux individus, par-dessus la tête du gouvernement du Québec. On nous achète un par un, sous la

couverture de programme improvisés, au nom du fédéralisme rentable et dans la panique électoraliste des 100,000 emplois.

Je pense à mon père. Il n'était certes pas politisé, comme on dit aujourd'hui. Il ne savait même pas lire. Mais c'est lui et des comme lui qui ont construit ce pays en même temps qu'ils construisaient les Price Brothers (nous disions: les presses brodeuses). Je peux difficilement imaginer que mon père et le père de mon père voudraient autre chose que l'indépendance.

Notre passé est assez vieux pour avoir droit de vote. La fidélité, c'est la démocratie biologique.

Ainsi donc, la miséricorde de l'histoire fera que les Canadiens anglais (ils ont commencé de le faire le 30 octobre 72), après avoir été construits par nous, nous laisseront nous construire selon notre génie (je parle comme un hymne national), pour leur plus grand bien, le nôtre et le nôtre.

Nous n'allons pas vers moins de souffrance; nous allons vers plus de dignité. On ne gère ni les crises ni le bonheur. Mais on ne peut gouverner que si on administre une ferveur. Bien au-dessus du niveau de vie, il y a le sens de la vie. Tout le monde sait ça.

Jean-Paul DESBIENS,  
été 73, à Cap-Rouge,  
où Jacques Cartier passa  
son troisième hiver.



# Caouette: un Québec à construire dans le calme

**A** l'occasion de la Fête nationale des Canadiens français, la St-Jean-Baptiste, nous pouvons en profiter pour faire le point et nous pencher sur les réalisations qui ont marqué le cheminement des Canadiens d'expression française au cours des années.

Nous pouvons regarder avec fierté le chemin parcouru depuis les jours déjà lointains de 1764 alors qu'un certain nombre de Canadiens français décevaient, suite à la conquête anglaise, de lutter pour la préservation de la culture et de l'identité particulières des francophones sur un continent nord-américain entièrement colonisé par des groupes d'expression anglaise.

Que de luttes ont été menées pour faire respecter les droits des Canadiens français en ce qui concerne leur langue et leur religion! On se souviendra encore longtemps des Papineau, Lafontaine, Cartier, Mercier, Bourassa (pas Robert, l'autre...) qui ont su se tenir debout afin que les Canadiens français puissent être des citoyens à part entière dans leur pays.

Nous avons raison d'être fiers de nos ancêtres parce que c'est grâce à eux si nous avons conservé notre héritage culturel et si nous pouvons enrichir le Canada de notre langue et de nos traditions.

Les créditistes, depuis leur arrivée à Ottawa suite à l'élection de 1962, se sont inscrits dans ce mouvement historique visant à donner aux Canadiens français une voix plus forte dans le Parlement d'Ottawa. Par son action vigoureuse à la Chambre des com-

munes, le groupe créditiste a contribué fortement au réveil des Canadiens français au cours des années soixante.

Malheureusement, il y a quelques têtes chaudes qui ont cru à ce moment que de faire sauter des bombes ferait avancer la situation des Québécois. Ces écrivains n'ont jamais eu l'appui de la population et, après le meurtre crapuleux de Pierre Laporte, l'indignation publique a forcé les terroristes à cesser leurs attentats insensés. Pendant que les Canadiens français honnêtes se battaient pour se tailler des places dans tous les secteurs de l'activité socio-politico-économique, ces quelques terroristes illuminés tentaient de se faire passer pour les responsables de l'éveil des Canadiens français. En fait, ils n'ont jamais été que des criminels méprisés par une population responsable qui utilise des moyens plus civilisés pour améliorer sa situation.

Depuis la disparition des terroristes, quelques chroniqueurs en mal de sensationnalisme ont tenté d'insinuer que le Québec se "rendormait" et que la population se "dépolitisait".

De tels commentaires dévoilent une ignorance tragique de la nature et des aspirations des Canadiens-français qui désirent construire leur province et leur pays dans la paix sociale et dans le calme.

Parce qu'il n'y a pas de bombes qui explosent et de manifestants qui cassent des vitres, doit-on en déduire que les Canadiens français sont "dépolitisés"? Bien sûr que non! Plus que jamais, au cours des années soixante dix,

les Canadiens français joueront un rôle de plus en plus important sur la scène canadienne parce qu'ils savent que ce n'est pas celui qui boude dans son coin qui se fait respecter et prend les décisions, mais celui qui participe pieusement, avec dynamisme, aux activités.

C'est dans cette optique que s'inscrit la proposition présentée par mon groupe de députés à Ottawa lors de la discussion d'une motion libérale sur les langues officielles. Nous avons combattu pour la création d'administrations parallèles (une francophone — une anglophone) sur le plan fédéral afin de servir tous les Canadiens, en fonction des facteurs géographiques et démographiques, dans la langue de leur choix (anglais ou français).

Ce genre de proposition, présentée par des Canadiens français conscients de leur responsabilité face à leurs concitoyens, est le genre de mesure que les Canadiens attendent dans le respect de nos traditions et de notre système parlementaire.

Voilà le genre de lutte que les Canadiens français mènent à Ottawa pour la survie d'un Canada unifié dans le respect des aspirations de tous les Canadiens.

Et, à l'occasion de cette Fête nationale des Canadiens français, c'est avec fierté que j'offre, en mon nom et au nom de toute l'équipe créditiste à Ottawa, mes meilleurs vœux à tous mes concitoyens francophones du Canada.

**Réal CAOUCETTE, MP**  
chef du Parti crédit social  
du Canada



## François Cloutier: "Une âme en état de confusion"

**P**OUR répondre à la question posée, je dirais que l'état d'âme de la nation canadienne-française en est une, à l'époque où nous vivons, de confusion. Un tel phénomène n'est pas propre au Québec. Il se retrouve partout au monde et est lié aux changements rapides ainsi qu'à l'apparition d'une nouvelle sensibilité largement influencée par l'audio-visuel. Cependant, il se rattache, ici comme ailleurs, à des causes particulières.

Notre collectivité a assuré sa survie, jusqu'aux récentes années, en se repliant sur elle-même. Ce repliement a été facilité par sa structure rurale, ses traditions surtout religieuses ainsi qu'une forte natalité. Ces facteurs ayant disparu, le Québec a dû affronter une réalité nord-américaine que sa situation marginale lui avait permis d'esquiver. Il s'en est suivi, en une dizaine d'années, une ouverture considérable, laquelle d'ailleurs n'a pas été absente de maladresse et de naïveté. Toute une série de mythes sont apparus remplaçant les anciens comme celui de la mission religieuse de la collectivité et celui de la colonisation salvatrice. Parmi ces nouveaux mythes, je citerai l'orientation assez matérialiste de notre réforme scolaire, du moins à ses débuts (par réaction, sans doute), l'intervention de l'Etat dans les colonies qui devait régler tous nos problèmes et l'indépendance conçue comme une espèce de panacée.

La confusion que j'ai évoquée se traduit par un malaise social marqué, auquel on peut rattacher les événements d'octobre '70 et les difficultés syndicales que nous vivons actuellement. Ces difficul-

tés syndicales constituent, à mon sens, le problème interne le plus important qu'il nous faut résoudre. Le syndicalisme a indiscutablement représenté un des plus grands facteurs de promotion sociale chez nous. Son évolution actuelle, si elle devait se poursuivre, risque, à l'inverse de figer la société dans des structures de plus en plus rigides et de constituer un véritable frein au progrès. C'est le résultat d'une politisation au sommet et des prises de position carrément révolutionnaires de certains des chefs syndicaux. La dialogue n'est pas facile, à moins que n'existe un consensus minimal sur les objectifs poursuivis. Incidemment, c'est l'absence d'un tel consensus qui rend la participation dont on ne cesse de se gargariser aussi aléatoire.

Dans une perspective analogue, il y aurait peut-être lieu d'évoquer l'absence de véritable concertation entre les divers groupes sociaux qui constituent pour les partis politiques autant de clientèles électorales différentes. Je ne crois pas me tromper en disant que nos élites sont de plus en plus coupées du peuple qui ne s'y reconnaît pas. Elles donnent l'impression de poursuivre leur chemin sans toujours tenir compte des contingences économiques et des contraintes qui sont liées à notre évolution historique. Il y a une part de romantisme dans tout cela.

On s'étonnera peut-être que je n'aie pas encore évoqué le problème de la langue et celui des relations fédérales-provinciales. C'est que je crois que ces deux problèmes feront l'objet de solutions satisfaisantes, sinon à court terme, du moins à moyen terme. Je ne demande à personne de partager ce point de vue, mais j'ai l'impression que les progrès, enregistrés depuis quelques années, sont tels qu'une tendance se dessine vers une plus grande autonomie, soit dans le cas de la langue vers la priorité donnée au français et dans le cas des relations fédérales-provinciales vers une décentralisation qui supposera un réaménagement des pouvoirs entre les deux niveaux de gouvernement. Autrement dit, la dynamique est en place et, à moins que notre collectivité commette des erreurs d'aiguillage qui restent toujours possibles, sa survie me paraît assurée. Je n'ignore pas que bien des citoyens en dou-

tent et se sentent menacés dans leur identité. Peut-être est-ce là la conséquence des bouleversements que nous avons subis et d'une stratégie du changement qui n'a pas suffisamment tenu compte de l'évolution des mentalités et de la nécessité de maintenir des structures sécurisantes.

Ces quelques notes sont bien sommaires et exigeraient des développements beaucoup plus longs. Cependant, elles indiquent, en ce qui me concerne, que je suis résolument optimiste pour l'avenir de notre collectivité. Je ne serais pas étonné, qu'après quelques années un peu chaotiques, nous retrouvions une stabilité relative, laquelle, de toute façon, devra s'appuyer sur une économie solide. La tentation, lorsqu'on se livre à ce jeu de l'analyse politique, c'est de se limiter au présent. Lorsqu'on s'adresse à des périodes plus longues, les accidents de parcours prennent moins d'importance. A mes yeux, le mouvement séparatiste rentre dans cette catégorie. Il représente un moment peut-être plus exacerbé que d'autres du nationalisme canadien-français. A ce titre, il a un rôle à jouer sur l'échiquier politique. Cependant, je ne crois pas qu'il ait un véritable avenir, à moins peut-être de bouleversements imprévisibles. Le danger qui guette notre société me paraît se situer davantage vers une orientation politique d'extrême-droite, laquelle tenterait de répondre à un besoin d'ordre et laquelle aurait tendance à exploiter les aspects réactionnaires de toute société.

**François CLOUTIER,**  
ministre de l'Éducation



# Léandre Bergeron: la fête du 1er Mai remplacera le "24 juin" traditionnel

TOUT mouvement de libération traverse des étapes qui s'emboîtent mais ne se ressemblent pas. Durant les années soixante est né au Québec un mouvement de libération nationale. Comme pour tout mouvement à ses débuts dans une société colonisée, l'enthousiasme et la ferveur nationale appelaient des déclarations fracassantes, des manifestations bruyantes et des actions d'éclat. Il fallait faire acte de courage pour vaincre la peur du colonisé et oser s'attaquer aux symboles de l'oppression. Cette étape est maintenant franchie.

Maintenant nous en venons à celle de l'organisation pour la libération, étape plus tranquille, plus discrète mais peut-être plus difficile parce qu'elle exige une réflexion, une théorie, une analyse et une pratique. En même temps, les divergences se multiplient.

Dès la fin des années soixante, toute l'effervescence nationaliste que les précurseurs avait suscité a été canalisée dans une formation politique électoraliste, le Parti Québécois. Dorénavant toutes les énergies nationalistes seraient orientées dans le travail discret et systématique de la prise du pouvoir par les moyens traditionnels, les élections. Les quelques manifestations à caractère nationaliste demeureraient marginales. Une structure de parti traditionnel encadre donc maintenant le mouvement de libération nationale. La spontanéité a été remplacé par le calcul de rentabilité électorale. Ce qui se voulait créateur, force de

renouvellement de la société québécoise, se heurte au nouvel establishment indépendantiste.

Parallèle à l'encadrement de ce mouvement de libération nationale s'est développé une critique de ce mouvement: la libération nationale pour qui? Et la lutte des classes dans cette libération?

Pendant que le Parti Québécois cherche à atténuer sinon à nier la lutte des classes au nom de l'harmonie nécessaire à la libération de toute la nation québécoise, il se développe dans le milieu des travailleurs une conscience de classe qui entre en contradiction flagrante avec l'idéologie du P.Q. On ne peut plus être un nationaliste québécois tout court. On est maintenant soit un nationaliste bourgeois (essentiellement pro-capitaliste, social-démocrate par nécessité et prêchant le coopératisme) ou un nationaliste progressiste (anti-impérialiste, anti-capitaliste).

Cette nouvelle polarisation qui grandit chaque jour et qui divise les Québécois pour le malheur des nationalistes bourgeois et pour le bonheur des nationalistes progressistes transforme nécessairement les manifestations nationalistes. La fête du 1er mai 73 à Montréal a révélé l'ampleur du mouvement pour la libération des travailleurs québécois qui est à la fois libération nationale et libération de l'oppression capitaliste. L'enthousiasme qui y régnait témoigne de la nouvelle orientation qui se dessine.

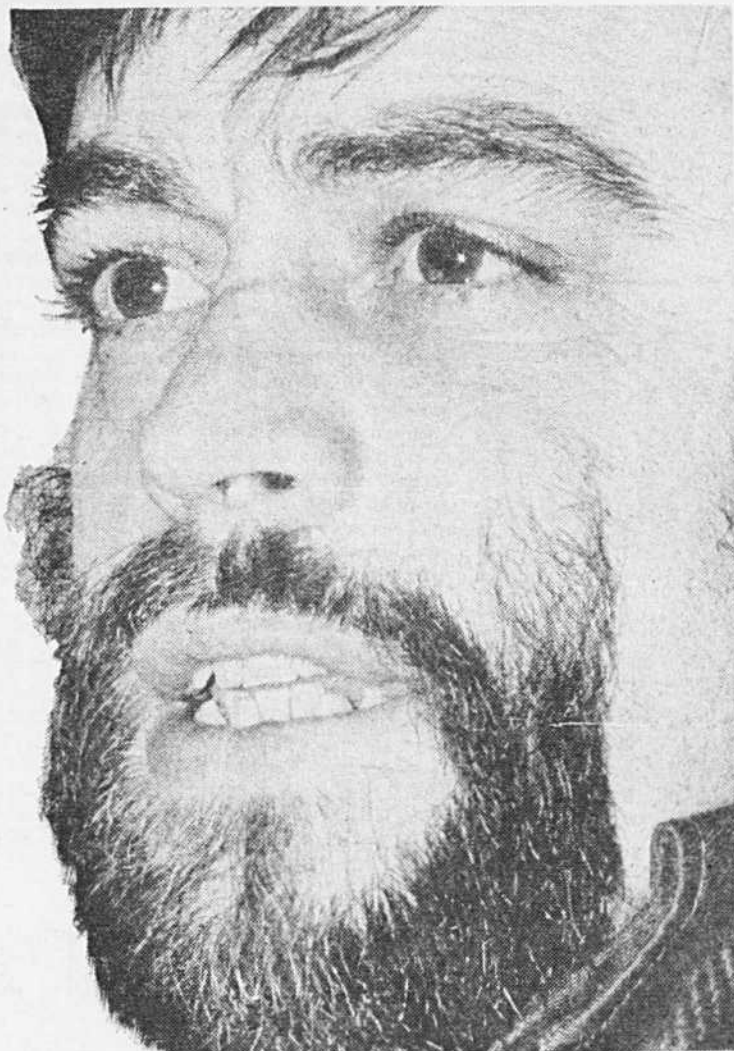
Les fêtes du Canada français sont des manifestations moribon-

des parce qu'elles essaient de ressusciter le vieux nationalisme du colonisé canadien-français mort en 1960. Les fêtes du Québec telles qu'encadrées par le Parti Québécois au Colisée de Québec en mai expriment le volontarisme de nombreux Québécois qui font toujours confiance à l'élite petite-bourgeoise montante. La fête des travailleurs du 1er mai indique la naissance d'un mouvement progressiste qui subordonnera le nationalisme aux intérêts des travailleurs québécois. Ce sont maintenant les luttes ouvrières qui prennent les devants. La lutte du Front Commun de 72 et la campagne de libération des chefs syndicaux en 73 le prouvent.

Si les manifestations nationalistes semblent ne plus intéresser les Québécois, ce n'est pas qu'ils se dépolitisent. C'est en fait une politisation véritable qui est en cours. Le nationalisme est réduit à la dimension de contexte de la lutte des classes. Il est bien évident que les travailleurs québécois sont pour l'indépendance du Québec, mais en même temps ils se rendent compte que la libération véritable suppose une transformation radicale des structures économiques existantes. Cette orientation nouvelle amène une transformation dans les manifestations. La fête du premier mai remplacera celle du 24 juin.

Léandre BERGERON

Note de l'auteur: Les "fautes d'orthographe" sont voulues. Prière de ne pas corriger.



# Eugène Cloutier: le suicide national comme moyen d'entrer dans l'Histoire



DE tout temps, une nation désireuse d'entrer à coup sûr dans l'Histoire, devait subir un génocide ou en être l'auteur. Personne n'avait songé au suicide collectif. Impatient de revenir à la une des grands quotidiens du monde, le Québec a choisi froidement cette dernière formule. De quoi en être fier! Les patriotes de 1837 seront morts en vain. Louis Riel? Un petit farceur. La Constitution? A déchirer. La Confédération? Tragédie en un acte ne mettant plus en scène un personnage: le gros méchant.

Le suicide ne s'improvise pas. Il a certains inconvénients

comme, par exemple, celui de ne pouvoir y survivre. En revanche, il est l'expression suprême de la liberté. "Que pouvez-vous contre moi puisque demain je ne serai plus là?" En un premier temps, il exige l'isolement absolu. Certains s'y emploient avec fanatisme, d'autres avec mesure et clairvoyance. Ces derniers commencent à désespérer les étudiants, dont on sait qu'ils ont toujours été d'une grande nervosité. Il leur faut de l'action directe, des manifestations, des bombes, des événements spectaculaires. Tout doit sauter et vite. Après, on verra. Ils se croient manipulés par une droite de facture nouvelle et plus insidieuse.

Non, le suicide ne s'improvise pas. Malgré les formes diverses qu'a empruntées notre longue marche vers l'autodestruction, nous avons constamment l'obligation de refaire les barricades que de mauvais plaisants s'amusaient à détruire avec une grande légèreté. Il ne faut jamais perdre de vue que c'est la France elle-même qui a rompu le cordon ombilical. Après un oubli de trois siècles, un monstre sympathique découvre notre existence, traverse aussitôt l'Atlantique, s'offre une tournée triomphale au long de deux cents milles de route fleurdelisée pour couronner le tout par

un tonitruant: "Vive le Québec... LIBRE." L'affaire a dérangé un moment le monde, mais elle venait trop tard. Nous étions déjà une colonie américaine. Washington a facilement replacé les pions sur l'échiquier. Nous n'allions tout de même pas devenir une nouvelle Algérie? C'est alors que nous avons continué la construction de notre échafaud en le munissant, cette fois, d'une corde fascinante de nouveauté et de résistance que les Américains se sont empressés de fabriquer pour nous. Ils nous aiment tant les Américains et ils nous comprennent. Ils se sentent chez eux partout au Canada, plus particulièrement au Québec. "Ces chers petits veulent se suicider? Qu'ils disposent au moins d'une corde d'exceptionnelle qualité."

Non, le suicide ne s'improvise pas. Mais nous pensons à tout. Le Québec devait neutraliser la puissance morale qu'il commençait à exercer à travers le pays entier. Le processus d'identification qu'il avait mis en marche tentait les autres provinces. Le Québec aura su transformer en traîtres ses représentants à Ottawa. Ils avaient pris trop de distance à l'égard de l'échafaud communautaire. Ils risquaient d'y échapper ou de le vouer à la démolition.

Petit accident de parcours: le Québec s'est donné un gouverne-

ment fédéraliste très fort tandis que s'émiettait les partis de l'opposition. Nos syndicats, jusqu'à désintéressés de la politique et qui auront rendu d'immenses services à la classe ouvrière, ont immédiatement compris leur mission. Un gouvernement fort est toujours dangereux pour la démocratie. Ils se sont donc unis pour le grignoter et ils y sont parvenus. Ils ont même obtenu le statut enviable de martyrs. Ne parlons pas de nos artistes! Il s'agit pour eux d'un suicide métaphysique. Les meilleurs d'entre eux ont toujours travaillé dans un silence effarant qu'ils veulent éternel.

Ce n'est pas le plus important. Nous avions une langue, nous devions à tout prix nous en affranchir. C'est alors que nous avons inventé le **joual**. Une trouvaille! Il était tout maigre au fond des écuries de Duplessis, il est désormais gros et gras comme un percheron, on le promène partout dans le monde, même à Toronto. Face au suicide, il faut avoir tous les courages. La partie ne devait plus se jouer dans le cadre de la francophonie que les esprits les plus avertis considèrent comme une nouvelle forme de colonisation. C'est d'avec nous-mêmes que nous devons nous désolidariser. Mission accomplie.

Le bilan force l'admiration. En

moins de quelques années, nous nous sommes coupés de tous nos amis, l'incompréhension du monde entier est pour demain, nous avons en réserve quelques bombes que nous ferons éclater au moment opportun, nous en viendrons peut-être à l'affrontement direct et aux combats de au suicide sait tellement mieux se battre que les autres. Tous les pays nous envieront. Ils ont retenu des siècles passés qu'il faut toujours engager le combat pour la survie. Qu'aurions-nous à faire de notre survie? La donner en pâture à ceux qui ambitionnent de la voir se dissoudre dans un environnement totalement anglophone?

Au bord de l'échafaud, mieux vaut s'accrocher à cette parfaite désespérance que les plus clairvoyants d'entre nous ont assumée avec joie: ils reconnaissent volontiers que l'âme du Québec soit encore sous le choc de certain mois d'octobre. Elle en a subi un traumatisme qui a failli lui faire comprendre les inconvénients d'un suicide collectif. Ils se sentent malheureusement incapables de se rendre plus loin dans l'horreur. Alors vivement le bonnet noir et que l'on se jette à pieds joints dans la fascinante, la véritable, la durable Histoire.

Eugène CLOUTIER

# De la nation canadienne-française d'hier à la société québécoise de demain



**QUICONQUE** s'interroge sur l'état d'âme actuel des Franco-Québécois doit se rappeler les principales étapes de l'itinéraire qu'ont parcouru les générations qui les ont précédés. Le présent que nous vivons et l'avenir qui se construit sont inséparables du passé dont nous avons hérité.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, des Français venus s'établir dans la vallée du Saint-Laurent formèrent une collectivité ayant une existence autonome en Amérique du Nord. Ses membres s'appelèrent les "Canadiens" puisqu'ils avaient donné le nom de "Canada" au territoire où ils fixèrent leur patrie. Celle-ci fut conquise et occupée par les Britanniques. Les vaincus de 1760 continuèrent, néanmoins, à s'identifier comme "Canadiens". Les conquérants et leurs descendants, refusant de s'intégrer à la population canadienne, s'en distinguèrent sous le nom de "British Americans". Après 1840, ceux-ci, étant devenus la majorité de la population du Canada-Uni, commencèrent à se présenter sous le titre de "Canadiens". La constitution de 1867 confirma leur domination en créant le Canada continental, royaume britannique.

Les anciens Canadiens, vaincus, conquis et occupés, avaient été minorisés et provincialisés. Sachant qu'ils n'étaient pas des Ca-

nadiens et entretenant l'illusion de poursuivre, à l'intérieur de la Confédération pancanadienne, le programme expansionniste de leurs ancêtres des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ils se proclamèrent Canadiens français. Ils semblaient avoir accepté le statut de minoritaires que les déterminismes de leur évolution historique leur avaient imposé. La malheureuse aventure de 1837-1838 leur avait enseigné que les faibles ont toujours tort. C'était particulièrement vrai avant l'ère de la décolonisation que nous connaissons depuis une génération.

L'histoire d'un groupe humain disposant de moyens d'action collective se modifie constamment. Au moment même où les Canadiens français du Québec, durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, donnaient l'impression de s'enliser — avec la complicité consciente ou inconsciente d'élites laïques et cléricales qu'unissait leur constat d'impuissance commune — dans un processus d'assimilation graduelle au Canada anglais, ils venaient, en réalité, de s'engager dans la seule voie leur permettant de réaliser un projet collectif. S'il s'avérait que le Canada des Canadiens n'était pas leur patrie, le Québec pouvait encore le devenir. De l'Affaire Riel (1885) à la Crise conscriptionniste

de 1917-1918, de la loi Lavergne sur le bilinguisme (1910) au choix d'un drapeau québécois (1948), de l'adoption de la Loi de l'assistance publique (1921) à l'établissement d'un Régime québécois des rentes (1964-1966), du plébiscite de 1942 aux élections fédérales de 1972, les Canadiens français du Québec se sont transformés en Québécois.

Commencée au lendemain de la Conquête, cette identification avec le territoire que le conquérant lui-même appela **Province of Quebec** s'est précisée depuis une vingtaine d'années. Soumis à l'action d'influences et d'événements divers dans un monde en pleine transformation, les Franco-Québécois ont mieux pris conscience de leurs moyens d'action collective, à l'heure de la démocratie sociale, comme majorité au Québec. Une accélération historique s'en suivit. Est-il nécessaire d'en rappeler les principales étapes? Chacun d'entre nous les a vécues à titre de protagoniste, de participant ou de témoin.

Nous assistons à la disparition graduelle de la nation canadienne-française et à la naissance d'une nouvelle société québécoise. La construction laborieuse de celle-ci s'accompagne d'un changement profond de mentalité chez les citoyens francophones et an-

glophones du Québec contemporain. Les premiers refusant dorénavant de se considérer comme une minorité sur le territoire auquel les lient trois siècles et demi d'histoire, entendant y créer un ordre politique, économique et social qui corrigerait les injustices les plus flagrantes qu'avait engendrées le régime colonialiste issu de la Conquête. Les seconds, forcés de procéder à une réévaluation globale de la conjoncture, apprennent péniblement à se percevoir comme un groupe minoritaire dont l'ancien statut privilégié ne pouvait être que temporaire.

Le Québec traverse actuellement une double révolution puisque les deux sociétés parallèles que formait auparavant sa population sont en pleine mutation. Les ghettos au sein desquels elles avaient survécu depuis deux siècles se disloquent sous la pression de forces nouvelles et multiples qu'aucun observateur ne peut complètement décrire. Nous en voyons cependant les conséquences: revendications des classes et des régions défavorisées, remise en question des traditions et des institutions sur lesquelles les privilégiés d'hier s'appuyaient pour maintenir leur domination, recherche cahotique d'une nouvelle échelle de valeurs, panique des anciens notables, démagogie d'aventuriers en quête d'émotions révolutionnaires, interventions mystérieuses et spasmodiques d'agents provocateurs que les autorités ont négligé de démasquer, déclarations contradictoires de ceux qui se prétendent les porte-parole de la population, cynisme d'un grand nombre, sentiment de lassitude qui s'est substitué à l'enthousiasme de la décennie de 1960, amertume qu'a laissée la conduite perverse de politiciens maîtres chanteurs au printemps et à l'automne de 1970, inquiétude d'une jeunesse que n'emballe pas le présent et à laquelle de faux prophètes ont fait des promesses irréalisables. Et la liste pourrait s'allonger!

Ce tableau correspond à un temps court. S'y arrêter conduirait à une vue pessimiste de la situation présente. Celle-ci doit être replacée dans l'évolution globale. Que représentent quelques années dans l'itinéraire d'une collectivité? Compte tenu de l'ampleur des transformations en cours, il est même légitime de soutenir que la période que nous venons de vivre aurait pu être beaucoup plus troublée. La masse du peuple y a fait face avec un calme admirable et a donné une leçon aux survivants de ses anciennes classes dirigeantes et à plusieurs de ses nouveaux porte-parole improvisés qui ont tous manifesté leur désarroi en plusieurs circonstances. En décidant de rompre avec un passé qui les avait réduits à quêmander la permission de survivre, les Canadiens français sont devenus Québécois. Ce choix les a obligés à prendre des risques, à relever une succession de nouveaux défis. C'est la preuve qu'ils sont bien vivants et qu'ils n'ont pas renoncé à l'avenir.

**Michel BRUNET,**  
professeur titulaire,  
Département d'histoire,  
Université de Montréal.

## Raymond Laliberté: "Il est des confrontations nécessaires..."

**M**ON cher directeur, Non seulement votre entreprise est-elle hardie sur le plan journalistique, qui demande de scruter l'état d'âme du Canada français, mais encore est-il présomptueux de ma part de vouloir y contribuer en quelques courts paragraphes.

Si l'état d'âme est "la disposition particulière des facultés mentales" d'une personne, comme le suggère le petit Larousse, celui du Canada français serait-il, par extension, la disposition particulière des ressources idéologiques de cette société? S'il est en outre question de la nation canadienne-française, parlons-nous alors de la société québécoise, ou de cette multitude hétérogène de régions francophones du Canada que l'on avait jadis coutume de qualifier de Canada-français?

Je veux bien pour ma part ne porter mon attention qu'à la seule société québécoise, mais il m'apparaît cependant impossible de ne me restreindre qu'à la société francophone du Québec. Je ne me sens en outre ni l'aptitude, ne le goût de tenter une analyse psychiatrique de l'"homo quebecensis" statistique et irréal, ni la volonté de prendre la société francophone québécoise comme un tout homogène et étroitement socialisé. Pas davantage que la société francophone québécoise ne peut ignorer son tiers de population montréalaise à culture non française, n'est-il permis de planter côte à côte dans cette terre québécoise, les travailleurs, les assistés sociaux, les technocrates

privés ou publics et les détenteurs de pouvoirs économiques.

Le Parti libéral est ce qu'il est au Québec à cause de sa clientèle anglophone, tout autant qu'il conserve cette clientèle à cause de ce qu'il est. Le Crédit social est ce qu'il est à cause de ses dirigeants traditionnels, même s'il ne mérite guère ses nouveaux maîtres. Le travailleur prolétarien est ce qu'il est à cause de nos industriels francophones québécois, tout autant qu'à cause des gérants anglophones canadiens et des impérialistes nos-voisins-du-sud.

Il ne me surprend pas du tout qu'il soit devenu difficile de saisir le pouls de la population québécoise, puisque les coeurs ne battent plus, Dieu soit loué, aux mêmes impulsions de "pace-makers" imposés. Et ce, même s'il est de nouveaux clercs mobilisant au nom d'un nouveau consensus national dont je veux bien qu'il soit un minimum vital, mais auquel je refuse le caractère universel, apostolique et unique d'une nouvelle église, laïque celle-là. Les valeurs traditionnelles sont battues en brèche alors qu'il n'en est pas encore de nouvelles auxquelles raccrocher d'autorité la masse des non-puissants? Je serai le dernier à ne pas m'en réjouir. Les dirigeants syndicaux se politisent au point de mettre en question l'ordre habituel des partages de pouvoirs, risquant ainsi d'entraîner quelques dizaines de milliers de leurs supporteurs dans le sillon schismatique du socialisme? Enfin, enfin!

Les conservateurs se dévoilent sous d'imposants masques libé-

raux, tant au sein de l'appareil des télécommunications que de celui du judiciaire et du gouvernemental? Ça me va moi, ça contribue à clarifier la situation. Et s'il est vrai que la juste perception des situations est la première étape d'une prise en charge de son autodétermination, ça me rend davantage optimiste. Culturellement et socialement, nous commençons à nous trouver et nous découvrons que, même en notre sein douillet, il est des confrontations nécessaires? Ça donne un peu le vertige, mais c'est pour le moins agréable, du moins me semble-t-il.

Faut-il alors appeler j'm'en-foutisme, le refus des structures orthodoxes? Faut-il qualifier de tempête les changements de courant? Faut-il étiqueter matériellement les situations économiques que l'on apprend à peine à reconnaître du doigt, nous qui avons si longtemps été bercés de faux deniers spirituels? Faut-il celler le label "diversion" à nos balbutiements économiques et si oui lesquels: ceux des groupes populaires, ou ceux des détenteurs de postes de contrôle? Les Projets d'Initiative locale et les Perspectives Jeunesse, ou les chantiers de citoyens? Les ministères d'Expansion économique régionale ou les coopératives de production? Les télé-communautaires, ou les réseaux Mutuels et TVA?

En somme, ça ne va pas si mal après tout, mon cher directeur, vous ne trouvez pas?

Et vive Jean le... pasteur...

**G.-Raymond LALIBERTE**



# Wilfrid Lemoine: "Tout est possible au Québec, même ce à quoi nous n'avons pas encore pensé"

EN tentant de répondre à votre question, je me rends compte qu'elle est ou très naïve, ou très habilement piégée. Je m'explique.

Vous demandez: "Quel est l'état d'âme du Canada français?" S'il est très difficile pour un individu de voir clairement au fond de son âme, quelle aventure est donc celle de celui qui tente de saisir l'état d'âme de son groupe ethnique! Surtout ici, et surtout par les temps qui courent bien vite tout autour de la planète...

Epoque de confusion, de remise en question globales et de recherche de nouvelles valeurs. Le même phénomène se produit partout dans le monde.

Même le petit peuple archaïque que nous étions s'est fait rattraper par le mouvement et les transformations de l'histoire, au détriment de notre sommeil si long, au bénéfice d'une dynamique inattendue qui secoue, qui déclinche et accélère notre transformation, qui trouvera sa vitesse de croisière on ne sait quand, on ne sait comment, on ne sait dans quel état. Adieu l'édrédon bien chaud et bien doux de nos rêves; les vieux frissonnent tandis que les jeunes courent au soleil.

Mais quand je parle de notre petit peuple, de notre long sommeil d'antan et d'une somnolence abolie par la course des jeunes qui ne connaissent pas leurs pères, est-ce qu'à un certain moment je parle encore du **Canada Français**? Je suis convaincu que non.

Et ici, je me situe hors des tempêtes partisans. Je tente un total effort d'objectivation. Je vois le Canada français éclaté. En pièces détachées. Balkanisé avant même que les politiciens ne s'en soient aperçus. Dans ce domaine d'ailleurs j'ai la conviction que les hommes politiques suivent beaucoup plus qu'ils ne précèdent les nouvelles réalités, même ceux qui finissent par symboliser ou

par incarner les changements. Mais c'est là une autre question. Passons.

Je poursuis ma réflexion en écoutant le réalisme viscéral de

la langue populaire. Les Acadiens, quand ils désignent les francophones non acadiens, parlent d'eux, les **Canadiens français**; jusqu'à récemment, au Québec, les Cana-

diens français, c'était nous, mais aujourd'hui, nous nous identifions de plus en plus comme étant Québécois. Et ceux de l'Ouest? S'il est vrai qu'ils correspondent à ce que M. Diefenbaker appelle les **non hyphenated Canadiens**, comment le Québécois de 1973 peut-il y retrouver sa réalité? Et vice versa?

Au fond, si j'essaie de saisir la réalité canadienne-française, je dois constater que je ne sens pas plus celle de la diaspora de l'Ouest que celle des Acadiens, que celle de nos cousins des Etats! Il est évident que des réalités historiques, sociologiques, évolutives tellement différentes nous séparent que je me sentirais bien fumiste d'en faire abstraction pour le seul plaisir de correspondre à une rassurante vue de l'esprit. Une telle situation est peut-être tragique, mais les temps ne sont plus aux jeux de l'autruche.

Je reformule donc la question, et je me demande quel est l'état d'âme du Québec.

Il me semble que c'est d'abord une grande confusion. Un monde global, totalitaire s'est écroulé bien vite. Nous sommes encore dans les nuages poussiéreux de la démolition. Nous n'avons pas encore remplacé les anciennes valeurs, les anciennes croyances, les anciens mythes. Les pôles n'existent plus, la boussole s'agite. Le vertige s'empare du plus grand nombre, la peur aussi et le vide qui est mauvais conseiller, qui engendre la confusion des idées et des sentiments. On se fanatise. Et on se fanatise d'autant plus qu'on n'a pas les outils nécessaires, les connaissances voulues pour retrouver son chemin ou en tracer de nouveaux. Pour l'instant.

Mais d'autre part, il y a aussi des réflexions sérieuses qui se poursuivent, il y a plus de Québécois qui possèdent des outils valables, qui proposent de nouvelles voies. Et dans l'immense chantier

que nous sommes devenus. Il y a de nouveaux mythes qui naissent, il y en a même d'anciens qui renaissent sous une autre forme: l'esprit totalitaire de certains clans n'a-t-il pas la même structure que la dictature politico-religieuse qui vient de s'écrouler?

Il est évident que si nous n'avons pas toujours de suite dans les idées, nous en avons dans nos schèmes psychologiques! Nous sommes toujours astucieux, comme les Normands nos ancêtres... voyez le pouvoir récupérer certaines idées progressistes pour en faire des lois sociales, tandis qu'à gauche on tente de réhabiliter Duplessis lui-même...

Il y a aussi, chez les jeunes, un mouvement de scepticisme qui fait route avec certains engagements politiques. On se sert des idéologies à la mode pour contester ce que l'on n'aime pas. Mais au fond, l'idéologie ne sert souvent que d'arme à brandir. En ce sens, les jeunes sont probablement plus mûrs et moins naïfs que certains ténors de la contestation ou de la réaction (qui se ressemblent beaucoup), plus mûrs ou plus honnêtes. On dirait que ces jeunes ont peur de tomber dans un autre panneau. Ils se méfient. Ils cherchent une voie inédite, la leur.

Notre état d'âme, au Québec? Confusion des idées et des sentiments. Fanatisme de tout poil. Mais aussi recherche sérieuse et désir de bâtir. Personne ne saurait dire où nous allons, mais tout le monde sent que nous y allons rapidement, pour le meilleur ou pour le pire.

Nous vivons un moment de jeunesse étourdissant, d'où le brassage d'angoisse, d'intolérance, d'espoir et de fraternité. Le Québec ouvre son âme contradictoire d'adolescent. Tout est possible, y compris ce à quoi nous n'avons pas encore pensé.

**Wilfrid LEMOINE**



# Duceppe: "Au Québec, le peuple n'a pas d'idéal"

EN 1960 nous y avons presque tous crû!

Nous sortions des années de la "grande noirceur" et nous attendions nos matins triomphants. Nous avons déchanté à une vitesse qui n'avait d'égale que notre naïveté.

Depuis cette époque, il ne s'est rien passé. Rien passé qui vaille, qui dure, ou qui marque profondément un peuple.

Les grèves qui n'en finissent plus, qui sont attendues des deux côtés comme un sport national, les syndicats remplis de beaux sentiments et les méchants patrons qui s'épient et se promettent après chaque bataille marquée de compromis de remettre ça la prochaine fois. On est loin d'une révolution.

Les partis politiques ont-ils tellement changé? C'est du pareil au même pour ceux qui ont connu les années quarante et cinquante.

Les jeunes s'imaginent que les députés sont plus près du peuple! Mon œil! Celui qui parlait facilement au peuple et qui parlait la langue du peuple ce fut Maurice Duplessis! Alors?

Non. Depuis 30, nous n'avons pas vécu une révolution.

Quelques jeunes ont pensé qu'a-

vec des bombes, ils renverseraient l'ordre établi, mais ont oublié, que chez nous ça n'est pas un ordre, mais des habitudes établies dans le peuple, tant chez les riches que les pauvres.

Un autre a parlé de "société juste", et depuis cette malencontreuse improvisation tout est moins juste que jamais.

Un autre a parlé de rendre le Québec aux Québécois et nous sommes de moins en moins en possession de nos richesses et les étrangers nous disent QUAND nous pouvons parler français.

La droite et la gauche se tiennent dans les salons. Et se ressemblent comme deux gouttes d'eau.

Quant aux jeunes, ils sont déjà essouffés à vingt ans.

On n'appelle pas cela une révolution.

On appelle cela "jouer" à la révolution.

Nous avons été colonisés d'abord par les Français, puis par les Anglais et finalement par le clergé. Les curés nous ont appris deux mots qu'il va nous falloir extirper de notre vocabulaire si nous voulons réussir: résignation et acceptation!

Il est faux, archi-faux qu'il nous faille toujours nous résigner. Il

est faux, archi-faux qu'il nous faille toujours accepter. Nous ne sommes pas nés pour un petit pain. Mais, à cause de cet enseignement, nous nous contentons toujours de peu et nous sommes devenus un peuple de paresseux.

Un peuple qu'on paye pour ne pas travailler, un peuple à qui on enlève chaque jour la fierté de travailler. Un peuple qui ne se révolte pas. Un peuple qui parle, qui parle, qui parle..... et qui ne réclame jamais jusqu'au bout. Un peuple qui s'arrête.....

Les politiciens le savent bien, qui donnent à ce peuple "du pain (le pain de l'assurance chômage) et des jeux".

Au lieu de faire preuve de créativité et trouver des solutions, on nourrit et on calme.

Au Québec, le peuple n'a pas d'idéal, il n'a que des besoins. Et cela, les hommes politiques en font la preuve à chaque élection, à chaque occasion qui leur est fournie.

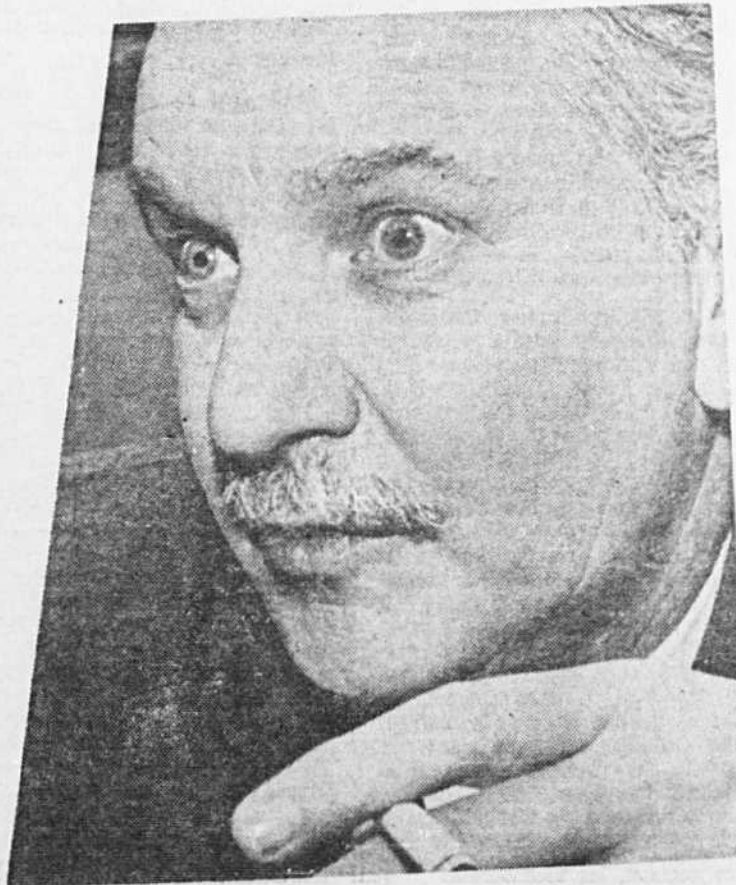
Le "bon monde" peut dormir tranquille.

Le grand changement n'est pas pour demain.

Chut!

Attention, une nation qu'on prétend dynamique dort!

**Jean DUCEPPE**



# Lise Payette: "Je ne voudrais pas être autre chose que Québécoise"



**J**e ne voudrais pas être autre chose que québécoise. Cette identité m'apparaît ne pas être de tout repos actuellement. C'est peut-être justement parce qu'elle n'est pas de tout repos qu'elle est aussi fascinante.

Je ne crois pas qu'il y ait un seul autre pays au monde qui en 13 ans ait vécu autant de transformations, de corrections de trajectoire, de remises en question quasi globales sur autant de sujets à la fois que le Québec. Il n'y a peut-être pas un autre pays au monde où toutes les échelles de valeur respectées jusque-là aient été remises aussi totalement en question qu'ici. Il n'y a pas un pays au monde où ça a pu être fait sans plus de violence qu'il n'y en a eu au Québec.

D'autres pays ont choisi la révolution armée. Le Québec avait choisi, en 1960, la "révolution tranquille". L'entreprise n'était pas facile. Il se trouva des experts dans tous les domaines pour analyser les résultats obtenus durant les 13 dernières années. Que ce soit sur le plan économique ou politique, dans le domaine du travail, de l'éducation ou des affaires sociales, chaque fois que l'occasion se présente, on analyse, on réévalue, on codifie le chemin parcouru. Et l'on tente de projeter l'avenir. De l'inventer. Au fur et à mesure.

Je laisserai aux experts le soin de vous dire le drame économique du Québec, son asservissement culturel, sa bataille linguistique, son problème syndical, l'imbricatio de son système d'éducation. Pour ma part, je ne vous

parlerai que de l'angoisse que je vis d'être québécoise, angoisse que quelques millions de Québécois vivent sans doute avec moi.

En 1960, quand pour la première fois dans cette province quelqu'un a parlé de "révolution tranquille", le sol a bougé sous nos pieds. Nous sortions de ce que les experts ont appelé "la grande noirceur", cette époque où il n'était pas bien vu d'avoir des idées, de poser des questions et encore moins de prétendre avoir des réponses. Nous avions été domptés au silence. 1960 a provoqué une sorte de tremblement de terre. Et quand le sol bouge sous nos pieds (même si nous étions les premiers à souhaiter des changements), ça crée la l'angoisse. On cherche à se protéger. On cherche un lieu, un objet, une idée stable auxquels se raccrocher. Pour soulager son angoisse.

En 1960, on disait: "Ça bouge au Québec". Et c'était vrai. Et ça n'a plus cessé depuis. Nous avons vécu 13 ans de changements, de prises de conscience, de réévaluations, donc 13 ans de vie intense de l'Histoire d'un peuple. Les Québécois n'ont peut-être jamais été aussi VIVANTS que maintenant, car il faut être vivants pour changer pour évoluer.

Il n'y a que la mort qui fixe les gens et les idées. Il n'y a que la mort culturelle ou intellectuelle qui empêche un peuple de bouger.

Qu'en 13 ans, il y ait eu des signes de fatigue, ça m'apparaît à moi tellement normal. Qu'on ait parfois l'impression que la mort s'installe, que les Québécois s'es-

souffient et paniquent devant l'angoisse qui les tenaille quoi de plus compréhensible. Il est sûrement fatiguant de vivre aussi intensément que les Québécois l'ont fait en tant que peuple depuis 1960.

Mais de là à croire que la mort aura raison sur la vie... De là à penser à un essoufflement définitif. Je me refuse à y croire.

Le meilleur reste à venir. Pour en être sûrs, il faut connaître la jeunesse québécoise. Jamais avant maintenant, la jeunesse québécoise n'avait été politisée aussi tôt dans la vie. Et quand je dis "politisée", je l'entends au meilleur sens du mot. La jeunesse québécoise est consciente de ses droits, mais aussi de ses devoirs de citoyens. Jamais auparavant n'a-t-elle été aussi avisée de la situation politique, culturelle, sociale ou économique de son pays. C'est pourquoi je suis sûre que le meilleur reste à venir.

Deux couches extrêmement importantes de notre société viennent de s'éveiller en même temps aux réalités de cette société: les jeunes et les femmes. C'est de là que viendront les énergies nouvelles.

Nous devons cependant continuer d'accepter que le sol bouge sous nos pieds. Nous devons apprivoiser notre angoisse du changement. Car les changements devront continuer. Le Québec reste à faire. Mais les Québécois sont bien VIVANTS.

Lise PAYETTE

## Allez, viens Desrochers! Allons vite rire... pour ne pas pleurer!

**I**l n'est certes pas facile de répondre à une question aussi complexe, car l'on peut aisément négliger quelques aspects essentiels qui risquent alors de fausser les données du problème. Dans la société actuelle, que ce soit à l'échelon mondial, nord-américain ou québécois, l'échelle des valeurs est à ce point renversée, qu'il est difficile de prendre le pouls de la nation canadienne-française.

En 1973, la situation des Canadiens français a-t-elle vraiment changé? Aujourd'hui, comme il y a 20, 50, 100 ou 200 ans, les Québécois francophones veulent conserver leur identité. Ils écartent la possibilité de l'assimilation dont ont été victimes la plupart des groupes francophones dans certains coins du pays. Ils affirment encore leur droit de rester eux-mêmes, c'est-à-dire une nation française dans ce grand tout nord-américain et anglophone. Et pourtant, d'Henri Bourassa au Chanoine Groulx en passant par André Latreudeau, à chaque année, à l'occasion des fêtes de la St-Jean, les Canadiens français n'ont pas oublié de rappeler qu'ils existaient. Les questions de langue, de survivance du français, celles de veiller à la sauvegarde des traditions, des coutumes, et de la

religion, sont autant de thèmes qui reviennent à la même date à chaque année.

Qu'y a-t-il de changé en 1973? Bien sûr, la nation canadienne-française a évolué. Les années 60 ont vu naître la révolution du système de l'éducation. Un progrès rapide et une innovation des milieux social, syndical, culturel, politique et économique sont évidents. Les Canadiens français se sont peu à peu départis de certains tabous jugés révolus, tabous qu'une société traditionnelle, craintive et mal informée avait laissés s'installer chez nous. Et pourtant, il semble que nous soyons encore au creux de la vague. Nous n'avons pas réussi à franchir l'étape ultime qui devait nous lancer vers de nouveaux sommets. Bien sûr, il y a eu politisation de certains groupes d'âge, de certaines couches sociales, mais le je-m'en-foutisme et la médiocrité, de même qu'un certain laisser-aller ont pris racine chez nous comme ailleurs dans d'autres sociétés. Il ne faut pas croire que cette situation déplorable soit unique au Québec. Mais la situation chez nous est telle qu'il n'est pas exagéré de croire que la nation canadienne-française est partiellement prisonnière d'une médiocrité envahissan-

te qu'elle a du mal à combattre.

Ainsi, une société qui permet et tolère l'incarcération de ses chefs syndicaux est sérieusement menacée. Quand dans une société, la situation matérielle des individus et des familles prend le dessus sur les préoccupations sociales, il convient de s'interroger. Quand un demi-million de sportifs partisans descendent dans la rue au lendemain d'une brillante performance d'une équipe de hockey et que ces mêmes gens tolèrent par ailleurs et laissent se perpétuer les multiples injustices sociales qui détruisent les esprits et les corps, cela est anormal. Quand certains journaux ne publient qu'en fonction de la vente, en exploitant basement le sensationnalisme et les potins bien entretenus, quand à la radio et à la télévision la langue parlée est à ce point livrée au massacre, et quand ces mêmes médias déversent quotidiennement, heures après heures, leurs flots d'images et de propos faciles, souvent même orduriers et que bon nombre d'auditeurs semblent y trouver leur profit, cela demeure inquiétant.

Ce portrait ou plutôt cette rapide caricature de notre société est certes choquante et outrancière sous bien des aspects, mais tout compte fait, il n'y a peut-être pas tellement d'exagérations.

Est-ce le calme avant la tempête? Non. La situation des Canadiens français ressemble, avec certaines variantes, à celle des autres sociétés dans le monde. Il y eut progrès, mais il reste beaucoup à accomplir. Il n'y a pas lieu d'être optimiste ou pessimiste, mais il est cependant urgent de "veiller au grain".

Il y a 20 ans à la radio on écoutait le chapelet en famille. Aujourd'hui, c'est le professeur Gazon qui recueille la faveur populaire. Jadis en confession le prêtre entendait les scrupules, les indignations et les fautes, aujourd'hui, Madame X devient à la radio la confidente écoutée. Pépinot et Capucine, Grand-Père Cailloux et Maman Fon-Fon faisaient l'émerveillement des tout-petits, aujourd'hui, les enfants s'esclaffent devant les prouesses d'un Patof ou d'un Nestor.

Soumis et comme envouté jadis par Duplessis, le bon peuple s'apprête à renouer avec la droite pour se jeter dans les bras d'Yvon Dupuis. Yvon Deschamps et Michel Tremblay nous disent nos quatre vérités. On en rit à gorges déployées, alors que l'on devrait en pleurer... Allez, viens Desrochers, on s'en va...

Michel DESROCHERS





## Félix Leclerc: "La sainte peur est disparue; on a maintenant l'impression d'avoir un pays"

**UN MOT EST NE.** Un mot fait maintenant partie de notre vocabulaire : fierté.

On respire mieux dans le Québec. Les femmes s'émancipent et bavardent à haute voix dans la rue, à la télévision, même en Chambre. Elles écrivent dans les journaux, répondent aux attaques, elles ne sont plus les muettes d'autrefois, résignées, enveloppées de laines et de craintes. Les hommes ont le chapeau relevé, les épaules aussi, le sourire va bien à la jeunesse, ils ont un air de fête, on a l'impression d'avoir un pays! C'est bon rentrer ici et se mettre au travail. La crainte s'est envolée, la sainte peur qui

nous tenait inclinés, disparue!

Il y a vingt ans, les jeunes seuls venaient nous entendre chanter; maintenant les père et mère sont là et ça continue.

Publier un livre autrefois était une aventure dangereuse et héroïque; les grosses matraques de quelques vieillards guettaient sa sortie et pan sur le dos du livre et le nôtre.

Plus maintenant.

Films, danses, chants, livres, ont débordé le Québec. Les Français de 1950 pensaient qu'on parlait arabe ici et qu'on vivait dans des cabanes surveillées d'une tour de garde-feux par la police montée. Ils savent tous aujourd'hui

qu'on a des cabanes de quarante étages. Je connais des Parisiens qui s'amuse à parler "joual".

Un vent de maturité souffle depuis le golfe, direction: liberté. Question pouvoir, je ne sais trop comment cela finira, mais cette fameuse soif du pouvoir, qui pour nous, venait du diable, à force de voir agir les Anglais, on sait bien qu'elle vient de Dieu...

Parlant des Anglais, on leur doit beaucoup.

De les observer dans l'Ouest, heureux, se mêlant bien de leurs affaires, Anglais, fiers de l'être, maîtres chez eux, prêts à se faire tuer pour défendre leur langue,

nous donnent le plus bel exemple du peuple à imiter, fort et vigoureux.

Posséder, commander, être maître, être beau, n'est plus péché. On possède des maisons, de l'envergure, de la présence dans les affaires, l'industrie, la santé, le contrôle des choses de l'esprit, et tout cela en Québécois.

Fierté et jeunesse, pays sans rides ni fatigues, pays à faire! Vite!

J'en vois qui lèvent leur bâton et veulent me faire dire mon oncle: finis les coups de bâton, trop facile et dépassé.

Le grain de folie nous man-

quait, maintenant il y a des fous sages et lucides, attention, faites-leur confiance. Liberté et fierté!

O.K. il y a des mains, mais on serait surpris de la race de géants qui sort des villages le long des deux rives de Gaspé à Hull.

Bravo les Québécois! Bienvenue les fils, merci d'être enfin venus! J'ai le goût d'allumer ma pipe et de vous regarder travailler un peu, mais pas longtemps, parce que moi aussi, j'ai du travail. Éteignons nos pipes les gars, on fumera dimanche.

**Félix LECLERC**

## Raymond Lévesque: "Des p'tits vents qui peuvent s'unir pour former une belle tempête..."

**J'AI PAS MAL** "barouetté", à droite... à gauche. J'ai jaser avec ben des gars, qui pensent d'un bord... qui pensent de l'autre... pis ceux qui pensent pas toute. Et ça... y'en a un paquet. Leur bière... le hockey... baseball... football... y'a toujours quelque chose pour les occuper. Mais le reste... ils veulent rien savoir. Y'en a qui sont pas pire: une job... un char. Pis d'autres qui ont rien, mais qui pensent pas plus. Y'ont l'air à s'imaginer que ça marche de même dans le monde: ceux qui ont quelque chose, ceux qui ont rien, et que c'est ben correct. Remarquez qu'ils sont courageux. Ils se débrouillent, c'est pas croyable. Avec deux planches et un clou ils réussissent à s'asseoir. Et du ben bon monde. Généreux... serviable. Mais quand il s'agit de s'organiser pour changer quelque chose, on dirait que ça les intéresse pas, que c'est trop compliqué, qu'ils aiment mieux pas commencer ça. Ils attendent que quelqu'un les "débrouille" sans qu'ils aient à faire d'effort. Y'en a ben comme ça. Ceux qui s'arrangent pas pire, comme je vous disais, ils s'en sacrent. Aucun sens de la fraternité. Pour eux, le monde, ça va pas si mal. Ceux qui sont dans la "schnott" ils ont rien qu'à se débrouiller. Oui... y'en a beaucoup

qui pensent pas. C'est ça le problème.

Et y'a ceux qui ont des idées. Alors eux autres, ils en ont assez pour tous ceux qui pensent pas. Mais c'est "leurs idées"... et touchez-y pas. Si vous êtes pas d'accord mangez de la m... C'est un autre problème. Parce que cent gars qui ont des bonnes idées, s'ils s'entendent pas, qu'est-ce qui arrive? Ceux qui "profitent" sont tranquilles. Ils continuent. Et y'en a des profiteurs. Eux autres ils l'ont l'affaire. Ça c'est une race maudite. Leur poche... c'est tout... et pis ça marche. Envoyez les piastres par ici. Ça vend des chars... des TV... des piscines... n'importe quoi. A crédit: une piastre comptant... une piastre tout le temps. Eux autres... le système... ils sont pour. Ils peuvent l'embarquer n'importe qui dans n'importe quoi. Même quand ils en ont pas besoin. Surtout quand ils en ont pas besoin. Ce sont des beaux parleurs. Ils ont l'air honnêtes c'est effrayant. Mais les gens commencent à se réveiller. Les gars sont allés trop loin. Alors le gouvernement est obligé de s'en mêler. C'est parfait. Allez-y les gars, poussez encore sur le "racket", ça va finir par péter.

Oui j'ai ben barouetté à droite... à gauche. J'ai jaser avec

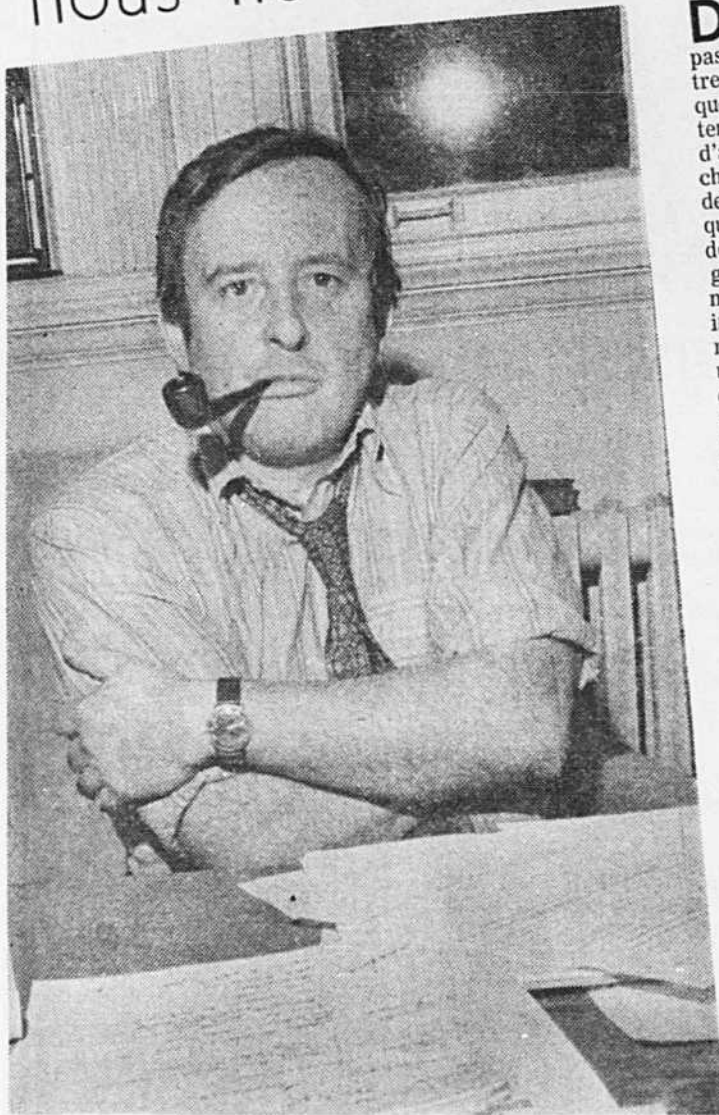
ben des gars, qui pensent d'un bord... qui pensent de l'autre. Et en ce moment, y'a ben des vents qui se promènent. Un p'tit vent de l'est... un p'tit vent du nord, ben des p'tits vents qui se cherchent. Et même ceux qui veulent rien savoir commencent à sentir un petit courant d'air de temps en temps. Une petite brise qui leur chante dans les oreilles. C'est parfait. Un bon matin... tous ces petits vents-là vont se rencontrer, vont s'unir; une fois pour tout, et y'aura peut-être alors... une belle tempête. Vous savez... le grand vent qui balaie les arbres morts et qui laisse juste ceux qui sont capables de se tenir debout; ceux qui sont jeunes, verts, pleins de feuilles et pleins d'avenir.

Au fond, tout ce qui manque, c'est un petit peu plus de solidarité. Juste un petit peu et ça va peut-être changer. Alors restez pas indifférent. Écoutez... regardez autour de vous. Quand le magasin "Pollack" est en grève, allez pas acheter chez Pollack. Vous comprenez. Ça... pis ben d'autres choses. **Solidarité.** C'est ça qu'il faut. Vous pouvez pas rester indifférent. Si vous voulez pas vous occuper de politique, dites-vous bien que la politique... s'occupe de vous.

**Raymond LEVESQUE**



# Laurier Lapiere: "Ni plus fins ni plus bêtes, nous ne sommes pas différents des autres..."



**D**EPUIS fort longtemps on se fait dire que le Québec n'est pas une province comme les autres... et nous l'avons cru. Pendant que les uns parlaient d'une appartenance sur le plan constitutionnel, d'autres prêchaient dans toutes les chaires que la différence venait de notre mission spéciale en tant que peuple de certaines déités... déités qu'ils se fabriquaient au gré des événements. Ces temps ne sont point révolus car certains insistent encore sur le fait que notre "raison d'être" nous impose un achèvement distinct, tandis que d'autres veulent nous imposer un destin qui n'a rien à faire avec nous ou ce que nous sommes.

Une fois pour toute, il faudra bien se le dire, nous ne sommes pas différents. Nous sommes un peuple américain, bien ancré dans son matérialisme, bien en possession de ses petites choses, bien déterminé à augmenter ce qu'il a aux dépens des autres.

Nous sommes aussi capables de grands exploits, de sacrifices, de voir plus loin que son nez et de vouloir édifier sur le territoire — que nous occupons sans toutefois l'habiter — une société qui n'est pas plus bête que les autres et qui a même un peu de bon sens.

C'est ça le pouls de la population québécoise. Ce n'est pas une question d'être capable ou non. C'est plutôt que l'on n'est pas plus bête que les autres, pas plus fins non plus, pas plus différents non plus. Nous sommes ce que nous sommes... et ceux qui veu-

lent nous comprendre devront commencer par là.

Mais qui veut nous comprendre?

**Les Américains?** Ils semblent beaucoup plus intéressés à nos richesses naturelles qu'à nous. Ou sommes-nous pour eux des richesses naturelles?

**Les Canadiens?** Peut-être plus que les autres. Mais encore là notre communauté humaine n'est trop souvent qu'un élément constitutionnel ou politique. Mais nous qui apparaissions comme les parasites de la Confédération, pouvons-nous être autre chose pour eux... pour nous?

**Les Français?** C'est à rire! Comme ils aimeraient que l'on soit comme eux, que l'on parle comme eux, que l'on soit capable de faire bonne chère comme eux, que l'on sache quelle fourchette utiliser quand le Président de la République reçoit ses cousins de si loin. Et nous on se prête à ça! Quel est le coût des médailles, des prix et des palmes de toutes les académies, grandes ou petites, qui ne cessent de nous découvrir?

**Les Italiens** et les autres qui vivent avec nous. Veulent-ils nous comprendre? Pourquoi? Pour qu'on les assimile plus facilement à notre fait, à notre collectivité, à notre majorité.

**Et nous?** Veut-on se comprendre? Non. Peut-être que ça fait trop mal de savoir ce que l'on est. C'est peut-être même dangereux!

Et en attendant on se laisse raconter des histoires, fédérales et indépendantistes et même crétinistes. C'est plus facile. Les marchands de la régénération nationale se promènent de long en large nous apportant des milliers d'emplois, des Baie James, des manufactures, des autoroutes, des Olympiques, des concessions du pouvoir central, des emprunts à bon marché; des allocations familiales, des mères nécessiteuses, des enfants nécessiteux, des vieillards nécessiteux, des communautés nécessiteuses et des autonomies culturelles, religieuses, économiques, sociales, politiques.

Et en attendant on se préoccupe de camouflage, de décorations, de symboles, de grands prétextes et de liturgie. C'est plus intéressant. Les chefs des forces vives de la nation nous cherchent des missions, nous isolent des expériences des autres, tâtent notre pouls sans l'entendre, nous expliquent à nous et à d'autres, et ne cessent de se répéter. Ils excommunient celui-ci ou celui-là sans avoir de doctrine bien précise et accordent leurs bénédictions et la vie éternelle à ceux qui sont de vrais patriotes, c'est-à-dire à ceux qui prient autour du même autel.

Et en attendant, le petit peuple lui, fait son chemin. Il ne se prend pas pour un autre; il a une idée de ce qu'il veut, de ce qui est possible. Et si on veut tâter son pouls, on n'a qu'à lui prendre la main, on n'a qu'à vivre avec lui!

Laurier-L. LAPIERRE

## Bois: "Que faisons-nous pour sauvegarder l'éducation?"

**P**OUR donner un aperçu de ma pensée sur l'état d'âme de la nation canadienne-française, j'affirme que nous vivons dans un contexte majoritaire anglo-saxon et si nous voulons nous rendre un très mauvais service, c'est d'y adapter toutes nos habitudes de pensée et d'action.

Je crois qu'il est important de faire une distinction bien marquée entre deux époques, soit la période précédant la révolution tranquille et celle qui la suivait. Plusieurs de nos concitoyens et surtout nos intellectuels déclaraient avant la révolution tranquille que notre peuple n'était pas instruit, qu'il était trop clérical et que nos ouvriers n'étaient que des porteurs de boîte à lunch.

Je ne nie pas une partie de ce qui pouvait être vrai dans ces affirmations et je ne condamne pas en bloc les modifications radicales qui, depuis une dizaine d'années apportent chez les Canadiens français une orientation nouvelle.

Il serait temps de faire un sérieux examen de conscience et nous demander si nous n'avons pas fait des oublis de nature à compromettre l'existence de la nation canadienne-française en Amérique du Nord.

Je voudrais mentionner trois sujets particuliers qui constituent les valeurs de base d'un peuple même quand la partie économi-

que n'est pas à son plus haut niveau.

Avec la poussée des intellectuels ou pseudo-intellectuels, les Canadiens français ont de plus en plus tendance à confondre les valeurs morales et spirituelles avec le dirigisme des entreprises établies chez eux et avec le modernisme qui peut nous avantager ou nous détruire suivant l'usage que nous en ferons. L'orientation que nous subissons risque de nous faire disparaître comme groupe ethnique même si nous possédions plus de facilité sur l'orientation politique et la gestion de nos propres affaires.

Pour illustrer ma pensée, il serait bon d'examiner ce que nous faisons pour la sauvegarde de l'éducation et de la famille. Depuis quelques années, nous avons modifié le nom du ministère de l'Instruction publique en celui de ministère de l'Éducation. Je me demande franchement si les modifications de nos structures scolaires n'ont pas diminué l'éducation ou la formation en donnant plutôt à notre jeunesse de la connaissance et des renseignements. Attachons-nous trop d'importance aux mathématiques nouvelles alors que des élèves qui ont atteint l'âge de 18 ans et plus écrivent le français comme une langue non disciplinée, et où le son a plus d'importance que la grammaire et l'orthographe?

Sur le plan culturel, il se crée une faille que nous allons regretter. Si les mathématiques et les autres disciplines du monde technique fournissent l'avancement technologique, des personnes autrement formées devront se servir d'une discipline de pensée pour transmettre les renseignements acquis à une autre génération. Comment pourra-t-on le faire?

Sur le plan des valeurs morales et spirituelles, notre jeune nation est à l'écoute d'un modernisme qui envahit complètement ses os et risque de faire disparaître à tout jamais ce qui a fait la grandeur de notre peuple depuis trois siècles.

Comme résultat, trop de jeunes confondent facilement le sexe avec l'amour, la connaissance avec l'éducation, l'action avec la bonne exécution.

On nous avait dit que nos institutions ne formaient pas ou très peu de sportifs et je me demande si l'accroissement de notre population mérite que nous félicitions nos spécialistes du ministère de l'Éducation en ce domaine. Le nombre actuel de nos sportifs-auditeurs remplace-t-il le nombre des sportifs-amateurs?

Le dernier sujet qui, à moins d'un redressement radical, risque de nous causer la plus grande surprise est celui de la famille. Les spécialistes du décompte des

naissances se font un plaisir de parler du planning familial alors que l'État du Québec devrait sauvegarder par tous les moyens la survie de la famille canadienne-française en voie de disparition à cause de plusieurs facteurs.

Le premier vient du relâchement des mœurs, le deuxième de l'insuffisance économique et financière du chef de famille qui devrait obtenir les secours financiers et matériels nécessaires à surveiller l'éducation et le départ de ses jeunes enfants pendant les premières années.

Au lieu de sauvegarder notre propre sang, nous devons diriger nos efforts vers l'intégration des immigrants dont une grosse partie adopte ordinairement la sécurité économique plutôt que l'héritage culturel des Canadiens français.

Il appartient à chaque citoyen de la nation canadienne-française de faire un examen de conscience très sérieux en ce jour de notre Fête nationale. Si le patron des Canadiens français, Saint-Jean-Baptiste, avait une seule peau de mouton comme propriété, rien ne nous empêche de conserver nos vertus traditionnelles, en ne négligeant pas pour autant l'acquisition et le contrôle dans les domaines politique et économique.

Armand BOIS, M.A.N.,  
député de Saint-Sauveur



# Notre choc du futur

Ce peuple, écarté du pouvoir, a toujours rêvé. Ce rêve est un trait de culture, né de notre absence à l'histoire. Il entretient une espèce de flottement. Celui-ci peut devenir mortel, mais ce n'est pas sûr, car le rêve conserve aussi, et ce peuple peut à la fin faire deux choses: ou bien couler tout doucement dans l'existence, l'est-à-dire, en pratique, dans la servitude, ou bien persister jusqu'à ce que, sous un choc, par une précipitation saisissante, il retrouve enfin la volonté, maintenue jusque-là en état de latence comme dans un sommeil.

Aujourd'hui les temps sont dangereux et rapides. S'il n'y a pas d'autre choc, il y aura celui-là. Il y a cette menace, qui se précise dramatiquement. L'assurance que, sous la pression de la hâte, devant une fin subitement entrevue, nous ne démentirons pas deux siècles d'attente et d'entêtement. Notre long mythe produira d'un seul coup tout son fruit.

L'indépendantisme lui-même est l'effet de cette contraction du possible. Il annonce, dans un projet inimaginable plus tôt, l'événement et l'action. Ce sera l'indépendance. Nous arrêtons de rêver. Il n'y a pas d'autres voies. Nous le savons.

Pierre VADEBONCOEUR



## Roch Carrier: L'âme québécoise a dérobé ses préoccupations au monde du théâtre

QUI peut prétendre connaître l'âme canadienne-française d'une manière autre que très limitée et partielle? Cependant, notre point de vue, celui du théâtre, nous apparaît privilégié parce qu'il est le lieu de rencontre d'une âme nationale avec sa conscience.

Il faut bien reconnaître que, cette année plus que toutes les autres l'âme québécoise nous a dérobé ses préoccupations.

Nous avons inauguré le Théâtre du Nouveau Monde avec une pièce québécoise, **Le Procès de Jean-Baptiste M.**, qui décrit, à partir d'un fait divers, la place de l'homme dans la machine d'une grande société capitaliste anonyme; c'était aussi une façon de présenter un microcosme de notre système économique-politique. Nous avons présenté **La Ballade des Morts**, une pièce qui dénonce la guerre, mais qui veut aussi désigner tout ce qui empêche la vie, tout ce qui tue les "êtres faciles"; bref, cette pièce posait en question une certaine indifférence envers la vie. Ces problèmes ont éveillé chez les personnes présentes une réflexion dont les colloques tenus après les spectacles nous ont permis d'apprécier la gravité. Mais les spectateurs étaient peu nombreux. Plusieurs commentaires nous ont amené à croire que, durant cette saison, les Montréalais ne voulaient pas participer à une expérience qui reflétait leur vie quotidienne: ils souhaitaient couper en deux leur vie: le jour pour les problèmes et le soir pour l'oubli. Et ils ne se sont pas rendus dans un théâtre qui ne leur venait pas de l'oubli ou de la distraction.

Nous avons offert d'autres spectacles qui appartiennent à la culture traditionnelle: **L'Otage**, de Paul Claudel, et **Le Neveu de Rameau**, de Diderot. Il y a quelques années, les Montréalais se seraient sentis coupables de ne pas aller s'exposer aux lumières de ces génies. A cette époque, ils ne se seraient pas pardonné de bail-



ler. Bien sûr, la culture française est en crise chez nous; il n'est pas moins sûr que la culture québécoise s'affirme dans plusieurs formes d'expression. L'âme québécoise découvre son autonomie. Elle croit devoir s'affranchir de la culture française. Elle glorifie les dieux culturels autochtones surtout s'ils sont nés dans l'année. Elle se défait d'un passé culturel français, elle s'enivre de sa propre réalité. L'âme québécoise adore ce qu'elle dédaignait en un autre temps.

Cette période devrait être fertile. Cependant, les auteurs plus

âgés n'écrivent plus. L'on est prêt à penser que la révolution tranquille les a stérilisés. Si l'on s'informe mieux, l'on apprend qu'ils sont engagés dans des travaux pour vivre. Leur attitude imiterait donc celle du public qui se soumet à une journée de travail, puis oublie. Les nouveaux auteurs, nés de cette révolution tranquille, ont tendance à se répéter, à remuer la même terre de la même façon. — Je parle des 150 textes que j'ai lus. — L'âme québécoise s'exprimerait-elle plus dans le geste d'écrire que dans le texte écrit?

En fait, l'expérience théâtrale qui a le mieux rencontré le public, est le Théâtre-Midi: des piécettes distrayantes à l'heure du lunch. La pièce qui a obtenu moins de succès au Théâtre-Midi est celle où pointait, à travers le rire, un soupçon d'angoisse. De façon bien évidente, le public est à la recherche d'une distraction. Il a d'ailleurs considéré comme une distraction **Julien-Julien**. Cette pièce fait apparaître que l'âme québécoise n'est pas libérée de ses frustrations sexuelles: ici, le voyeur ne se distingue pas du spectateur amusé. Cet intérêt

pour la problématique sexuelle, je le rattache à notre recherche d'identité. Le sexe n'est jamais montré, au Québec, pour ce qu'il est, mais toujours, il est le point de départ d'une remise en question d'un personnage, d'une vie, d'une époque ou d'un destin. L'intérêt en ce moment pour ce qui concerne par exemple l'homosexualité, révèle que notre crise d'identité est aussi une crise sexuelle. Le langage joual est l'affirmation d'une virilité frustrée par la culture française maternelle. Probablement les spectateurs soupçonnent-ils cela par intuition: d'où leur intérêt.

Que d'importance à ce problème de l'identité nationale! L'on attend une définition. On s'empreserait de l'enfiler comme un costume national. J'y vois un recours à la loi devant les incertitudes de l'aventure libre.

L'âme québécoise, comme celle d'un peuple pauvre, est accaparée par le défi quotidien de vivre. Elle cherche à compenser, par le confort matériel cette aise politique, morale, économique qu'elle n'a pas.

Après avoir vécu, avec l'émotion de se sentir vibrer, certaines heures exaltantes, l'âme québécoise me paraît semblable à ce qu'elle est depuis longtemps: déterminée à vivre. Mais, à cet instinct de ne pas mourir, à cet indéniable vouloir-vivre se greffent son incertitude, ses hésitations. Apte à supporter la fatigue du chemin des autres, par une longue habitude de l'histoire, elle semble préférer cette difficulté à celle de construire sa propre route.

C'est à ce point que le Gouvernement devrait se rendre compte que ses devoirs culturels sont aussi importants que son rôle économique. Son indécision culturelle, reflet sans doute de la nôtre, est responsable de celle de l'âme québécoise.

Le secrétaire général du Théâtre du Nouveau Monde

Roch CARRIER

# Pierre Juneau: "Nous n'avons jamais disposé d'autant de moyens"

Il est certain que nous traversons plus que jamais une période malcommode de transition et d'innovation qui ne cesse d'opposer simultanément plusieurs modèles de sociétés. Les synthèses désirées ne sont pas faciles à réaliser lorsqu'il faut combiner de nouveaux hédonismes bien explicables et les risques inquiétants de la baisse du taux de natalité, la circulation automobile croissante et la destruction de l'air respirable, la semaine de travail réduite et l'édification d'une société vraiment moderne, l'industrialisation et la postindustrialisation.

Considérant ce chantier effe-

vescent, certains en viennent à se demander: "Est-ce le calme avant la tempête?" Je ne suis pas sûr que ce soit là la bonne question. Tous les capitaines aux longs cours le diront: alors que les uns préfèrent considérer la vie en mer comme une succession de tempêtes encadrant des périodes de calme; les autres, au contraire, se plaisent à l'imaginer comme une longue tranquillité ponctuée par des ouragans. De toute façon ces points de vue opposés ne changent rien à la réalité de l'océan qu'ils traversent.

Que l'anxiété des Canadiens français à propos de leur orientation et de leur survie culturelle soit fondée est trop évident. Mais parfois les inquiétudes exprimées, et les apocalypses proposées froissent la vantardise. Produit inconscient d'un grand nombre de générations et d'individus, une culture, même menacée, constitue un robuste organisme qui ne peut pas disparaître comme une chanson à succès au Palmarès. Je ne parviens pas à oublier le cri du

coeur d'une jeune enseignante qui, dans le film de Pierre Perrault et de Michel Brault "l'Acadie, l'Acadie", avouait que le plus étonnant pour les membres d'une culture canadienne-française qui se sent constamment menacée n'était pas de comprendre à quel point leur langue et leur mode de vie pouvaient être condamnés, mais de sentir que, même s'ils le voulaient, ils ne pouvaient pas non plus se débarrasser de cette langue et de cette culture originales.

Il y a trente ans, les éditorialistes aimaient à évoquer la permanence et les certitudes des nations européennes afin de mieux souligner ce que la juxtaposition des provinces canadiennes avait de précaire et d'artificiel et surtout montrer combien l'avenir culturel canadien-français semblait fragile. "Il y aura toujours une Angleterre comme il y aura toujours une France", répétaient-ils inlassablement avant d'annoncer tous les éclatements et tous les engloutissements possibles.

Le développement des moyens de production, de communication et d'échange dans les deux dernières décennies est venu quelque peu modifier cette situation classique. Et il faut maintenant réviser aussi bien les certitudes hautes de permanence que les craintes de désintégration et de disparition. Tandis que se multiplient les routes, les réseaux et les points d'origine, tout le monde doit apprendre à subir ou profiter des possibilités nouvelles de contact, de contagion ou de coordination. Croyez-vous que des fièvres

de mai '68 soit sortie une France inchangée? Et que l'Angleterre, ouverte au Continent, envahie par des camions européens ayant des dimensions que ses routes n'ont jamais vues, n'ait pas à repenser quelque peu son équilibre traditionnel?

Trop de faits prouvent que la culture canadienne-française n'est pas anémique. Pourquoi interroger un horizon que personne ne parvient à déchiffrer correctement en perdant un temps précieux qui peut servir à promouvoir, consolider et multiplier les manifestations convaincantes de cette vitalité culturelle? Il s'agit avant tout de faire des choses, d'accumuler même des succès sur des petites choses, et dès qu'un projet réel aboutit il ne reste plus qu'à s'étonner des résultats.

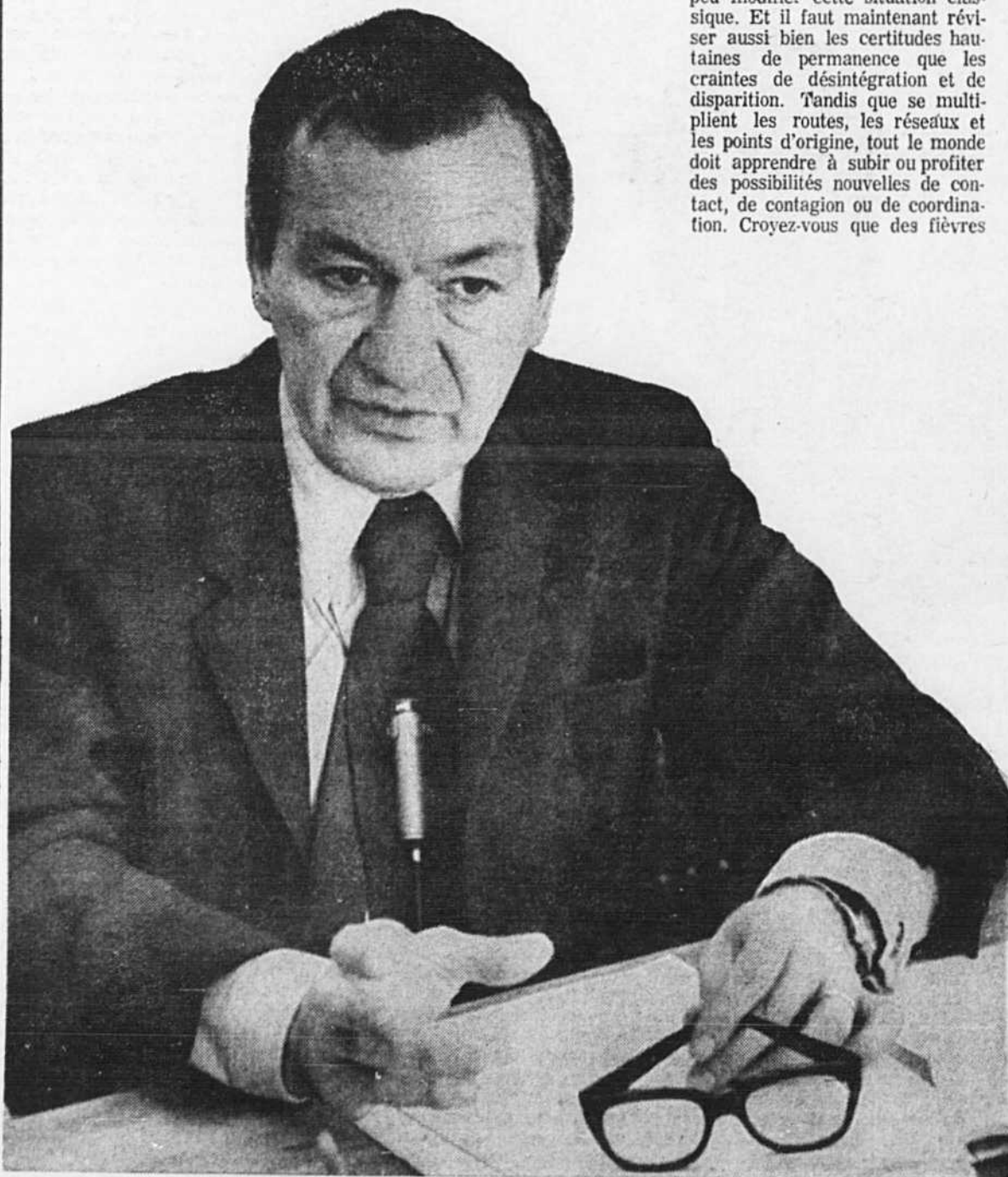
Mes activités professionnelles m'amènent à suivre surtout l'évolution des industries des mots, des sons et des images. Mais dans ces domaines justement, à qui fera-t-on croire que le Québec n'a rien à dire et rien à faire de ses arpents de neige et de ceux qui l'habitent? Pas aux radiodiffuseurs si l'on en juge par la mise en marche à Montréal de la Maison de Radio-Canada, par les projets d'investissements de Télé-Métropole dans un nouveau centre de production et de diffusion, par le développement de deux réseaux privés de radio au Québec, par les projets de nouvelles formes de propriété et d'animation communautaire de stations de radio ou de télévision qui se proposent d'introduire dans le domaine de la diffusion des ressources neuves et des modes d'avancement social jusqu'ici demeurés éloignés des grands amplificateurs modernes. Pas à nos cinéastes, qui après vingt ans d'entêtement parviennent, comme Claude Jutra, à réaliser un film d'une solidité classique avec son interprète préféré, ou encore comme ceux qui, représentant le cinéma canadien au Festival de Cannes, se trouvaient récemment au centre des discussions et des pronostics. Pas aux poètes québécois si l'on considère leur "output" pour employer un terme cher aux écono-

mistes, bien que ces derniers se soucient rarement des dimensions de l'offre et de la demande poétique au Québec; le nombre des publications consacrées à un auteur a presque quadruplé de 1960 à 1971 et presque doublé entre 1970 et 1971.

Nous sommes maintenant convaincus que la vie canadienne-française ne doit plus rester attachée au sol. Et nous avons cessé de croire que nous avions trop de moyens pour nos possibilités. Beaucoup de crises de nerfs actuelles sont dues à un environnement qui se transforme trop rapidement et que nous ne savons pas encore ordonner ni agencer et à peine utiliser. Tandis que la parade des crises aiguës et des catastrophes probables continue, il faut cependant se demander si la majorité silencieuse qui semble se désintéresser des buts comme des moyens ne tente pas quelque chose de son côté: essayer de comprendre, au lieu de réagir, essayer de démêler, dans tous les tableaux qu'on lui propose, le possible de l'impossible. Apprendre à jouer d'une société complexe ne peut se faire en une décennie. Bien sûr, il va falloir cesser d'être dupe de nos terribles moyens d'amplification et ne plus prendre des imprécations pour des victoires, des hypothèses pour des résultats. La culture n'est pas seulement un décor changeant et la société un théâtre ou une émission de télévision. Nous devons inventer de nouvelles formes d'intelligibilité et de pertinence.

Portapacks ou cassettes, câbles ou satellites: les moyens de transmettre et de produire se multiplient sous nos yeux. Il reste à savoir si nous allons laisser ces instruments nous définir. Une bataille sur le modèle de l'homme est engagée. Si on le considère comme un cheval, il suffit de connaître ses motivations, de trouver ce qui l'excite, de faciliter son dressage. Si c'est un pion sans particularité, il suffit de définir les moyennes qui le contiennent et de chercher le meilleur "rating". Pour ceux qui considèrent les sociétés comme porteuses d'une culture vivante, il est évident qu'il s'agit plutôt de multiplier les occasions d'expression et d'échange. Pour réaliser ces buts nous n'avons jamais disposé d'autant de moyens, de possibilités d'initiative et de décision. Mais profiter de tout cela demande plus que des états d'âmes. Ce qu'il faut ce sont des projets clairs, des équipes à l'ouvrage des efforts soutenus; en bref, recourir aux plus vieux trucs de l'action humaine.

**Pierre JUNEAU**,  
président du Conseil  
de la Radio-Télévision





## La loi ne suffit pas; il faut l'amour

**M**A perception de l'état d'âme du Canada français est à la fois vague et prospective. Vague, parce qu'il me manque un minimum d'expérience vécue en tant qu'étudiant, citoyen et travailleur (il y a 25 ans que la paraplégie me retient plus ou moins en marge de la société). Prospective, parce que nos problèmes et nos espoirs se situent dans une nouvelle phase de "rattrapage" et d'invention.

Pour moi, la réalité québécoise est perçue en bonne partie à travers un ensemble de difficultés et d'injustices subies par de nombreux hospitalisés particulièrement démunis (à ce sujet, les éditions LA PRESSE publieront bientôt un livre-choc du Comité des malades). Nous ne sommes pas meilleurs que beaucoup d'autres. Patrons, ouvriers, indépendantistes, fédéralistes, malades, bien-portants, nous n'avons rien à apprendre de ceux qui font fi ou peu de cas des personnes lorsqu'elles sont incapables de s'affirmer normalement.

Et pourtant, il y a la loi 65 qui est un solide tremplin de justice et de responsabilité pour les malades et tous les bénéficiaires des services de santé. Cette législation a été diversement renforcée depuis un an et devra l'être encore si l'on veut qu'elle ait toute l'efficacité désirable. C'est chez nous, grâce à nous, que se concrétisera l'audace d'une loi exceptionnellement positive. Il y a lieu d'en être fier.

Mais la loi, si excellente qu'elle soit, ne nous suffit pas. Il nous faut surtout l'amour. Plusieurs Québécois ajouteraient: et aussi l'indépendance!

Je n'accepte l'indépendance qu'à certaines conditions. Il faudrait que l'acquisition de l'indépendance ne s'oppose pas, entre chacun de nous, à une croissante interdépendance, volontaire et fraternelle. A quoi servirait l'indépendance, si nous devenions plus désunis et plus mal à l'aise dans "la belle Province"? Il faudrait également que la sécession suive un ordre progressif, démocratique, permettant aux plus nécessiteux de ne pas

être frustrés dans leurs besoins élémentaires auxquels pourvoit l'un des meilleurs systèmes d'assistance sociale au monde. Je crois que certains brillants intellectuels parleraient différemment de l'indépendance s'ils se retrouvaient un jour dans une chambre d'hôpital, à la merci de l'entourage.

Souvent, l'indépendance des uns devient empiètement sur les droits des autres. L'"occupation" britannique de l'après-Conquête en est un exemple. L'inconscience syndicale dans les hôpitaux en est un autre, inévitablement.

Je dis inévitablement, parce que, la nature humaine étant ce qu'elle est, on ne pouvait empêcher une minorité de syndiqués d'abuser de leurs droits contre des malades sans défense. Aujourd'hui, cependant, des malades commencent à réagir et à promouvoir leurs intérêts, malgré leur souffrance, malgré leur impuissance. Il faudra que des patients un peu actifs et plutôt indépendants, parce que leur condition requiert moins de soins, soient solidaires en prenant parti pour leurs compagnons plus exposés aux sévices de tout genre. Ce pénible "syndicalisme" des malades contribuera à améliorer la qualité des soins et à rendre les syndicats hospitaliers plus prudents, plus compréhensifs. Les malades, eux aussi, peuvent faire honneur à leur pays.

Bien que je ne m'y connaisse pas, je crois que nos problèmes ne sont pas sans solutions. Mais les solutions manquent parfois de motivation. C'est pour cela que j'ai parlé de notre besoin d'amour. Qui peut trouver le courage d'être responsable, honnête, persévérant, sans amour? Nos devanciers venus de France, à qui nous devons d'exister, ont pris ce courage dans un amour mystique. Pour relever les défis d'aujourd'hui qui, en dépit de leur caractère accentué, ne sont pas plus imposants que ceux de leurs temps, ne devrions-nous pas puiser davantage à la même source qu'eux, c'est-à-dire en Dieu?

Claude BRUNET



## Vers un nouveau pouvoir

**L**E manque de philosophie sociale et politique révolutionnaire engendre, à notre avis, l'apolitisme généralisé qui règne au Québec. Aussi, ne faut-il pas nous surprendre d'un tel état d'âme, ni vouloir l'expliquer par des arguments ne tenant pas compte des conditions objectives de notre société. Autant les idéo-

logies cheminées par la classe dominante perpétuent l'aliénation du prolétariat, autant le jeu de l'électoralisme et de la fausse démocratie. Les philosophies sociales et politiques pronées par le prolétariat, autant les socialismes importés ou non concertés sèment la confusion chez les travailleurs. Le Québécois ordinaire évolue dans une telle situation qu'il ne sait où orienter son avenir économique, politique, sociale et culturel.

Le bouleversement entraîné par une transformation rapide des valeurs bien ancrées chez le Québécois, depuis les années soixante, le place devant le dilemme de l'homme récupéré par son système et qui néanmoins souhaite s'en sortir.

### La vie économique

Sur le plan économique, la domination étrangère à 80 p.c., crée la dépendance quasi totale du Québec envers les "Rois" du capitalisme. Quand on éternue à New-York, on tousse à Toronto, on a la grippe à Montréal, on agonise en Gaspésie. L'économie québécoise est malade. Toute fluctuation mondiale entre les grands de l'impérialisme l'affecte directement ou indirectement. La crise qui sévit dans le monde capitaliste (les spéculations sur l'or, la crise du dollar américain) ne présente aucune perspective d'avenir favorable. Les économies sous-développées du tiers-monde et du Québec en paient la note.

Les statistiques produites par le Bureau Fédéral de la Statistique indiquent un appauvrissement général pour tous les Canadiens.

La philosophie économique capitaliste, le libéralisme économique, est le seul facteur du sous-développement québécois. Le potentiel humain, sa compétence, les ressources naturelles existent. La mainmise étrangère, sur ces ressources, sur ces hommes, sur les capitaux disponibles, entrave toute libération économique.

Un projet de récupération de son économie au service du prolétariat et non d'une élite bourgeoise nationale ou étrangère, inscrit dans un projet révolutionnaire global est, à notre avis, la solution à envisager. Seule une transformation radicale du système capitaliste, violente ou non, pourra remédier à cette domination bourgeoise.

### La vie politique

L'Etat capitaliste québécois, par ses appareils idéologiques, assure la reproduction du schéma des classes sociales. Par son système d'éducation principalement, il recrée son élite bourgeoise. Les méthodes de sélection utilisées aux différents niveaux scolaires discriminent le fils de prolétaire en faveur du fils du bourgeois. Le contenu même d'un cours dès qu'il déborde des cadres permis ne se voit pas reconnu. L'exemple du département de sciences juridiques de l'UQAM ou du conflit au CEGEP Saint-Laurent en est la toute dernière manifestation. Les problèmes dans le milieu de l'enseignement ne sont que la concrétisation de malaises sociaux.

Le syndicalisme d'affaire, limité aux revendications à court terme ne répond pas aux réelles aspirations des travailleurs. Cela la CSN, la FTQ, la CEQ le savent. Cependant, les crises syndicales maintiennent la nonconscience prolétarienne et le manque de solidarité des travailleurs. La lutte sur le front politique, un seul front politique, est un élément essentiel à l'aboutissement des objectifs communs du prolétariat.

Les options politiques offertes par les partis politiques tradition-

Parti libéral et l'Union Nationale n'acceptent aucune remise en question du système. Le conservatisme crapuleux grossièrement démagogique d'Yvon Dupuis masque la réalité, profite de la naïveté des gens, pue la prostitution. Les promesses de conditions meilleures préconisées par le Parti Québécois nient les luttes de classes sociales, au profit d'une nationalisme petit bourgeois.

En treize années, la nation québécoise a connu une série d'événements politiques majeurs: la révolution tranquille, la consolidation de l'idée d'indépendance, la crise d'octobre, le front commun de mai '72. La gauche révolutionnaire québécoise, spontanée jusqu'à maintenant (le FLQ et les bombes des années '60-'70), se voit dans l'obligation, si elle ne veut voir ses énergies récupérées par les groupuscules dogmatiques, de se doter d'une théorie révolutionnaire globale. La création d'un parti prolétarien s'impose. C'est à travers celui-ci que se canaliserait l'action pratique et théorique de révolutionnaires québécois.

Claude PECKET,  
Cécile Tremblay,  
étudiants, Cégep de  
Saint-Laurent.



## Un peuple libre pour bâtir un pays plus juste

**L'**AME canadienne-française, c'est l'âme d'un peuple dominé, déchiré entre plusieurs aspirations, ne connaissant pas encore sa véritable identité... mais qui commence à se réveiller, à comprendre les injustices dont il est victime.

1) Par exemple, nous possédons une langue, une culture, des traditions qui sont françaises, qui nous appartiennent, qui viennent de nos ancêtres et dont nous sommes fiers... mais tout ça, c'est en train de mourir à petit feu parce que la langue de travail c'est l'anglais, parce que le milieu où l'on vit devient de plus en plus américain (publicité, télévision, etc.), parce que nos gouvernements ne font rien pour arrêter cette situation (exemple, le Bill 63).

2) Par exemple, ce sont les petites gens qui ont développé notre pays, qui continuent de le faire; ce sont les travailleurs qui font marcher les usines, les bureaux, les magasins, les services publics mais rien de tout ça ne leur appartient et donc ils ne peuvent pas profiter du fruit de leur travail: c'est une petite minorité seulement qui en profite (les patrons qui sont souvent anglais ou américains). Les Canadiens français qui constituent la majorité de ces travailleurs ont le sentiment, "d'être nés pour un petit pain" pendant que d'autres, plus privilégiés, font fortune à leur côté... et ça c'est écoeurant!

3) Par exemple, mon expérience m'a fait découvrir tout le scandale du prix des médicaments; comment on est exploité par la publicité; par les grandes compagnies pharmaceutiques; par plusieurs médecins qui refusent de prescrire le nom générique, ce qui aiderait à baisser le coût des médicaments pour leurs patients; par les pharmaciens qui sont des commerçants avant d'être des gens au service du peuple. Mon expérience me fait découvrir d'autres injustices comme dans le logement (des propriétaires qui louent des taudis à des prix exorbitants, les habitations à "loyer modique" qui sont inaccessibles pour les petits travailleurs).

Toutes ces injustices me révoltent et je peux mieux comprendre que certaines personnes deviennent impatientes et sont tentées d'employer la violence (poser des bombes, tout lâcher, tomber dans l'alcoolisme et la drogue, voler, etc.). C'est dommage que des gens en arrivent là mais ça veut dire aussi qu'il est temps d'agir et de nous organiser pour que ça change.

On dit souvent que les Canadiens français ont certains défauts: ils se jalouent les uns les autres, on est naïf ou influençable, on est raciste face aux Italiens, aux Juifs, on est peureux, etc., mais tout ça change. Ainsi, j'ai confiance à ces jeunes qui veulent se battre pour défendre leurs idées: je les admire. Par exemple, on voit de jeunes médecins, des avocats, des professeurs qui ne pensent pas seulement à la piastre. Ils veulent se mettre au service de la masse des petites gens pour ne pas les exploiter. Il y a aussi, comme ici à la Pointe-Saint-Charles, plusieurs citoyens qui se sont regroupés pour prendre en main leur situation. Et je trouve essentiel que chacun sorte de sa maison, partage et comprenne les difficultés de ses semblables et que tous s'organisent ensemble pour bâtir un pays neuf.

Nous voulons bâtir un pays francophone, nous voulons y accueillir tous les immigrants qui respecteront ce point de vue; que les nôtres ne soient pas obligés de s'exiler pour se faire reconnaître (encourageons nos chansonniers Leclerc, Vigneault et bien d'autres qui nous identifient si bien). Nous voulons bâtir un pays plus juste.

Nous sommes un peuple jeune au sang neuf et vigoureux, un peuple en marche vers un idéal aussi vaste que ses plaines, ses fleuves et ses forêts. Nous aurons assez de courage pour insuffler dans les veines de nos enfants le goût et la fierté d'être libres et enracinés dans un pays que nous aurons bâti.

Pauline VERREAULT,  
citoyenne de Pointe-Saint-Charles,  
mère de famille,  
membre du comité des  
médicaments.

# Qué-Can blues

Ça fait longtemps qu'j'ai rien écrit  
J'vais vous lâcher mon dernier cri  
Y'en a qui pensent que j'ai tout dit  
Qui chuchotent même que chu fini  
D'autres qui attendent la fin d'ma phrase  
Qui m'trouvent moins "hip" depuis qu'j'me rase  
Qui aimaient mieux ça quand j'me fâchais  
Dans l'temps que j'faisais peur aux Français  
D'autres qui trouvent que l'joual c'est ben laid  
Pi qui chiâlent quand j'chante en anglais  
J'me demande c'est quoi être Québécois  
Ça sert à quoi d'être Charlebois

Des fois chu pu sûr de ma race  
J'lève mon collet j'me cache la face  
J'nous r'garde vieillir entr'deux grosses "mol"  
Le corps raide pi les oreilles molles  
J'nous vois nous mirer d'in vitrines  
Des deux bords d'la rue Ste-Catherine  
J'entends nos "quand qu'on si j'aurais"  
On a pu les chansons qu'on avait  
On est des "Gypsies" oubliés  
Par les amis de Jacques Cartier  
J'me d'mande c'est quoi être Québécois  
On est loin d'être sorti du bois

C'est pu l'temps d'faire des "party"  
Nous avons notre identité  
Au lieu de s'en féliciter  
Le temps est venu d'éclater  
Arrêtons d'nous r'garder l'nombril  
C'est un chapitre déjà écrit  
Faut pu se contenter des croûtes  
Faut dev'nir les meilleurs en "toute"  
Ça fait trois cents ans qu'on se berce  
Au lieu d's'occuper d'not, commerce  
Pendant qu'Nixon suce le Québec  
Sous l'oeil des "Connais-rien-Fronts secs"

Si les Etats prennent le terrain  
Y va nous rester moins que rien  
Sans pays sans patrie sans "job"  
On va se r'trouver pauvres comme Job  
Faut leur montrer qu'on est capables  
Autant qu'les Juifs et les Arabes  
J'vous dis pas que pour s'en tirer  
Va falloir se mettre à tirer  
Faut s'appuyer faut s'entraider  
Bâtir une grande armée d'idées  
Et faire de la nouvelle France  
La terre promise de l'espérance.

**Robert Charlebois**

(EDITIONS CONCEPTION)